



**Direction du Secrétariat
Général
Service Assemblées et Vie des
Institutions**

**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
NOVEMBRE 2020**

SOMMAIRE
RAA NOVEMBRE 2020

	<i>Pages</i>
<u>PARTIE 1</u> : DELIBERATIONS <i>(Conseil du 30 novembre 2020)</i>	2
<u>PARTIE 2</u> : DECISIONS <i>(Conseil du 30 novembre 2020)</i>	220

PARTIE 1 - DELIBERATIONS

AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE	9
HORS COMMISSION	68
RAYONNEMENT ET ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE	91
RESSOURCES	128
SERVICES A LA POPULATION ET COHESION SOCIALE	149

SOMMAIRE THEMATIQUE

N° DELIB	AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE	PAGE
V2020-172	Convention de délégation de mise en œuvre et de suivi du ' Permis de louer ' entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature	10
V2020-173	Nouveau projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson - Création d'un équipement public de services de proximité - Approbation	13
V2020-177	Réalisation d'un restaurant scolaire dans le Groupe scolaire Armstrong-Bon - Modification du programme - Approbation	16
V2020-189	Dispositions relatives à l'attribution, à l'exonération et à la prolongation des conventions d'occupation du domaine public de la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature	18
V2020-196	Montpellier Ville Nature - Modification du permis de végétaliser - Nouvelles dispositions pour l'implication des Montpellicains dans la démarche "Je mets de la Nature dans ma ville" - Approbation	22
V2020-197	Mise en place du projet Montpellier Ville Nature - Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) - Avis du Conseil municipal	24
V2020-198	Nouvelle charte de l'arbre - Création d'un Comité "arbres" - Composition - Approbation	27
V2020-199	Renaturation de deux espaces aux sols dégradés au Mas Nouguier et à Malbosc - Approbation	30
V2020-223	Quartier Croix d'Argent - Parc Montcalm	32
V2020-224	Quartier de Celleneuve - Ravalement obligatoire des façades - Attribution de subventions - Autorisation de signature	35
V2020-225	Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole à la Ville de Montpellier pour la mise en œuvre du Projet Urbain Partenarial (PUP) SUN LODGE dans le secteur Ovalie - Quartier Croix d'Argent à Montpellier - Autorisation de signature	37
V2020-226	Concession d'aménagement Grand Cœur - Agrément de candidature - INLI - 7 rue Boussairolles à Montpellier - Approbation	41
V2020-227	ZAC EAI - Demande d'agrément de candidature Société CAMPUS CREATIF 3 (Lot n°2f) - Bâtiment ' Lorraine ' – Approbation	43
V2020-228	ZAC EAI - Demande d'agrément de candidature Société CAMPUS CREATIF 3 (Lot n°2e) Bâtiment ' Le cocon ' - Approbation	46
V2020-229	ZAC Nouveau Saint Roch - Demande d'agrément de candidature - Pitch-Roxim LOT IV.1b - Approbation	49
V2020-230	ZAC OVALIE (tranche 7) - Demande d'agrément de candidature SCCV NGICADE Montpellier Ovalie Lot 3 du secteur Domaine de la Providence - Approbation	51
V2020-231	ZAC de la Restanque - Concession d'aménagement Ville/SA3M - Convention d'avance de trésorerie	54

SOMMAIRE THEMATIQUE

N° DELIB	AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE	PAGE
V2020-232	ZAC DES GRISETTES (7ème tranche) - Agrément de candidature - SARL DU CHATEAU (Lot n°5A3) – Approbation	56
V2020-233	Commune de Montpellier - Aménagement du quartier Cambacérès - Cession foncière à l'aménageur pour des surfaces tertiaires - Approbation	58
V2020-234	Quartier Port Marianne - Acquisition de la propriété bâtie de M. Pascal MAHOUDEAU - 338 rue de la Cavalade - Parcelle cadastrée SD 42 - Approbation	61
V2020-235	Délivrance des autorisations d'urbanisme intéressant Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire de Montpellier - Désignation d'un membre du Conseil municipal - Approbation	63
V2020-236	Marché n°G0D0065EP de travaux et de maintenance de la voirie - Convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature	65
N° DELIB	HORS COMMISSION	PAGE
V2020-169	Modalités de réunion à distance du Conseil municipal dans le cadre de l'Etat d'Urgence Sanitaire - Approbation	69
V2020-240	Représentations du Conseil municipal - Désignations	72
V2020-241	Organismes extérieurs - Société Publique Locale (SA3M) - Rapport spécial 2019 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique - Approbation	83
V2020-242	Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale - Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Rapport Spécial 2019 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique – Approbation	85
V2020-244	Vœu de soutien aux populations arméniennes de la région du Haut-Karabakh (Artsakh)	87
V2020-245	Procès-Verbal du Conseil municipal du 5 octobre 2020 - Approbation	89
N° DELIB	RAYONNEMENT ET ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE	PAGE
V2020-170	Epidémie de Covid-19 - Exonérations de loyers perçus par la Ville de Montpellier afin de limiter les conséquences économiques et financières de la crise sanitaire - Approbation	92
V2020-171	Epidémie de Covid-19 - Opération de soutien aux salles de spectacle 2020 - Approbation	95
V2020-186	Montpellier Grand Cœur - Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités - Attribution de subventions - Approbation	97

SOMMAIRE THEMATIQUE

N° DELIB	RAYONNEMENT ET ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE	PAGE
V2020-187	Ouverture des établissements de commerce de détail le dimanche - Liste des dimanches de l'année 2021 - Avis du Conseil municipal	100
V2020-188	Cœur de Ville en Lumières 2020 - Partenariat avec les écoles professionnelles ESMA, ArtFx, ACFA-Multimédia, e-artsup, Objectif 3D, Studio M et Brassart - Approbation	102
V2020-191	Organisation du concours de Pocket film par la Ville de Montpellier à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes 2021 - Approbation	105
V2020-200	Convention entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la société Ecosystem-prod pour l'accueil du premier grand cirque sans animaux en France "L'Ecocirque André-Joseph BOUGLIONE" - Autorisation de signature	107
V2020-201	Parc de Lunaret - Convention de projet entre la faculté des sciences de l'Université de Montpellier et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature	110
V2020-203	Attribution de subventions - Compléments de subventions au titre de l'exercice 2020 - Autorisation de signature	112
V2020-204	Espace Saint Ravy - Appel à projets d'exposition pour la saison 2021-2022 - Composition du jury de sélection – Approbation	116
V2020-205	Théâtre Jean Vilar - Convention de co-accueil du spectacle Queen Blood avec l'association Montpellier Danse - Autorisation de signature	119
V2020-207	Mise à disposition des installations sportives et locaux associatifs - Conventions d'occupation du domaine public - Redevances minorées - Approbation - Autorisation de signature	121
V2020-208	Conventions relatives à l'utilisation du domaine public dans le cadre d'attributions de créneaux annuels pour la saison sportive 2020-2021 - Approbation	124
V2020-222	Accueil de manifestations de la Ville de Montpellier au Corum-Palais des Congrès-Opéra et au Zénith-Sud - Convention de réservation entre la Ville de Montpellier et Montpellier Events - Autorisation de signature	126
N° DELIB	RESSOURCES	PAGE
V2020-215	Budget 2020 - Décision Modificative n°1 - Adoption	129
V2020-216	Apurement annuel des régies - Exercice 2019 - Approbation	133
V2020-217	Opération annuelle de reprise et dotation des provisions et dépréciations - Principes et montant 2020 - Approbation	136

SOMMAIRE THEMATIQUE

N° DELIB	RESSOURCES	PAGE
V2020-218	Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'achat de Gaz Naturel Comprimé pour véhicules (GNC) - Autorisation de signature	139
V2020-219	Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'achat de pièces détachées pour tous types de véhicules et engins - Autorisation de signature	141
V2020-220	Modification du tableau des effectifs de la Ville de Montpellier - Approbation	143
V2020-221	Nouvelles autorisations spéciales d'absence (ASA) - Approbation	147
N° DELIB	SERVICES A LA POPULATION ET COHESION SOCIALE	PAGE
V2020-174	Sécurisation et apaisement du chemin de l'écolier - Création du dispositif d'Agents de Protection de l'Ecole - Approbation	150
V2020-175	Sécurisation et apaisement du chemin de l'écolier - Lancement d'un appel à projets pour l'accompagnement de projets associatifs de Pédibus et Vélobus associatifs - Approbation	152
V2020-176	Plan Numérique dans les écoles de Montpellier 2020/2021 - Demande de subvention auprès du FEDER - Approbation	154
V2020-178	Cité Educative Mosson Montpellier - Plan d'actions 2020 - Attribution de subventions pour le soutien aux projets associatifs - Autorisation de signature	157
V2020-179	Classes de Découverte Rousses - Attributions de subventions - Exercice 2020 - Autorisation de signature	160
V2020-180	Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier concernant l'accès au programme ÉcoMétropole de l'Écolothèque 2020-2022 - Autorisation de signature	163
V2020-181	Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et le musée Fabre - Structures petite enfance - Approbation - Autorisation de signature	166
V2020-182	Attribution de subventions sociales - Projets retenus dans le cadre du plan pauvreté visant l'accès des personnes précaires à une alimentation durable - Autorisation de signature	168
V2020-183	Subventions dans le cadre de l'appel à projets du contrat de Ville de Montpellier au titre de l'année 2020 - Approbation	171
V2020-184	Rapport annuel sur la mise en œuvre de la Politique de la Ville 2019	174

SOMMAIRE THEMATIQUE

N° DELIB	SERVICES A LA POPULATION ET COHESION SOCIALE	PAGE
V2020-185	Actions de lutte contre la précarité énergétique dans les Quartiers Politique de la Ville (QPV) - Conventions de partenariat avec Enedis, ACM Habitat et les associations Compagnons Bâisseurs et Octopus Expression - Autorisation de signature	178
V2020-190	Attribution de subvention au Mouvement Français pour le Planning Familial - Autorisation de signature	181
V2020-192	Contrat de collaboration de recherche entre la Ville de Montpellier et l'Université Paul Valéry Montpellier III pour l'animation d'un groupe de recherche - Action portant sur les discriminations - Avenant n°3 - Autorisation de signature	183
V2020-193	Rapport annuel de la Commission Communale pour l'Accessibilité (CCA) - Année 2019 - Approbation	186
V2020-194	Attribution de subventions pour les associations de personnes en situation de handicap - Exercice 2020 - Autorisation de signature	190
V2020-195	Attribution de subventions - Thématique santé - Autorisation de signature	192
V2020-202	Attribution de subvention dans le cadre de la thématique Sécurité/Animal - Exercice 2020 - Autorisation de signature	194
V2020-206	Bourse Initiatives Jeunes 2020 - Participation de la Ville de Montpellier - Approbation	196
V2020-209	Convention de partenariat avec la Caisse d'Allocations Familiales portant sur le contrôle des critères de décence dans le logement - Avenant n°1 - Autorisation de signature	199
V2020-210	Stationnement Payant sur Voirie - Convention de gestion des Forfaits de Post-Stationnement (FPS) avec l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI) en cycle complet - Autorisation de signature	201
V2020-211	Police Municipale - Escortes de l'équipe du MHSC et visiteurs - Convention d'indemnisation - Autorisation de signature	203
V2020-212	Convention relative à l'indemnisation des escortes par la Police Municipale entre la Ville de Montpellier et la Société d'Exploitation et de Production Musicale du Rockstore - Autorisation de signature	205
V2020-213	Dispositif de transaction - Convention de mise en œuvre entre la Ville de Montpellier et le parquet du Tribunal judiciaire de Montpellier - Approbation	207
V2020-214	Attribution de subvention dans le cadre de la thématique ' Commémorations ' - Exercice 2020 - Approbation - Autorisation de signature	209

SOMMAIRE THEMATIQUE

N° DELIB	SERVICES A LA POPULATION ET COHESION SOCIALE	PAGE
V2020-237	Cimetière Saint Lazare - Prestations de travaux et maintenance de voirie - Avenant à la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation de signature	211
V2020-238	Mise à disposition d'un emplacement au Cimetière Saint-Étienne en faveur de l'Association Cultuelle Israélite de Montpellier - Approbation	213
V2020-239	Conventions de location entre la Ville et le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) - Club Jeanne Galzy, Club de La Treille et Club Luis Mariano - Autorisation de signature	215
V2020-243	Création de la Réserve Communale de Sécurité Civile de la Ville de Montpellier	217

AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE



**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Protection de la population
et tranquillité publique**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIÖRE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

**Convention de délégation de mise en œuvre et de suivi du ' Permis de louer ' entre
Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Autorisation de
signature**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier, engagée depuis de nombreuses années dans une politique volontariste de lutte contre l'habitat indigne, entend mettre en œuvre un nouvel outil d'amélioration de la qualité des logements mis en location en instaurant la demande d'autorisation préalable de mise en location, dispositif relevant du Permis De Louer (PDL).

Cette demande d'autorisation préalable de mise en location, mesure préventive, notamment en visant à anticiper la dégradation de l'ancien, vient ainsi se placer en complément des dispositifs déjà existants, qu'ils soient :

- incitatifs (aides à la pierre) ;
- de contrôle (convention CAF, RSD) ;
- coercitifs (polices spéciales de péril et d'insalubrité).

La Ville de Montpellier souhaite mettre en œuvre le régime d'autorisation préalable de mise en location sur un secteur du quartier de Celleneuve, secteur englobant le quartier prioritaire défini dans le cadre de la politique de la ville. Le secteur précis est détaillé dans le plan ci-joint.

Le 15 septembre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a délibéré favorablement à la création du permis de louer sur la commune de Montpellier. Elle a instauré l'autorisation préalable de mise en location sur le périmètre identifié au sein du quartier de Celleneuve.

Il est indiqué que l'autorisation préalable de mise en location sera effective à compter du 1^{er} avril 2021, respectant ainsi le délai de 6 mois pour la mise en œuvre et l'information des propriétaires concernés par le périmètre identifié au sein du quartier de Celleneuve.

La loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique dite « loi ELAN » permet aux EPCI de déléguer aux communes qui en font la demande, le suivi et la gestion de l'autorisation préalable de mise en location.

Le Service Communal d'Hygiène et de Santé (SCHS) de la Ville de Montpellier, qui exerce déjà des missions de lutte contre l'habitat indigne et plus particulièrement les contrôles de décence avec la convention CAF, les contrôles au regard du Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et de la police de l'insalubrité, est chargé de la mise en œuvre de ce dispositif.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la mise en œuvre, sur le territoire de la Ville, de ce dispositif d'amélioration de la qualité des logements mis en location et de lutte contre l'habitat indigne, intitulé « autorisation préalable de mise en location » sur le périmètre défini du quartier de Celleneuve ;
- de demander la délégation de la mise en œuvre et du suivi du dispositif du « Permis De Louer » ;
- d'approuver les termes de la convention de délégation de mise en œuvre et de suivi du « Permis de louer » entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ;
- de mobiliser les moyens nécessaires afin que cette nouvelle procédure ne pénalise pas les propriétaires souhaitant mettre en location leur logement, mais qu'un contrôle efficace puisse être réalisé sur les logements potentiellement indignes ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à ce dossier.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELABOSSE



Publiée le : - 9 DEC. 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention PDL 3M/Ville

- Annexe-plan.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

**Nouveau projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson - Création
d'un équipement public de services de proximité - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Le quartier de la Mosson est inscrit au Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) lancé par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) en 2014.

L'affirmation de l'ambition du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson devra s'inscrire dans différentes échelles :

- Celle des grands enjeux urbains de la ville de demain, avec pour objectif de changer l'image du quartier et d'en faire un véritable lieu de destination, attractif ;
- Celle de la proximité, en améliorant la qualité de vie des habitants et en particulier le fonctionnement urbain ;
- Celle de la participation, en associant l'ensemble des acteurs-clé à l'instar du tissu associatif et des habitants, pour rendre plus efficaces les services rendus à la population.

Toutefois, sans attendre l'engagement opérationnel de ce vaste projet de transformation urbaine, il est incontournable pour les collectivités de conforter leur présence dans les quartiers et les services rendus à la population. C'est pourquoi, suite au départ de l'URSSAF, la Ville, la Métropole et le CCAS ont décidé d'investir collectivement ce lieu pour en faire un équipement public innovant, permettant les interactions entre les acteurs et les échanges avec la population.

Agissant sur demande de la Métropole, son aménageur, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), a acquis le 4 novembre dernier ce bâtiment d'environ 3 000 m². Idéalement positionné dans le secteur du projet du cours des Halles, le rapprochement dans un équipement mutualisé des acteurs de plusieurs services publics locaux à la population, permettra de structurer une offre diversifiée et coordonnée qui réponde davantage aux besoins des habitants.

En effet, en matière de services publics, il existe dans le quartier de la Mosson, un fort besoin de coordination et de visibilité de l'offre de services. Celle-ci apparaît comme multiple mais dispersée suivant des localisations mal connectées, souvent situées dans des lieux peu accessibles, éloignées des transports en commun ou des artères de circulation principales, ou bien tout simplement absentes du quartier. Ce ressenti de la population est renforcé par les évolutions technologiques, notamment la dématérialisation des démarches administratives, qui ont « désincarné » les guichets de réception et d'accueil des publics, confortant le sentiment d'absence des services publics ou d'abandon des habitants par les autorités. Enfin, le cumul d'indicateurs de fragilité et de précarité invite à une approche et un accompagnement globaux transversaux des problématiques (santé, logement, insertion...) ; cet équipement a vocation à fédérer de nombreuses initiatives.

Ce nouveau lieu à créer doit devenir un espace à forte intensité, parfaitement identifié dans le quartier et dans lequel les habitants puissent se sentir en confiance. Il est à ce titre nécessaire de co-construire le programme de cet équipement avec la population et le réseau associatif très dense et actif sur le quartier, de manière transversale entre des services publics de nature différentes et en synergie avec les équipements publics existants comme la maison pour tous Léo Lagrange, la maison pour tous Louis Feuillade, le théâtre Jean Vilar, la mairie de proximité, la maison pour tous Georges Brassens ou encore la médiathèque Jean-Jacques Rousseau.

La vocation de ce nouvel équipement sera centrée sur trois composantes majeures :

- Un objectif social : une stratégie concertée pour lutter contre la fracture numérique, devenue le principal obstacle actuel à l'accès aux droits, l'insertion et à la prise d'autonomie des personnes ;
- Une offre de services partagés : la mutualisation de fonctions-support et la gestion partagée des moyens logistiques, de l'accueil, des espaces et équipements de travail et des ressources administratives afin de les gérer au sein d'une plateforme de ressources partagées ;
- Un pôle accueillant qui pourrait être matérialisé par un espace convivial à inscrire dans la vie du quartier.

Le programme reste à préciser dans le cadre d'une concertation à organiser dans les prochaines semaines avec les services dont la présence peut être envisagée au sein de ce nouvel équipement :

- Les antennes Mosson du CCAS et de la Mission Locale situées square Corté et qui souffrent d'un manque de visibilité ;
- La maison du projet, située aujourd'hui à Cap Dou Mail, support de la co-construction avec les habitants et les usagers, d'information sur l'avancement du projet urbain, d'animation des échanges autour du projet, de la gestion urbaine de proximité, du développement économique ;
- Un premier Centre d'Affaires de Quartier (CAQ) pour que les entrepreneurs et artisans du quartier s'inscrivent pleinement dans le dynamisme économique du quartier ;
- Un centre d'examen et de santé porté par la Caisse Primaire d'Assurance Maladie, qui a manifesté sa volonté de porter ce projet sur le quartier ;
- Des permanences des services politique de la ville, cohésion sociale, réussite éducative ;
- Un espace de restauration ouvert toute la journée favorisant les rencontres entre les habitants et les professionnels.

Pour assurer l'hybridation et participer à l'animation de ce bâtiment totem à vocation de services publics renouvelés à la population du quartier, le vaste espace du hall du bâtiment pourrait aussi accueillir un « tiers lieu », fabrique de synergies entre les acteurs du quartier et les habitants, pour accueillir des projets démonstrateurs portés avec les habitants et fédérer les initiatives. Cet espace aurait ainsi pour objectif de permettre d'amorcer une évolution des services à la population en associant les habitants et les usagers eux-

mêmes, notamment à travers une plateforme de ressources partagées (accueil et informations mutualisées, innovation, accès aux droits...).

La mise en service de ce nouvel équipement est envisagée dès 2021, à travers l'installation de certains services, pour se poursuivre en 2022 au fur et à mesure de la réalisation des travaux d'adaptation du bâtiment.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le principe de création d'un équipement de services publics à la population, conçu en lien étroit entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et son Centre Communal d'Action Sociale, en lieu et place du bâtiment acquis à l'URSSAF par la SA3M, aménageur de la Métropole pour la réalisation du projet de renouvellement urbain de la Mosson ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 12 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Véronique BRUNET, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, Mme Mylvia HOUGUET, M. Max LEVITA, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : - 9 DEC. 2020



Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Ville éducative et réussite
scolaire**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

**Réalisation d'un restaurant scolaire dans le Groupe scolaire Armstrong-Bon -
Modification du programme - Approbation**

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

A la suite de la délibération n°V2018-389 du 24 octobre 2018 portant sur la construction d'un restaurant scolaire sur le groupe scolaire Armstrong – Bon, situé 971, avenue Paul Rimbaud dans le quartier Cévennes, Petit-Bard, quartier prioritaire du contrat de ville, le projet a été modifié, pour y adjoindre des locaux supplémentaires pour le personnel et réaménager la cour avec une re-perméabilisation du revêtement.

Le programme général de l'opération comprend :

- 1 restaurant maternelle de 80 rationnaires par service ;
- 1 restaurant élémentaire de 72 rationnaires avec l'aménagement d'un self-service ;
- Les offices « propre » et « sale » et autres locaux techniques nécessaires au bon fonctionnement du restaurant ;
- La reconfiguration des espaces extérieurs pour rendre la cour et le restaurant accessibles aux handicapés depuis l'école maternelle à partir de cheminements couverts ;
- La création de préaux ;

Des locaux supplémentaires ont été ajoutés :

- Une salle de repli pour le personnel de 20 m² ;
- Un bureau pour la RTGS ;
- Un bureau partagé pour le RALAE et l'animateur référent ;
- Un réaménagement de la cour principale avec une re-perméabilisation du revêtement, la création d'une noue végétalisée afin de mieux gérer les eaux pluviales et la plantation d'arbres ;
- La modification de l'espace public et du parvis.

Il s'agit d'une superficie construite totale d'environ 550 m² d'extension (au lieu de 410 m² initialement).

Afin de réduire l'empreinte environnementale du bâtiment, il est envisagé le recours à une construction en bois.

Le coût de l'opération était estimé initialement à 1 800 000 € TTC, il s'élève, après modification du programme à 3 500 000 € TTC, soit 2 916 826 € HT, les travaux pour la végétalisation, désimperméabilisation de la cour principale avec la création d'une noue plantée compris. Ces travaux d'aménagement sont estimés à 120 000 € HT et subventionnables en partie par l'Agence de l'Eau.

Par ailleurs, une subvention de 2 240 000 € a d'ores et déjà été attribuée pour ce projet au titre de la Dotation Politique de la Ville 2019.

La maîtrise d'œuvre de cette opération est confiée à la Direction Architecture et Immobilier.

Afin de réaliser ces travaux, il convient de lancer toutes les consultations nécessaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le programme général décrit ci-dessus ;
- de lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération ;
- de solliciter les subventions les plus larges possibles pour la réalisation de ce projet, notamment dans le cadre de l'appel à projets « Aménagez un coin de verdure pour la pluie » de l'Agence de l'Eau ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 903 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michael DELAESSIE



Publiée le : - 9 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Commerces de proximité,
artisanat et tourisme**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

**Dispositions relatives à l'attribution, à l'exonération et à la prolongation des
conventions d'occupation du domaine public de la Ville de Montpellier -
Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, Adjoint au Maire, rapporte :

1 - Avenant à la convention d'occupation du domaine public - Kiosques à journaux

Par délibération n°2013/152 du Conseil Municipal en date du 6 mai 2013, la société MEDIKIOSK représentée par son Président Directeur Général Monsieur Jean Paul ABONNENC s'est vue attribuer une convention d'occupation du domaine public pour l'exploitation de deux kiosques à journaux situés place Edouard Adam et 17 rue du Faubourg de Nîmes à Montpellier.

La convention a été conclue pour une durée de 9 ans, du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2022.

Par courrier en date du 10 septembre 2020, la société MEDIKIOSK a informé les services municipaux de son absorption par voie de fusion par la société JC DECAUX FRANCE. Cette fusion entraîne la dissolution sans liquidation de la société absorbée et permet la continuité de la convention en cours.

Il est proposé de donner suite à ce transfert qui permet la stabilité de la relation contractuelle en vigueur et la continuité de l'activité des kiosques à journaux en tant que commerces de proximité essentiels.

2- Avenant à la convention d'occupation du domaine public – Kiosque alimentaire Allée Paul Boulet

Par délibération n°V2018-325 du Conseil Municipal en date du 27 septembre 2018, Monsieur ESCOBAR Raphaël s'est vu attribuer une convention d'occupation du domaine public pour l'exploitation d'un kiosque alimentaire (kiosque n°5) de 15 m², à usage de vente à emporter/snacking, situé Allée Paul Boulet.

La convention a été conclue pour une durée de 6 ans du 18 octobre 2018 au 17 octobre 2024.

Il est proposé de permettre à Monsieur ESCOBAR d'exploiter la surface de 20m² attenante à son kiosque afin d'y déployer une terrasse. L'exploitation de cette surface complémentaire impliquera une augmentation de 650 € par trimestre de la redevance actuelle, soit 2600 € par an.

Cette terrasse, dans l'alignement de celles des kiosques fleuristes voisins, comportera quelques tables, chaises et parasols (2 m × 2 m) qui devront être sans ancrage et lestés pour éviter tout problème lié au vent. Le mobilier devra être rentré systématiquement le soir.

3- Convention d'occupation du domaine public – Kiosque 1 Primeur fruits et légumes, Allée Paul Boulet – Désignation de l'occupant

Le kiosque fleuriste n°1 étant actuellement vacant, il a été décidé de lancer, au mois de septembre, une procédure d'appel à candidatures afin de le pourvoir. Etant donné que les trois kiosques voisins exercent l'activité de fleuriste et, dans l'objectif de varier l'offre commerciale, ce kiosque a été affecté à l'activité de primeur fruits et légumes.

A la clôture de l'appel à candidatures, le 2 octobre 2020, un seul dossier a été déposé par Monsieur GRANCI Anthony actuellement commerçant abonné sur le marché de la Comédie et exerçant l'activité de primeur en fruits et légumes.

L'analyse des candidatures a été réalisée selon les critères suivants :

- 1) Dossier personnel :
 - Expérience professionnelle dans le domaine commercial,
 - Motivation du candidat,
- 2) Dossier commercial :
 - Gamme de produits et tarifs,
 - Cohérence du projet par rapport au lieu d'occupation,
- 3) Dossier financier :
 - Viabilité économique du projet,
 - Montant des investissements prévus et durée d'amortissement.

A l'issue de l'analyse des offres, il ressort que l'offre présentée par Monsieur GRANCI, professionnel reconnu du marché de la Comédie, est satisfaisante au regard des trois critères suscités.

La convention porte sur une durée de 6 ans et le montant de la redevance trimestrielle est fixé à 885,58 € HT.

4- Modulation des redevances et prolongation de la durée des conventions d'occupation du domaine public de la Ville de Montpellier afin de limiter les conséquences économiques et financières de la crise sanitaire due à l'épidémie de Covid-19

En raison de la crise sanitaire due à l'épidémie de Covid-19, il est plus que jamais nécessaire de soutenir le tissu économique du territoire qui subit une chute brutale de l'activité dans la plupart des secteurs depuis le mois de mars.

Pour rappel, le décret n° 2020-423 du 14 avril 2020 complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire a prolongé la fermeture administrative de nombreux établissements recevant du public, dont les restaurants et débits de boisson. Celle-ci a débuté le 16 mars 2020 et a pris fin le 11 mai 2020.

Durant cette période, la majorité des titulaires des conventions d'occupation du domaine public de la Ville n'ont pas pu poursuivre leur activité.

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier souhaite apporter une réponse immédiate à ces occupants du domaine public pour soutenir durablement l'économie et l'emploi en complémentarité avec les aides gouvernementales. Il s'agit d'une part, d'accorder par voie d'avenant et pour l'ensemble des occupants une prolongation de trois mois de leur convention d'occupation du domaine public en cours d'exécution, durée nécessaire au dénouement, dans des conditions acceptables notamment d'un point de vue économique, des relations entre l'occupant et l'autorité compétente, au sens de l'article L.2122-1-2 du Code général de la propriété des personnes publiques et, d'autre part, d'accorder, à tous les titulaires d'une convention d'occupation du domaine public dont la redevance n'est pas indexée sur leur chiffre d'affaires, une exonération de trois mois pour l'année 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de transférer, dans les mêmes termes, la convention d'occupation du domaine public pour l'exploitation de deux kiosques à journaux situés place Edouard Adam et 17 rue du Faubourg de Nîmes, à la Société JC DECAUX France représentée par son Président Directeur Général Monsieur Jean Charles DECAUX, 17 rue Soyer 92200 Neuilly sur Seine ;
- d'approuver l'ajout d'une terrasse de 20 m² au tarif de 650 € par trimestre, par voie d'avenant à la convention de Monsieur ESCOBAR Raphaël, exploitant du kiosque alimentaire n°5, situé allée Paul Boulet ;
- d'attribuer l'occupation du kiosque 1 primeur fruits et légumes à Monsieur Anthony GRANCI pour une durée de 6 ans, et d'approuver les termes de la convention d'occupation afférente ;
- de prolonger de trois mois les conventions d'occupation du domaine public de la Ville suivantes :
 - Le bar-restaurant du Parc Zoologique de Lunaret, situé avenue d'agropolis ;
 - Le bus touristique, situé place de la Comédie ;
 - Le bar-restaurant du complexe sportif Léon Cazal situé 237 route de Vauguières ;
 - Le kiosque alimentaire situé place Dionysos ;
 - Le kiosque alimentaire n°1 situé 207 allée Paul Boulet ;
 - Le kiosque alimentaire n°2 situé 173 allée Paul Boulet ;
 - Le kiosque alimentaire n°3 situé 57 allée Paul Boulet ;
 - Le kiosque fleuriste n°1 situé sur l'Esplanade Charles de Gaulle ;
 - Le kiosque fleuriste n°2 situé sur l'Esplanade Charles de Gaulle ;
 - Le kiosque fleuriste n°3 et 4 situé sur l'Esplanade Charles de Gaulle ;
 - Le kiosque fleuriste n°5 situé sur l'Esplanade Charles de Gaulle ;
 - Les kiosques à journaux situés Place Edouard Adam et 17 rue du Faubourg de Nîmes ;
 - Le petit train électrique de la Comédie situé place de la Comédie ;
 - Le manège d'enfants situé au parc Tastavin, place Cardinal Verdier ;
 - Le manège de chevaux de bois situé place de la Comédie ;
 - La station-service située 1160 avenue Pierre Mendès France ;
 - Le bar-restaurant du théâtre Jean Vilar situé 155, rue de Bologne ;
- d'exonérer les titulaires des conventions d'occupation du domaine public de la Ville, ayant fait l'objet de la fermeture administrative de trois mois dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et dont la redevance n'est pas indexée sur leur chiffre d'affaires, à hauteur d'un trimestre, du 1^{er} avril au 30 juin 2020, pour un montant estimé à 40 191,09 €. Sont concernés :
 - Le bar-restaurant du complexe sportif Léon Cazal situé 237 route de Vauguières ;
 - Le kiosque alimentaire situé place Dionysos ;
 - Le kiosque alimentaire n°1 situé 207 allée Paul Boulet ;
 - Le kiosque alimentaire n°2 situé 173 allée Paul Boulet ;
 - Le kiosque alimentaire n°3 situé 57 allée Paul Boulet ;
 - Le kiosque fleuriste n°1 situé sur l'Esplanade Charles de Gaulle ;
 - Le kiosque fleuriste n°2 situé sur l'Esplanade Charles de Gaulle ;
 - Le kiosque fleuriste n°3 et 4 situé sur l'Esplanade Charles de Gaulle ;
 - Le kiosque fleuriste n°5 situé sur l'Esplanade Charles de Gaulle ;
 - Le manège d'enfants situé au parc Tastavin, place Cardinal Verdier ;
 - Le manège de chevaux de bois situé place de la Comédie ;
 - Le bar-restaurant du théâtre Jean Vilar situé 155, rue de Bologne ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michael DELAFOSSE



Publiée le : - 9 DEC. 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant convention Kiosques à journaux.doc
- Convention Kiosque 1 primeur.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Nature en ville et
biodiversité**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

**Montpellier Ville Nature - Modification du permis de végétaliser - Nouvelles
dispositions pour l'implication des Montpelliérains dans la démarche "Je mets de
la Nature dans ma ville" - Approbation**

Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans le cadre de son objectif de planter 50 000 arbres en 10 ans sur le territoire de Montpellier afin de répondre aux enjeux du réchauffement climatique et de favoriser la biodiversité, mais aussi conformément à sa politique visant à une forme d'autonomie alimentaire, la Ville de Montpellier souhaite compléter son dispositif de « Permis de Végétaliser » permettant l'implication de ses habitants.

Ce dispositif mis en place depuis l'automne 2018 permet aux Montpelliérains de candidater pour participer à la végétalisation et l'embellissement de l'espace public par l'obtention d'une autorisation de réaliser des plantations sur la façade de son habitation avec fourniture par la Ville d'une plante grimpante, sur un pied d'arbre aménagé préalablement par la Ville ou dans une jardinière mis à disposition par la Ville. Ce dispositif a permis de délivrer environ 1 500 permis de végétaliser, qu'il est désormais proposé de formaliser par l'attribution d'un « bon de végétalisation ».

Il est proposé d'ajouter la possibilité d'obtenir un ou plusieurs arbres fruitiers parmi une liste de variétés locales, anciennes et méditerranéennes définie par les services de la Direction Paysage et Biodiversité de la Ville :

- Un sujet pour chaque montpelliérain possédant un jardin : pour l'obtenir, le candidat devra justifier d'une adresse sur Montpellier, d'un titre de propriété et d'un jardin capable de recevoir cet arbre. Une vérification, avant l'attribution de l'arbre fruitier, sera effectuée par les services de la Direction Paysage et Biodiversité afin de vérifier si les bonnes conditions de plantation sont réunies ;

- Un ou plusieurs sujets pour toute résidence montpelliéraine possédant un jardin, par l'intermédiaire de leur syndic de copropriétaires, un arbre par résident sera attribué dans la limite de 15 sujets chaque année et après vérification préalable, avant attribution, par les services de la Direction Paysage et Biodiversité des bonnes conditions de plantation.

Les candidatures se feront en ligne sur le site de la Ville comme pour les autres options du « Permis de végétaliser ». Deux sessions de distribution auront lieu, au printemps et à l'automne. Tous les lauréats d'un « bon de végétalisation » devront autoriser les services de la Direction Paysage et Biodiversité, à contrôler la réalité des plantations et leur bonne gestion dans le temps. Les candidats ne pourront pas renouveler une demande la même année.

Les arbres fruitiers seront achetés par la Ville dans le cadre de ses marchés publics et un guide de plantation et de conseils d'entretien sera donné à chaque lauréat.

Cette mesure d'incitation au boisement de l'espace privé s'inscrit dans une stratégie globale de développement du patrimoine arboré dans les zones résidentielles. Ainsi, la Direction Paysage et Biodiversité de la Ville travaillera dans le même temps avec les bailleurs sociaux pour les accompagner dans leur politique de plantation d'arbres.

En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la modification du règlement du permis de végétaliser et des conditions d'attribution des « bons de végétalisation » ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : - 9 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Nature en ville et
biodiversité**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

**Mise en place du projet Montpellier Ville Nature - Assistance à Maîtrise
d'Ouvrage (AMO) - Avis du Conseil municipal**

Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint au Maire, rapporte :

Le réchauffement en cours de notre planète, désormais indéniable, a des conséquences partout. Dans ce contexte, la Ville de Montpellier, à l'instar de tout le territoire languedocien, est particulièrement exposée aux conséquences de ce bouleversement climatique qui se traduira par un nombre plus important de phénomènes extrêmes comme la répétition de périodes caniculaires, d'événements cévenols ou de vent violent, impactant directement son écosystème territorial fragile. Nous devons nous y préparer dès maintenant pour que la qualité de vie soit préservée. Une des conditions est de repenser la place de la nature en Ville.

Il faudra qu'à l'avenir il fasse bon vivre dans la cité, que l'air y soit respirable et les températures acceptables. Il faudra que la ville soit résiliente, capable d'affronter les événements extrêmes et de prendre sa part à la lutte pour le climat. Pour cela, il est un moyen essentiel, naturel, qui consiste à végétaliser à grande échelle pour rafraîchir, constituer des puits carbone, préserver la biodiversité, renforcer l'identité paysagère, améliorer le cadre de vie, voire proposer de nouvelles ressources.

Ce projet politique, *Montpellier Ville nature*, marque une façon nouvelle de concevoir la cité, de s'adapter à la situation et d'anticiper le futur. Il s'inscrit pleinement dans les objectifs du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET), et en particulier la neutralité carbone à horizon 2050.

Déjà, Montpellier possède un patrimoine arboré exceptionnel mais qui est fragile et menacé.

Le premier axe de *Montpellier Ville nature* est de le protéger par :

- La réalisation d'un état des lieux de l'existant pour mieux le connaître et mieux en prendre soin ;
- Une Charte de l'Arbre actualisée, complétée et à la légitimité renforcée ;
- Un Comité « Arbres » créé pour veiller à la mise en œuvre des mesures de protection.

Le deuxième axe consiste à développer le végétal. Planter des arbres est un acte politique, l'engagement est donc pris d'en ajouter 50 000 en dix ans en :

- Etendant partout dans la ville la canopée urbaine, en profitant de chaque projet, public ou privé, pour végétaliser dans des conditions adaptées. Sont concernés les constructions futures, les nouvelles lignes de transport, les espaces publics à venir ou à rénover comme la Place de la Comédie...
- Créant de grands parcours verts, reconnectant les espaces naturels à la ville. Le Lez et la Mosson en sont des exemples mais aussi la route de Ganges ou l'avenue des Moulins qui peuvent être plantées, à l'image de l'avenue Pierre Mendès-France.
- Concevant des forêts urbaines sur les grandes emprises foncières disponibles, entraînant un changement radical de point de vue : tout terrain libre ou en friche ne sera plus destiné forcément à être urbanisé, mais mis à profit pour constituer de vastes sites arborés, rafraîchissant la ville et purifiant l'air, comme sur le Plateau des Bouisses.

Le troisième axe consiste à valoriser le végétal auprès des publics habitants, associations, professionnels, acteurs de la construction...

La Ville de Montpellier souhaite donc engager une vaste politique de développement du végétal sur son territoire, nécessitant la mobilisation de tous les acteurs de la transformation urbaine.

Pour ce faire, la Ville de Montpellier souhaite s'adjoindre pour la durée du mandat les services d'un Assistant à Maîtrise d'Ouvrage (AMO). Cet AMO sera retenu après consultation, conformément au Code de la commande publique. Ce professionnel confirmé, de profil paysagiste, devra avoir une bonne connaissance du sujet, une facilité à travailler en équipe, la capacité à réfléchir à des solutions d'aménagement ou à des projets simplifiés, à les illustrer clairement grâce à sa compétence en représentation. Il ne s'agit pas d'assurer une mission de maîtrise d'œuvre mais d'assistance à l'élaboration et à la formalisation des programmes permettant de décrire ce qui pourrait advenir sur chacun des sites.

L'AMO sera intégrée à une équipe projet constituée de professionnels comprenant l'ensemble des directions concernées par l'aménagement du territoire ou consultées suivant les sujets. Le pilotage de la mission sera assuré par la Direction Paysage et Biodiversité. D'autres professionnels de la Ville et de la Métropole seront intégrés en tant que de besoin, mais aussi des opérateurs tels que la SERM, la SA3M, la TaM...

Le travail de l'AMO se fera à partir de la connaissance des sites choisis qu'il conviendra de visiter avec les porteurs de projets et consistera à conseiller un programme possible en matière de végétalisation. L'équipe projet et l'AMO devront régulièrement faire un point d'avancement dans le cadre d'un Comité de Pilotage regroupant l'ensemble des élus de la Ville en charge de l'urbanisme, de l'aménagement du territoire, de l'embellissement et du cadre de vie, de la nature en ville et de la biodiversité.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la recherche d'un Assistant à Maîtrise d'Ouvrage pour accompagner le projet Montpellier Ville nature ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 15 voix

M. Georges ARDISSON, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, M. Max LEVITA, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, M. Laurent NISON, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michael DELAFOSSE



Publiée le : - 9 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du lundi 30 novembre 2020

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

**Nature en ville et
biodiversité**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

Nouvelle charte de l'arbre - Création d'un Comité "arbres" - Composition - Approbation

Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint au Maire, rapporte :

Les événements en cours montrent combien le réchauffement de la planète a des conséquences partout. Or Montpellier, peut-être plus que les autres villes, est particulièrement exposée au bouleversement climatique qui générera un nombre plus important de phénomènes extrêmes comme la répétition de périodes caniculaires, d'événements cévenols ou de vents violents, impactant directement son écosystème territorial fragile. Nous devons nous y préparer dès aujourd'hui, pour que la qualité de vie soit préservée.

Il faudra qu'à l'avenir, il fasse bon vivre dans notre cité, que l'air y soit respirable et les températures acceptables. Il faudra que la ville soit résiliente, capable d'affronter les événements extrêmes et de prendre sa part à la lutte pour le climat. Pour cela, un des moyens essentiels, naturel, plébiscité d'ailleurs par les citoyens, consiste à végétaliser à grande échelle pour la rafraîchir, constituer des puits Carbone, préserver la biodiversité, renforcer son identité paysagère, améliorer le cadre de vie, voire proposer de nouvelles ressources. Ce projet Montpellier/Ville Nature, marque une nouvelle façon de concevoir la cité, de s'adapter à la situation et d'anticiper le futur. Il s'inscrit dans le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET), et en particulier, dans la stratégie affichant la neutralité Carbone à 2050.

Dans ce contexte, il est proposé une nouvelle version de la charte de l'arbre de la Ville de Montpellier et la création d'un Comité « arbres ».

Il est difficile de chiffrer avec précision le nombre d'arbres sur la commune de Montpellier, en particulier sur les ripisylves des cours d'eau la traversant ou dans les massifs forestiers du nord de la Ville (Hauts de Massane et Lunaret) et encore moins sur le domaine privé. Un diagnostic réalisé en 2019 par un bureau d'études indépendant, Kermap, publié sur leur site internet (www.nosvillesvertes.fr), montre que cette surface représente 25 % de la surface totale du territoire communal, soit 43 m²/habitant, plaçant Montpellier au 2^{ème} rang des villes les plus arborées de la même strate, derrière Nice.

Favoriser les arbres en ville, sur le domaine public ou privé, c'est favoriser le bien-être pour tous, car l'ombrage, la fraîcheur et la qualité de l'air offerts par les arbres sont accessibles à tous, même aux plus démunis. Les arbres de la ville constituent le patrimoine de tous les Montpelliérains.

Le Plan Local d'Urbanisme permet de protéger ce patrimoine arboré public et privé en mettant en place plusieurs outils (Espace Boisé Classé, Espaces Verts à Protéger, arbres isolés) adaptés à la diversité de nature et de fonction de ce patrimoine (massifs forestiers, cœurs d'îlots arborés, ripisylves, parcs et jardins publics,). Il est aussi accompagné, du moins dans les grandes métropoles urbaines où la pression immobilière est importante, par un guide ou une charte de l'arbre, complété par un comité qui peut émettre un avis éclairé sur tous les projets pouvant impacter le patrimoine arboré du territoire communal, en particulier sur le domaine public.

Si Montpellier fut une des premières villes à se doter d'une charte de l'arbre en 1996, celle-ci doit être aujourd'hui réactualisée afin de prendre en compte les nouvelles connaissances scientifiques et techniques dans le domaine et les évolutions réglementaires. Cette nouvelle charte se veut, aussi, accessible à tous (version numérique téléchargeable sous forme de fiches pratiques) et évolutive permettant à l'avenir de suivre les avancées techniques et juridiques dans le domaine. S'inspirant des chartes de l'arbre reconnues par les acteurs de l'aménagement, comme celles de Nantes ou Lyon, la charte de l'arbre de Montpellier est un guide de bonnes pratiques de plantation et de gestion du patrimoine arboré en milieu urbain. Elle constitue un ouvrage de référence pour les décideurs et intervenants sur le patrimoine arboré de la ville. C'est aussi un outil pédagogique pour l'ensemble de la population qui précise le rôle important des arbres pour la santé et le bien-être. Il préconise et formalise les engagements de la ville pour mieux gérer, protéger et développer son patrimoine arboré.

Afin de fédérer tous les acteurs en matière d'environnement et de développement du territoire, elle fera l'objet d'une communication étendue et des formations seront organisées à destination des professionnels de l'aménagement œuvrant sur le territoire de la Ville de Montpellier.

Cette nouvelle charte s'accompagne de la création d'un comité « arbres » composé d'élus de Montpellier et d'associations reconnues dans le domaine de la protection de la nature. Ce comité a pour vocation de donner un avis sur tous les projets d'aménagement qui impacteraient le patrimoine arboré existant, en particulier sur le domaine public, dans un objectif de préservation ou, si on ne peut pas faire autrement, de compensation en quantité et en qualité, le tout basé sur les préconisations formulées dans la Charte de l'Arbre.

Il est proposé que ce comité soit présidé par l'Adjoint au Maire de Montpellier délégué à la Nature en Ville et à la Biodiversité, accompagné par :

- L'Adjointe au Maire de Montpellier déléguée à l'Urbanisme durable et Maîtrise Foncière ;
- L'Adjoint au Maire de Montpellier délégué aux Grands Travaux, à l'Embellissement de la Ville, du Cadre de Vie et à la Coordination des Travaux ;
- Le Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégué à la Voirie et à l'Espace Public ;
- Un représentant de l'association des Ecologistes de l'Euzière ;
- Un représentant de la section Hérault de la Ligue de Protection des Oiseaux (LPO) ;
- Un représentant de la communauté scientifique montpelliéraine, spécialiste reconnu de l'arbre.

Le secrétariat du comité est confié à la Direction Paysage et Biodiversité de la Ville de Montpellier. Le

comité se réunira au plus 2 fois par mois sur la base d'un ordre du jour transmis avec la convocation de ses membres au moins 3 jours avant.

La nouvelle charte de l'arbre et la création du comité « arbres » constituent les premiers éléments du plan d'actions ambitieux Montpellier/Ville nature, qui, au-delà d'une préservation du patrimoine arboré existant, a l'ambition d'engager un vaste programme de plantation de 50 000 arbres publics supplémentaires sur 10 ans.

En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la nouvelle charte de l'arbre et de valider sa mise en œuvre à compter du 1^{er} janvier 2021 ;
- d'approuver la création d'un Comité « arbres » et de valider sa mise en place à partir du 1^{er} janvier 2021 ;
- d'approuver la composition du Comité « arbres » ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **- 9 DEC. 2020**

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michael DELAFOSSE



Publiée le : **- 9 DEC. 2020**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Nature en ville et
biodiversité**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

**Renaturation de deux espaces aux sols dégradés au Mas Nouguier et à Malbosc -
Approbation**

Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint au Maire, rapporte :

En milieu urbain ou agricole, certains espaces subissent de fortes perturbations écologiques : dégradation des sols avec perte de fertilité, absence de végétation... La reconquête de la fertilité des sols en milieu urbain, sans importation de terre végétale, est un enjeu majeur dans le cadre du changement climatique en luttant contre l'érosion des sols et en préservant la biodiversité. La renaturation, grâce notamment aux techniques du génie végétal, réhabilite et valorise ces espaces et permet la réappropriation des espaces à moyen terme afin de proposer de nouveaux usages pour les habitants.

Deux sites expérimentaux ont été identifiés pour mettre en œuvre cette démarche.

Le premier site se situe dans la partie sud du domaine du Mas Nouguier.

Il s'agit d'une parcelle d'une superficie d'un hectare. Elle est aujourd'hui impropre à la culture à cause d'une accumulation par ruissellement de cuivre due à des années de traitement du vignoble, traité en gestion conventionnelle, avant l'acquisition par la Ville du domaine en 2007. Le projet consiste à recréer un sol fertile par un apport important de compost végétal en surface, s'appuyant sur des fascines et des haies fruitières afin de constituer des terrasses de sol fertile permettant l'installation à moyen terme de jardins familiaux. Des compléments d'apports organiques et d'activateurs biologiques favoriseront la fertilité le sol. Le projet consistera aussi à drainer les eaux de surface avec la création d'une mare écologique avec une végétation spécifique aux milieux humides (osiers, ormes, frênes, etc).

Le second espace est une friche issue de remblais, située au sud des jardins familiaux de Malbosc.

Cette parcelle possède une superficie de 0,7 hectare. Elle a fait l'objet d'une étude de sol en vue de réaliser des plantations d'arbres, d'arbustes et des vivaces méditerranéennes afin de reconstituer un habitat écologique varié. L'installation de ces plantations sera favorisée par l'utilisation expérimentale d'activateurs biologiques de croissance racinaire permettant aux plants de devenir rapidement autonomes.

Sur ces deux sites les plantations et les aménagements pourraient être réalisés avec les habitants pour les sensibiliser à la renaturation des sites en vue de développer des usages et préserver la biodiversité.

Le montant de ces deux opérations, incluant l'aménagement, les plantations, la sensibilisation du public et le suivi de l'évolution des sites est estimé à 100 000 euros et la dépense sera imputée sur le budget 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'engager les travaux de renaturation de deux parcelles, 1ha dans la partie sud du Mas Nouguier et 0,7 ha au sud des jardins familiaux de Malbosc, pour un montant à hauteur de 100 000 euros ;
- de dire que les crédits seront inscrits au budget de la Ville de Montpellier, tout chapitre ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : - 9 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien CÔTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

Stéphanie JANNIN.

Quartier Croix d'Argent - Parc Montcalm

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

En date du 6 avril 2012, la Ville de Montpellier a acquis auprès de l'Etat l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie - EAI, composée d'un important patrimoine militaire bâti (caserne Guillaud, pavillons des Chasseurs, etc.) et d'un vaste terrain d'entraînement, qui constitue aujourd'hui le parc Montcalm.

Ouvert au public dès janvier 2011 à la demande d'Hélène MANDROUX, alors Maire de la Ville de Montpellier, les montpelliérains se sont immédiatement approprié ce auquel ils témoignent un fort attachement. Ce grand espace vert est propice à la pratique sportive, la promenade, la détente. Ce lieu de nature en ville, apaisé, ouvert à tous et intergénérationnel constitue un bien commun, que la municipalité entend protéger et conforter.

Au cours des deux dernières années, des aménagements ont été réalisés pour améliorer les aménités du parc Montcalm (cheminements, accès, bancs, etc.) et son offre sportive et ludique (deux terrains de basket, un terrain de tambourin, un terrain de tennis, un terrain de bike-polo, une plaine de jeux, un pumptrack, deux aires de jeux pour enfants), tandis que 350 arbres ont été plantés. Actuellement, 18 hectares de parc sont ouverts au public et la superficie projetée à terme s'élève à 21,3 hectares.

Il est proposé de porter la superficie du parc Montcalm à 23 hectares. Sa couverture végétale sera fortement renforcée avec la plantation à terme d'au moins 2 400 arbres et sa biodiversité faunistique et floristique enrichie. Le programme de construction de 600 logements prévu côté rue des Chasseurs est donc annulé pour laisser place à des espaces naturels. Le ruisseau du Lantissargues et sa ripisylve, constitutifs de l'identité du lieu, seront préservés.

En effet, la municipalité entend agir fortement contre la sur-imperméabilisation des sols, les îlots de chaleurs urbains, la construction excessive au détriment de la qualité de vie, de l'air et du paysage. Elle poursuit un objectif de végétalisation massive de la ville, mais aussi de justice sociale, d'ouverture à l'autre, d'épanouissement personnel, de convivialité. Proche du quartier EAI tourné vers les industries culturelles et créatives, ce lieu est en outre propice aux activités et événements culturels.

Ainsi, le parc Montcalm concentre-t-il un grand nombre d'enjeux écologiques et sociaux d'aujourd'hui et de demain. Situé à quelques encablures du centre-ville, bénéficiant à terme d'une large ouverture sur la rue des Chasseurs et l'avenue de Toulouse, il a vocation à rayonner sur l'ensemble de la ville.

Convaincue de la nécessité de protéger ce grand poumon vert de la Ville de Montpellier, face à l'urgence de lutter contre le réchauffement climatique, tout en réaffirmant la vocation sociale de cet équipement public sportif et récréatif ouvert à tous, mais également culturelle, la municipalité mettra en place dès 2021 les outils réglementaires nécessaires pour sanctuariser les 23 hectares du parc Montcalm. Elle conduira les actions nécessaires pour faire vivre ce projet salubre et fédérateur, et assurer durablement sa protection.

Ainsi, c'est dans le cadre de la prochaine modification du Plan Local d'Urbanisme en cours de préparation et qui aboutira en 2021 que les nouvelles limites du parc Montcalm, telles que figurant en annexe de la présente délibération, lui garantissant une superficie totale de 23 hectares seront instaurées pour nos contemporains et pour les générations futures.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte de la volonté de porter la superficie du parc Montcalm situé dans le quartier Croix d'Argent à 23 hectares ;
- de traduire cet engagement dans les documents d'urbanisme réglementaires dès 2021 ;
- de conforter la vocation d'espaces verts et d'équipements publics sportifs, récréatifs et culturels ouverts à tous ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : - 9 DEC. 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Carte

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière****Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL-KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUQUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURJER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

Stéphanie JANNIN.

**Quartier de Celleneuve - Ravalement obligatoire des façades - Attribution de
subventions - Autorisation de signature**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre du ravalement obligatoire, régi par le Code de la construction et de l'habitation et mis en place par la Ville de Montpellier par délibération n° 2016/210 du Conseil municipal du 22 juin 2016, des subventions sont accordées pour la réalisation de travaux de ravalement de façade donnant sur l'espace public circulé, en application du règlement obligatoire des façades modifié par délibération n°V2018-363 du 25 octobre 2018.

Ainsi, le taux reste de 30 % du montant TTC des travaux subventionnables jusqu'en juin 2022, avec la possibilité de réaliser des travaux partiels, et de verser la subvention en deux temps : par une avance de 20 % du montant TTC des travaux partiels, puis avec déblocage du solde de 10 % lorsque le ravalement de l'ensemble de l'immeuble est réputé complet et conforme aux prescriptions.

Après contrôle des travaux pour vérifier la conformité avec les préconisations de la Ville et les autorisations accordées, les subventions suivantes sont attribuables :

M. Mathieu WEIL, 2 place de l'Eglise (Celleneuve) - 30 % de subvention	3 419,41€
M. Rijaniaina RAMANANJOHANY, 1 place de l'Eglise (Celleneuve) - 30 % de subvention	2 491,26 €
TOTAL	5 910,67 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement de ces subventions pour un montant total de 5 910,67 € correspondant aux adresses listées ci-dessus ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de la Ville de Montpellier, chapitre 905) ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : - 9 DEC. 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Illustration

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

Stéphanie JANNIN.

**Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée
Métropole à la Ville de Montpellier pour la mise en œuvre du Projet Urbain
Partenarial (PUP) SUN LODGE dans le secteur Ovalie - Quartier Croix d'Argent
à Montpellier - Autorisation de signature**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Par délibération du 26 juin 2003, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a lancé une procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) pour la création du quartier Ovalie. Le Conseil municipal a approuvé la création de la ZAC Ovalie le 3 juin 2004 et le dossier de réalisation de la ZAC le 20 décembre 2005.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a conclu une convention publique d'aménagement avec la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie, requalifiée en concession d'aménagement en 2005.

Ce nouveau quartier, situé à proximité du quartier de Bagatelle-Pas du Loup et du complexe de rugby Yves du Manoir, s'étend sur une superficie d'environ 32 hectares. Il est bordé par l'avenue de Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et la vallée du Rieucoulon à l'ouest. Marquant l'entrée sud de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier, il offre dans un cadre paysager de qualité environ 3 300 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession abordable et libre) et une mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Ce nouveau quartier, dont l'aménagement a été engagé depuis 2004, est aujourd'hui réalisé à 80 %. La mise en service de la ligne 5 du tramway à l'horizon 2025 viendra améliorer sa desserte en transport en commun et renforcer son attractivité.

Situé en limite de la ZAC Ovalie et dans le périmètre de la concession d'aménagement Ovalie confiée à la SERM, la parcelle cadastrée PC08 située 1572 rue de Bugarel s'inscrit dans une perspective de densification et d'optimisation foncière en vue de la construction de logements, notamment sociaux. D'une superficie d'environ 5 589 m², cette propriété dite « Mas Africain » est aujourd'hui occupée par une maison individuelle principale, par plusieurs bâtiments annexes et par un grand espace boisé classé qui sera préservé. Le projet, porté par la SARL SUN LODGE, consiste en la démolition de la plupart des bâtiments existants pour réaliser environ 51 logements (dont 10 seront affectés au logement social).

Par délibération en date du 30 septembre 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé la mise en œuvre d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) avec la SARL SUN LODGE en application des articles L. 332-11-3 et suivants et R. 332-25-1 et suivants du Code de l'urbanisme, portant sur la prise en charge financière par la SARL SUN LODGE d'une partie des aménagements de voiries et de réseaux nécessaires à la bonne desserte de l'opération de construction, l'autre partie étant prise en charge par Montpellier Méditerranée Métropole, compétente en matière de voiries, assainissement, eau potable, etc.

Sont prévus dans le cadre du PUP Sun Lodge :

- le réaménagement partiel de la rue de Bugarel (partie entre le parc du Rieucoulon et l'avenue du XV de France) avec un accompagnement végétal continu ;
- des travaux de réseaux nécessaires à l'opération (réseaux pluvial, eau potable, eaux usées, gaz, réseau basse tension, éclairage public etc).

Le montant total des travaux nécessaires à cette opération a été évalué à 423 067 € HT.

La convention de PUP met à la charge de la SARL SUN LODGE environ 90 % du coût des travaux de voirie et de réseaux, soit un montant de 380 760 € HT. Dans un objectif de maîtrise des finances publiques, de cohérence d'ensemble des aménagements réalisés sur le secteur Ovalie et de rationalisation des interventions sur l'espace public, eu égard à l'imbrication du périmètre de PUP « Sun Lodge » et du périmètre de la concession d'aménagement Ovalie, il est proposé de réaliser ces aménagements de la façon la plus intégrée possible.

La loi relative à la maîtrise d'ouvrage publique dite loi MOP prévoit en son article 2 II. « - Lorsque la réalisation, la réutilisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme. »

Au vu de ces éléments, Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Montpellier proposent que ce soit la commune de Montpellier, dans le cadre de la concession d'aménagement Ovalie confiée à la SERM, qui réalise la totalité des équipements nécessaires à la bonne desserte de cette opération de construction. De ce fait, la commune de Montpellier se verra transférer par la convention jointe en annexe la maîtrise d'ouvrage de la Métropole sur les équipements relevant en principe des compétences de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale.

Il est ici précisé que le transfert de maîtrise d'ouvrage se limitera, à l'intérieur de la concession d'aménagement sur le secteur Ovalie en vigueur, aux équipements à réaliser au titre de la convention de PUP « Sun Lodge » approuvé par la Métropole, listés ci-dessus et détaillés dans la convention annexée à la présente délibération.

Le montant total des travaux nécessaires à cette opération a été évalué dans le cadre de la convention de PUP « Sun Lodge » à 423 067 € HT frais d'études, de maîtrise d'œuvre, de maîtrise d'ouvrage et aléas inclus (valeur mai 2019).

Le coût de l'ensemble de l'opération sera pris en charge par la commune de Montpellier via son aménageur dans le cadre de la concession d'aménagement Ovalie.

Il est toutefois précisé que conformément à l'article L.332-11- 3 du Code de l'urbanisme et dans la mesure où il est effectué un transfert de maîtrise d'ouvrage, la Ville percevra directement les recettes du PUP « Sun Lodge », étant entendu que la convention de PUP met à la charge de la SARL SUN LODGE environ 90 % du coût des travaux de voirie et de réseaux, soit un montant de 380 760 € HT. La Ville prévoit d'ores et déjà une perception directe des recettes par son aménageur, la SERM.

La Ville de Montpellier et son aménageur porteront, en contrepartie des recettes du PUP, l'engagement de réalisation des équipements publics définis par le PUP.

Les conditions de remise des ouvrages à la Métropole après réception des travaux sont précisées dans la convention.

La convention de transfert de maîtrise d'ouvrage prendra effet à compter de sa date de signature par les deux parties jusqu'à la clôture de la concession d'aménagement Ovalie au plus tard, ou par la résiliation de la convention.

Le conseil de Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé par délibération du 23 novembre 2020 la désignation de la Ville de Montpellier comme maître d'ouvrage du programme prévisionnel de travaux définis dans le cadre de la convention de PUP « Sun Lodge » entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SARL SUN LODGE.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la désignation de la Ville de Montpellier comme maître d'ouvrage du programme prévisionnel de travaux défini dans le cadre de la convention de Projet Urbain Partenarial « Sun Lodge » entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SARL SUN LODGE ;
- de dire que la Ville de Montpellier confiera cette maîtrise d'ouvrage à son aménageur, la SERM, titulaire de la concession d'aménagement du secteur Ovalie ;
- de dire que la Ville de Montpellier percevra directement les recettes du PUP « Sun Lodge » ;
- d'approuver les termes de la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Michel ASLANIAN.

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : - 9 DEC. 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention transfert MOA 3M-Ville.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Philippe SAUREL.

**Concession d'aménagement Grand Cœur - Agrément de candidature - INLI - 7
rue Boussairolles à Montpellier - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville a confié à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) une convention publique d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et pour redynamiser le commerce dans le cadre de l'opération « Montpellier Grand Cœur ». Cette convention a été approuvée par délibération du Conseil municipal le 26 juin 2003 et notifiée le 1^{er} août 2003.

Conformément à cette convention publique d'aménagement approuvée, la SERM propose d'agréer la candidature d'INLI en vue de la cession de l'ensemble des lots de logements et de caves dont elle est propriétaire dans la copropriété de l'immeuble situé 7 rue Boussairolles à Montpellier afin de permettre la mise en œuvre d'une opération de réhabilitation. Celle-ci concerne l'ensemble des parties communes et privatives de l'immeuble dont le nombre de logement passera, après de lourds travaux de réhabilitation, de 41 à 26 logements à l'issue de cette opération qui a fait l'objet d'un permis de construire n° PC 34172 19 V0292 obtenu par le Syndic Bilan Patrimoine le 19 mars 2020. Il convient également de noter le maintien des deux locaux commerciaux.

Dénomination du Candidat : INLI - 11 Boulevard des Récollets – 31078 Toulouse Cedex 4

Localisation : 7, rue Boussairolles 34000 Montpellier

Parcelle cadastrée : Section HM 073 d'une superficie totale de 270 m²

Nature du projet : Cession de lots de copropriété composés de logements, de caves et d'un local à vélo

SDP envisagée : 509,82 m² de SDP logements

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature d'INLI en vue de l'acquisition auprès de la SERM, par le biais d'actes notariés successifs, des lots de caves, de local à vélos et de logements prévue dans le cadre des travaux de réhabilitation de l'immeuble sis 7 rue du Boussairolles à Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Michel ASLANIAN.

Fait à Montpellier, le

- 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAPOSSE



Publiée le : - 9 DEC. 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophie MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Philippe SAUREL.

**ZAC EAI - Demande d'agrément de candidature Société CAMPUS CREATIF 3
(Lot n°2f) - Bâtiment ' Lorraine ' - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La reconversion du site de l'EAI constitue l'un des projets majeurs de renouvellement urbain que mène la Ville de Montpellier en complément du développement de nouveaux quartiers, en réintroduisant une variété d'occupations (mixité urbaine) et d'usages (mixité fonctionnelle) avec la volonté de produire une morphologie urbaine de qualité s'appuyant sur une plus grande compacité. Cette opération contribuera à répondre aux besoins de logements et d'emplois qui s'expriment sur la métropole montpelliéraine.

Soucieuse de maîtriser le développement de ce territoire et eu égard à la complexité du projet, la Ville, par délibération en date du 25 juin 2012, a confié à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), l'opération de reconversion de l'EAI sous la forme d'une concession d'aménagement.

Le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé la création de la ZAC EAI le 26 janvier 2017.

S'inscrivant dans une logique de développement durable, la réalisation de ce nouveau quartier vise particulièrement les objectifs d'aménagement suivants :

- Favoriser le recyclage de la ville par la mise en valeur des qualités existantes, de l'identité des lieux, la mémoire, l'histoire, les ambiances, mais aussi en transformant, en complétant et en enrichissant cet existant pour offrir de nouvelles qualités de vie et d'habiter ;

- Proposer un nouveau type "d'écosystème" par la réalisation d'un quartier de haute qualité environnementale avec des objectifs de préservation des ressources existantes, de sobriété énergétique, d'appropriation par les habitants de leur cadre de vie ;
- S'inscrire dans la continuité des faubourgs en s'engageant dans une forme urbaine où se côtoient une diversité des modes d'habiter et des activités, où le nouveau s'agrége à l'ancien sans l'effacer ;
- Créer des nouvelles polarités culturelles et économiques avec l'ancienne caserne, où se côtoieront activités innovantes, structures de formation, commerces de proximité et le parc Montcalm, lui aussi support sur plus de 20 hectares d'une multitude d'activités de loisirs et de sports urbains.

Conformément à l'article 13-2 de la concession d'aménagement signée le 11 juillet 2012 et à l'article 1.7 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 25 octobre 2017, la SA3M propose d'agréer la candidature de la société « Campus Créatif 3 » pour le lot n°2f de la ZAC EAI.

Maître d'ouvrage : Société Campus Créatif 3
140 rue Robert Koch 34080 Montpellier

Localisation du projet : Section HY n°549

Surface du lot : 935 m² correspondant au bâtiment en R+4 existant dénommé « Lorraine », qui accueillait anciennement des logements pour les stagiaires de l'Ecole d'Application de l'Infanterie

Nature du projet : Des logements pour étudiants et autres publics attirés par les nouvelles formes d'habiter : ce programme sera ainsi développé en « co-living » avec des espaces communs partagés

SDP maximale autorisée : 3 400 m²

La SA3M précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'agréer la candidature de la société « Campus Créatif 3 », en vue de la réalisation d'un immeuble de logements pour étudiants et autres publics attirés par les nouvelles formes d'habiter de type « co-living » avec des espaces partagés sur le lot 2f de la ZAC EAI ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Georges ARDISSON, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT.

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : - 9 DEC. 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Localisation lot 2f.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clara HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Philippe SAUREL.

**ZAC EAI - Demande d'agrément de candidature Société CAMPUS CREATIF 3
(Lot n°2e) Bâtiment ' Le cocon ' - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La reconversion du site de l'EAI constitue l'un des projets majeurs de renouvellement urbain que mène la Ville de Montpellier en complément du développement de nouveaux quartiers, en réintroduisant une variété d'occupations (mixité urbaine) et d'usages (mixité fonctionnelle) avec la volonté de produire une morphologie urbaine de qualité s'appuyant sur une plus grande compacité. Cette opération contribuera à répondre aux besoins de logements et d'emplois qui s'expriment sur la métropole montpellieraine.

Soucieuse de maîtriser le développement de ce territoire et eu égard à la complexité du projet, la Ville, par délibération en date du 25 juin 2012, a confié à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), l'opération de reconversion de l'EAI sous la forme d'une concession d'aménagement.

Le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé la création de la ZAC EAI le 26 janvier 2017.

S'inscrivant dans une logique de développement durable, la réalisation de ce nouveau quartier vise particulièrement les objectifs d'aménagement suivants :

- Favoriser le recyclage de la ville par la mise en valeur des qualités existantes, de l'identité des lieux, par la mémoire, l'histoire, les ambiances, mais aussi en transformant, en complétant et en enrichissant cet existant pour offrir de nouvelles qualités de vie et d'habiter ;

- Proposer un nouveau type "d'écosystème" par la réalisation d'un quartier de haute qualité environnementale avec des objectifs de préservation des ressources existantes, de sobriété énergétique, d'appropriation par les habitants de leur cadre de vie ;
- S'inscrire dans la continuité des faubourgs en s'engageant dans une forme urbaine où se côtoient une diversité des modes d'habiter et des activités, où le nouveau s'agrége à l'ancien sans l'effacer ;
- Créer des nouvelles polarités culturelles et économiques avec l'ancienne caserne, où se côtoieront activités innovantes, structures de formation, commerces de proximité et le parc Montcalm, lui aussi support sur plus de 20 hectares d'une multitude d'activités de loisirs et de sports urbains.

Conformément à l'article 13-2 de la concession d'aménagement signée le 11 juillet 2012 et à l'article 1.7 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 25 octobre 2017, la SA3M propose d'agréer la candidature de la société « Campus Créatif 3 » pour le lot n°2e de la ZAC EAI.

Maître d'ouvrage :	Société Campus Créatif 3 140 rue Robert Koch 34080 Montpellier
Localisation du projet :	Section HY n°555
Surface du lot :	914 m ² correspondant au bâtiment de l'ancien cinéma de l'Ecole d'Application de l'Infanterie
Nature du projet :	<ul style="list-style-type: none">- une salle de projection/spectacle d'environ 400 places permettant également une utilisation externe ouverte sur le quartier ;- des studios son ;- une salle de danse ;- un bar-restaurant ;- des bureaux.
SDP envisagée :	1 350 m ²
SDP maximale autorisée :	2 350 m ²

La SA3M précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'agréer la candidature de la société « Campus Créatif 3 », en vue de la réalisation d'un complexe accueillant une salle de projection-spectacle d'environ 400 places, des studios son, une salle de danse, un bar-restaurant et des bureaux sur le lot 2e de la ZAC EAI ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Georges ARDISSON, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT.

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : - 9 DEC. 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Localisation lot 2e.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Philippe SAUREL.

**ZAC Nouveau Saint Roch - Demande d'agrément de candidature - Pitch-Roxim
LOT IV.1b - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Nouveau Saint-Roch a été initiée afin de valoriser une friche ferroviaire du centre-ville en réalisant, dans le respect des principes du développement durable, un quartier mixte à vocation dominante d'habitat collectif de qualité (de 1 300 à 1 500 logements dont 30 % environ de logements sociaux) avec des bureaux, des commerces et des équipements publics (parking) et privés (hôtels).

Par ailleurs, elle accueille également un parc urbain d'environ 1,5 ha. Ce nouveau quartier est très bien desservi par les transports publics : gare Saint-Roch, 4 lignes de tramways.

La Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC Nouveau Saint Roch par délibération du 4 mai 2009 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature de PITCH-ROXIM en vue de la cession de terrains permettant, sur le lot IV-1b de la ZAC, la réalisation de logements en accession abordable et commerces.

Dénomination du candidat : ROXIM/PITCH

Localisation : ZAC Nouveau Saint-Roch Lot IV.1b

Parcelles cadastrées : Section EV n°54, EV n°287, EV n°545, EV n°548 et EV n°567

Surface de la partie du lot objet de la demande d'agrément : 305 m²

Nature du projet : Logements en accession abordable et commerces

SDP envisagée : 751 m² SDP dont 573 m² de logements et 178 m² à usage de commerce

SDP maximale autorisée : 780 m² SDP

La SERM précise que la candidature de PITCH-ROXIM prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature de PITCH-ROXIM pour la construction de logements (en accession abordable) et de commerces sur le lot IV.1b de la ZAC Nouveau Saint-Roch ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Michel ASLANIAN.

Fait à Montpellier, le **- 9 DEC. 2020**

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELROSSE



Publiée le : **- 9 DEC. 2020**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Philippe SAUREL.

**ZAC OVALIE (tranche 7) - Demande d'agrément de candidature SCCV
NGICADE Montpellier Ovalie Lot 3 du secteur Domaine de la Providence -
Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Par délibération du 26 juin 2003, le Conseil municipal a décidé de lancer une procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) pour la création du quartier Ovalie.

Le Conseil municipal a approuvé la création de la ZAC Ovalie le 3 juin 2004 et le dossier de réalisation de la ZAC le 20 décembre 2005.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Ce quartier, situé à proximité du quartier de Bagatelle et du complexe de rugby Yves du Manoir, s'étend sur une superficie d'environ 32 hectares. Il est bordé par l'avenue de Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et la vallée du Rieucoulon à l'ouest.

Il a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier. Il offrira dans un cadre paysager de qualité environ 3 300 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession abordable et libre) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Fédérateurs d'échanges et de convivialité, deux espaces publics bordés de commerces et de services de proximité permettront d'assurer une animation du quartier : la place Vanières et la place de la Providence. Ce secteur va voir sa desserte en transport en commun renforcée, avec le passage de la ligne 5 du tramway et l'implantation d'une station rue Bugarel, face au stade de rugby à l'horizon 2025.

Conformément à l'article 14 alinéa 2 de la convention publique d'aménagement signée le 1^{er} septembre 2004 et à l'article 1.8 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 1^{er} mars 2006, la SERM propose d'agréer la candidature de SCCV NGICADE MONTPELLIER OVALIE (Acquéreur en indivision avec les consorts MAFFRE) pour une partie du lot 3 du secteur Domaine de la Providence de la tranche 7 de l'opération Ovalie.

Dénomination du candidat :	SCCV NGICADE MONTPELLIER OVALIE (Acquéreur en indivision avec les consorts MAFFRE) Bâtiment Le Belem 355 rue Vendémiaire 34 000 MONTPELLIER
Localisation :	ZAC Ovalie (7 ^{ème} tranche) Lot 3 du secteur Domaine de la Providence
Parcelle cadastrée :	Section PB 247b
Surface du lot :	17 m ² (partie du lot3)
Nature du projet global :	59 logements collectifs ; - 18 logements sociaux ; - 12 logements en accession abordable ; - 29 logements en accession libre.
SDP envisagée :	32 m ² SDP
SDP maximale autorisée :	32 m ² SDP

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'agréer la candidature de SCCV NGICADE MONTPELLIER OVALIE (Acquéreur en indivision avec les consorts MAFFRE) en vue de la réalisation d'une opération de 59 logements collectifs sociaux, en accession à la propriété abordable et en accession libre sur le lot 3 du secteur Domaine de la Providence de la ZAC Ovalie ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Michel ASLANIAN.

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : - 9 DEC. 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Claire HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophieane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Philippe SAUREL.

**ZAC de la Restanque - Concession d'aménagement Ville/SA3M - Convention
d'avance de trésorerie**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier a décidé d'engager la transformation de la zone industrielle des Prés d'Arènes, par une opération de renouvellement urbain de grande envergure, pour créer le quartier de la Restanque, contigu aux quartiers existants de Saint Martin, et de Tournezy.

En effet compte tenu de sa position stratégique à proximité du centre-ville, desservi par la 4^{ème} ligne de tramway, la Ville vise sur ce site la réalisation d'un quartier de 125 ha sous forme de ZAC regroupant de l'habitat diversifié (collectifs, maisons de ville, ...), des bureaux, des commerces, des activités, et des équipements publics. Ce programme nécessite un ensemble de travaux de réseaux, de voiries, d'espaces libres et d'installations diverses à réaliser, pour répondre aux besoins des habitants ou usagers des constructions existantes ou à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération.

Par délibération du Conseil Municipal en date du 25 juin 2012, reçue en préfecture le 29 juin 2012, la Ville de Montpellier a approuvé les termes du traité de concession d'aménagement de la ZAC de la Restanque et a désigné la SAAM comme titulaire de cette concession, devenue par la suite SA3M.

La concession d'aménagement a été signée le 26 juillet 2012 et reçue en préfecture le 27 juillet 2012 puis modifiée par 3 avenants en 2014, 2018 et 2019.

Ce traité de concession prévoit en son article 16.5 que lorsque les prévisions budgétaires actualisées font apparaître une insuffisance provisoire de trésorerie, la SA3M sollicite le versement d'une avance, éventuellement renouvelable, dans les conditions définies à l'article L.1523-2, 4° du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Au regard des dépenses importantes à engager pour la réalisation de la ZAC de la Restanque, le plan de trésorerie prévisionnel du CRAC 2018 approuvé par le Conseil municipal de la Ville de Montpellier en date du 22 novembre 2019, reçu en Préfecture le 27 novembre 2019, fait apparaître un besoin de trésorerie nécessaire à la réalisation de l'opération d'aménagement, dont le montant maximum s'élève à 5 000 000 € (cinq millions d'euros).

Ainsi la Ville de Montpellier versera à partir de 2020, et en 2022, 2024, 2026 et 2028 une avance de trésorerie totale de 5 000 000 € destinés à couvrir les besoins annuels de l'opération suivant les conditions précisées dans la convention et conformément aux dispositions de l'article L.1523-2, 4° du CGCT. Les avances sont consenties à l'opération d'aménagement de la Restanque jusqu'à 31 décembre 2029 au plus tard, date à laquelle elles devront être intégralement remboursées.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de la convention d'avance de trésorerie entre la Ville de Montpellier et la SA3M ;
- de dire que les crédits seront inscrits au budget de la Ville de Montpellier, tout chapitre ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Georges ARDISSON, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT.

Fait à Montpellier, le **- 9 DEC. 2020**

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : **- 9 DEC. 2020**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CONVENTION TRESORERIE RESTANQUE.pdf



Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÉCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clara HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikael SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Philippe SAUREL.

**ZAC DES GRISETTES (7ème tranche) - Agrément de candidature - SARL DU
CHATEAU (Lot n°5A3) - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La ZAC des Grisettes a été initiée dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway. D'une superficie de 20 ha environ, cette opération est située au sud-ouest de la ville, le long de l'avenue Colonel Pavelet, à proximité de la station de tramway et du parking d'échanges « les Sabines ».

Cette opération prévoit dans un objectif de mixité urbaine la construction de 1900 logements sous forme d'habitat collectifs diversifiés, accompagnés de commerces et de bureaux. La ZAC contribue au développement d'équipements : le groupe scolaire Beethoven (2013), l'Agriparc du Mas Nouguier (18ha), la résidence étudiante et la clinique Saint Roch (2016).

Enfin, Grisettes est un quartier innovant qui a été récompensé par le label éco quartier fin 2015 et accueille la première opération d'habitat participatif de Montpellier.

La société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC des Grisettes par délibération du 6 novembre 2006 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature de la SARL DU CHATEAU en vue de la cession d'un terrain permettant dans cette ZAC la réalisation 9 logements collectifs en accession libre.

Dénomination du candidat : SARL DU CHATEAU

Localisation : ZAC des Grisettes (7^{ème} tranche)
Lot n°5A3

Parcelle cadastrée : Section DZ n°162P

Surface du lot : 517 m²

Nature du projet : 9 logements collectifs en accession libre

SDP envisagée : 600 m² SDP

SDP maximale autorisée : 630 m² SDP

La SERM précise que la candidature de la SARL DU CHATEAU prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature de la SARL DU CHATEAU pour la construction de logements collectifs sur le lot 5A3 de la 7^{ème} tranche de la ZAC des Grisettes ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Michel ASLANIAN.

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michael DELAFOSSE



Publiée le : - 9 DEC. 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Plan situation.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clara HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophie MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Céilia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Philippe SAUREL.

**Commune de Montpellier - Aménagement du quartier Cambacérès - Cession
foncière à l'aménageur pour des surfaces tertiaires - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Située sur le territoire communal de Montpellier et longée par trois grandes infrastructures, les autoroutes A9 et A709 et ligne ferroviaire mixte voyageurs et fret « Contournement Nîmes Montpellier », la zone d'aménagement concerté ZAC 1 Cambacérès s'appuie sur un pôle d'affaires à proximité du pôle d'échanges intermodal de la gare Montpellier-Sud de France, tout en préservant les grands domaines viticoles.

L'aménagement de cette ZAC est engagé : les travaux de viabilité (voirie et réseaux) sont en cours, le chantier de la Halle de l'Innovation est avancé et la commercialisation des premiers lots d'activité tertiaire est engagée.

Toutefois, au vu des contraintes environnementales du site, il est prévu de modifier le programme d'aménagement de la ZAC afin d'exclure la construction de logements.

De plus, la zone non viabilisée (une centaine d'hectares environ) à l'Ouest de la ZAC 1, initialement prévue à l'urbanisation, sera réorientée en parc urbain. Dans un objectif de lutte contre l'artificialisation des sols et de développement d'une agriculture périurbaine, la nouvelle orientation proposée vise à sanctuariser les dernières terres agricoles et naturelles de la ceinture verte montpelliéraine. Des études seront prochainement engagées pour la création d'un agriparc mêlant agriculture et forêt urbaine.

Dans la perspective de réaliser ce projet, la maîtrise foncière de l'ensemble du secteur a été assurée à l'amiable par Montpellier Méditerranée Métropole et par la mise en œuvre d'une déclaration d'utilité publique pour constitution de réserves foncières obtenue le 14 juin 2013 et prorogée le 6 juin 2018.

De manière concomitante, l'emprise de la nouvelle autoroute A9 est venue bouleverser les fonciers à l'instar du contournement ferroviaire Nîmes Montpellier, dans leurs phases opérationnelles. Il en résulte des reliquats de parcelles appartenant à la commune de Montpellier qui sont en cours de cession à Autoroutes du Sud de la France et d'autres, qui peuvent être désormais cédés à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), concessionnaire de Montpellier Méditerranée Métropole, pour l'aménagement de Cambacérès.

Dans le cas présent, les parcelles cédées à la SA3M entrent dans le champ d'une vente au concessionnaire de l'opération d'aménagement, conformément à ses missions d'intérêt général.

Dans ce cadre, la SA3M a sollicité la Ville de Montpellier pour la cession des fonciers nécessaires aux travaux d'aménagement cadastrés SN 27p pour 4 169 m² environ, SN 29p pour 655m² environ, SN 35p pour 563 m² environ, SN 32p pour 1095 m² environ, SO 21p pour 167 m² environ, soit une superficie totale vendue de 6 649 m². Ce foncier est exclusivement constitué de terrain nu en zone 14AU-1 du Plan Local d'Urbanisme. Les documents d'arpentage, à l'issue desquels la surface à céder sera définitive, sont en cours d'élaboration.

Sur ce secteur, en façade de l'A9, exclusivement destiné à l'accueil d'activités tertiaires, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole sollicite la possibilité de se voir dès à présent octroyer toutes les autorisations d'urbanisme nécessaires pour la réalisation du projet.

L'avis du Domaine prévoit un prix de cession de 100 euros du m² de terrain nu en zone 14AU-1 du Plan Local d'Urbanisme en vigueur. Le prix de cession est de 664 900 € hors taxes net vendeur au prorata des m² qui seront arrêtés par le géomètre expert.

Dans le même temps, Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité la Ville de Montpellier pour la cession des parcelles incluses dans le périmètre des équipements publics de la ZAC et ayant vocation à intégrer son domaine public une fois aménagées.

Cette demande porte sur plusieurs fonciers d'une surface totale de 3 990 m².

Il s'agit des parcelles cadastrées SP 59p pour 64 m², SP 60p pour 1907 m², en zone 14AU-2 du PLU et comprises dans l'emprise d'un bassin de rétention.

Les parcelles SP 40 pour 41 m², SP 41 pour 269 m², SP 42 pour 1318 m², en zone N-6 du PLU et 14AU-2 du PLU sont les terrains d'assiette du Parc de la Mogère.

Enfin, la parcelle SO 21p de 391 m², en zone 14AU-1 du PLU et supportant une partie de la passerelle menant à la Gare Sud de France doit être également cédée.

L'avis du Domaine prévoit un prix de cession en fonction du zonage du PLU : 10€/m² pour les emprises incluses dans la zone naturelle N-6, 40€/m² pour les emprises incluses dans la zone 14AU-2 destinées à la réalisation d'équipements publics et compte tenu de la nature de la parcelle SO 21p, le transfert de propriété sera effectué à l'euro symbolique. Au vu de ces éléments, le prix de cession à Montpellier Méditerranée Métropole est de 121 100 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la cession à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée, concessionnaire de Montpellier Méditerranée Métropole, des parcelles cadastrées SN n°27p pour 4 169 m², SN n°29p pour 655 m², SN n°35p pour 563 m², SN n°32p pour 1095 m², SO n°21p c pour 167 m², soit une surface totale vendue de 6 649 m² environ, pour un prix de cession de 664 900 € environ hors taxes et net vendeur ;
- d'autoriser la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée ou tout tiers substitué et désigné par ses soins, à déposer et se voir octroyer toute autorisation d'urbanisme sur ces parcelles en vue de réaliser des immeubles de bureaux ;
- d'approuver la cession à Montpellier Méditerranée Métropole des parcelles cadastrées SP n°59p pour 64 m², SP n°40 pour 41 m², SP n°41 pour 269 m², SP n°42 pour 1318 m², SP n°60p pour 1907 m², et SO n°21p a pour 391 m², soit une surface totale vendue de 3 990 m² environ, pour un prix de cession de 121 100 € hors taxes et net vendeur ;
- de dire que les recettes afférentes seront inscrites au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 935 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 39 voix

Contre : 2 voix

Abstentions : 11 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Georges ARDISSON, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT.

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : - 9 DEC. 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avis VDM Septembre 2020.172V1024.pdf

- Avis 2020.172V1286 cession ville à 3M.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DJORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Philippe SAUREL.

**Quartier Port Marianne - Acquisition de la propriété bâtie de M. Pascal
MAHOUDEAU - 338 rue de la Cavallade - Parcelle cadastrée SD 42 - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Monsieur Pascal MAHOUDEAU, domicilié 11 impasse Emmanuel Chabrier à Lattes (34970), est propriétaire de la parcelle bâtie cadastrée SD 42 située 338 rue de la Cavallade à Montpellier d'une superficie cadastrale de 743 m² supportant une habitation d'environ 90 m² et des appentis. Il a proposé à la Ville la cession de cette habitation libre de toute occupation.

Cette propriété, située en zone 6U du Plan local d'urbanisme, intéresse la Ville au titre des réserves foncières, compte tenu de sa localisation à proximité immédiate du périmètre des zones d'aménagement concerté Port Marianne-Parc Marianne et Port Marianne-République. Cette parcelle située entre ces deux zones d'aménagement, permettra d'envisager la connexion urbaine des projets en cours ou à venir, en lien avec la construction du futur collège Port Marianne.

Monsieur Pascal MAHOUDEAU a consenti, le 29 septembre 2020, une promesse de vente au profit de la Ville de Montpellier pour la cession de la parcelle bâtie cadastrée SD 42 moyennant le prix de 414 700 €. Ce prix est conforme à l'avis du Domaine.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'acquisition de la parcelle bâtie cadastrée SD 42, propriété de Monsieur Pascal MAHOUEAU située 338 rue de la Cavallade à Montpellier, d'une superficie cadastrale de 743 m², moyennant le prix de 414 700 € nets vendeurs (quatre cent quatorze mille sept cents euros) ;
- de demander à Maître Karine CHAUVET, notaire du vendeur à Mauguio, de rédiger l'acte authentique constatant la vente aux frais de la Ville de Montpellier ;
- de dire que la dépense afférente sera prélevée sur le budget de la Ville de Montpellier, chapitre 905 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : - 9 DEC. 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Plan

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Philippe SAUREL.

**Délivrance des autorisations d'urbanisme intéressant Monsieur Michaël
DELAFOSSÉ, Maire de Montpellier - Désignation d'un membre du Conseil
municipal - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Au cours de son mandat, Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire de la Ville de Montpellier, peut être amené à être intéressé, soit en son nom personnel, soit comme mandataire, à des projets faisant l'objet d'une demande d'autorisation d'urbanisme.

La perspective d'une telle occurrence impose de faire application de l'article L. 422-7 du Code de l'urbanisme qui dispose des principes suivants : *« Si le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale est intéressé au projet faisant l'objet de la demande de permis ou de la déclaration préalable, soit en son nom personnel, soit comme mandataire, le conseil municipal de la commune ou l'organe délibérant de l'établissement public désigne un autre de ses membres pour prendre la décision. »*

Il est donc proposé de désigner, conformément aux dispositions de l'article L. 422-7 du Code de l'urbanisme, un élu pour prendre les décisions relatives aux demandes de permis ou de déclaration préalable auxquelles Monsieur le Maire, Monsieur Michaël DELAFOSSE, serait intéressé en son nom personnel ou comme mandataire.

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, 1^{ère} Adjointe au Maire, propose la candidature de Madame Maryse FAYE.

Aucune autre candidature n'a été proposée par le Conseil.

Il est proposé au Conseil de décider à l'unanimité de procéder à cette désignation par un vote à main levée, en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de procéder à cette désignation pour prendre les décisions relatives aux demandes de permis ou de déclaration préalable auxquelles Monsieur le Maire, Monsieur Michaël DELAFOSSE, serait intéressé en son nom personnel ou comme mandataire ;
- de décider à l'unanimité de procéder à cette désignation par un vote à main levée, en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 3 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Christian ASSAF.

Fait à Montpellier, le

- 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : **- 9 DEC. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Grands travaux,
embellissement de la ville et
du cadre de vie,
coordination des travaux**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clara HART, Mylvia HOUGUET, Satim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Philippe SAUREL.

**Marché n°G0D0065EP de travaux et de maintenance de la voirie - Convention de
groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville
de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Laurent NISON, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans le cadre de l'exercice de la compétence des voiries et de l'espace public, Métropole Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier doivent lancer une procédure de mise en concurrence en vue de réaliser des prestations de travaux et de maintenance de la voirie, en application de leurs compétences respectives.

Dans un objectif de coordination et de groupement des achats et afin d'aboutir à des économies d'échelle, il a été décidé de recourir à la mutualisation des procédures de passation des marchés par le biais d'une convention de groupement de commandes. Cette convention s'intègre dans une procédure de commande publique couvrant l'ensemble du territoire de la Métropole.

Il s'agit d'un marché de travaux à bons de commande, avec minimum et maximum, d'une durée d'un an renouvelable trois fois.

La présente convention concerne le Pôle Territorial de Montpellier divisé en 4 lots géographiques (lots 6 à 9) et un lot technique (lot 10) dont les montants minimum et maximum sont répartis comme suit :

Intitulé du lot	Montant minimum annuel	Montant maximum annuel
Lot 6 – Montpellier – Quartiers Port Marianne, Près d’Arènes et Croix d’Argent	Pour la Métropole : 600 000 € HT Pour la Ville : 0 € HT	Pour la Métropole : 2 500 000 € HT Pour la Ville : 100 000 € HT
Lot 7 – Montpellier – Quartiers Centre 1, 3 et 4	Pour la Métropole : 700 000 € HT Pour la Ville : 0 € HT	Pour la Métropole : 3 000 000 € HT Pour la Ville : 100 000 € HT
Lot 8 – Montpellier – Quartiers Mosson et Cévennes	Pour la Métropole : 600 000 € HT Pour la Ville : 0 € HT	Pour la Métropole : 2 500 000 € HT Pour la Ville : 100 000 € HT
Lot 9 – Montpellier – Quartiers Hôpitaux Facultés et Centre 2	Pour la Métropole : 600 000 € HT Pour la Ville : 0 € HT	Pour la Métropole : 2 500 000 € HT Pour la Ville : 100 000 € HT
Lot 10 – Fourniture et mise en œuvre d’asphalte coulé	Pour la Métropole : 150 000 € HT Pour la Ville : 0 € HT	Pour la Métropole : 600 000 € HT Pour la Ville : 100 000 € HT

Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur de ce groupement de commandes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d’approuver les termes de la convention de groupement de commandes en vue de réaliser des prestations de travaux et de maintenance de la voirie ;
- de dire que les crédits seront inscrits au budget de la Ville de Montpellier, chapitres 906, 907, 908, 921 et 936 ;
- d’autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : - 9 DEC. 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- PROJET CONVENTION

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

HORS COMMISSION

**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

**Modalités de réunion à distance du Conseil municipal dans le cadre de l'Etat
d'Urgence Sanitaire - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

La loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire offre la possibilité aux collectivités territoriales et à leurs groupements d'organiser les réunions de leur assemblée délibérante en audio ou visioconférence, dans le cadre de la lutte contre la propagation de la Covid-19. Pour ce faire, il convient préalablement de déterminer et de valider par délibération les modalités d'identification des participants à la réunion, d'enregistrement et de conservation des débats et les modalités de scrutin.

Les modalités d'identification des participants à la réunion :

Il est proposé de faire appel au prestataire UBIG, proposant une solution cumulant le système de visioconférence StarLeaf et le système de vote électronique QuizzBox – prestataire déjà sollicité à l'occasion des votes secrets des précédents Conseils en présentiel. Cette solution requiert une connexion Internet et ne nécessite pas l'installation d'un logiciel sur le poste informatique de l'utilisateur.

Le lien StarLeaf de la réunion a été communiqué à chaque conseiller municipal qui dispose ainsi d'une connexion au salon de discussion, où il peut s'identifier par son nom et prénom. L'usage de la vidéo permet à chacun de constater l'identité des intervenants.

Un appel sera réalisé à l'ouverture de la séance comme cela est le cas en présentiel.

Cet appel vaut identification des participants. Il n'est pas procédé à un autre appel au cours de la séance.

Par ailleurs, le prestataire QuizzBox génère pour chaque affaire inscrite à l'ordre du jour un document identifiant les élus s'étant connectés pour activer la procédure de vote électronique.

Des référents UBIC et QuizzBox seront présents pour accompagner le Maire pendant toute la séance. Ils assureront la gestion technique de la séance (prises de paroles, affichage, réglages, ouverture et clôture des votes, affichages des résultats).

Les modalités d'enregistrement et de conservation des débats :

Cette visioconférence sera retranscrite en direct sur le site de la collectivité, via la plateforme *YouTube*. Cette rediffusion assure la publicité de la séance puisque les citoyens et journalistes disposent ainsi de la possibilité de suivre et de rendre compte de la séance et des débats.

Comme pour les Conseils en présentiel, la vidéo restera consultable par le même biais ultérieurement à la séance. Un enregistrement audio est également effectué et conservé. Les élus, étant présents dans le cadre de leur mandat électif, ne peuvent refuser d'être filmés ou enregistrés.

Un compte-rendu et un procès-verbal de la séance seront réalisés. Les délibérations originales seront tenues en registre, sur lequel sont également reportés la convocation, les présences, les pouvoirs et le sens des votes. Ce registre constitue une archive.

Les modalités de scrutin :

Il est proposé l'usage de la solution de vote électronique QuizzBox, paramétrée en scrutin public.

En amont de la séance, chaque élu a reçu par e-mail l'ensemble des éléments nécessaires à ce vote (lien de connexion, identifiants individuels, note explicative de la solution).

Ce vote électronique offre les mêmes possibilités de vote que le vote à main levée, prise en compte des procurations et des refus de prendre part au débat et au vote compris.

Un élu souhaitant quitter la séance (et éventuellement donner son pouvoir à un autre élu) devra demander la parole et le signifier au Maire. Le technicien Quizzbox se chargera d'impacter en réel la procuration sur le nouvel élu. Une confirmation sera sollicitée par le Service Assemblées et Vie des Institutions après la séance.

Proposition de modification ponctuelle du règlement intérieur de l'Assemblée :

Compte tenu des modalités particulières d'organisation induites par la tenue d'un Conseil en visioconférence, il est proposé pour ce Conseil comme pour l'ensemble des Conseils en visioconférence ultérieurs, d'intégrer les éléments exposés ci-dessus au règlement intérieur de l'Assemblée.

Il est également proposé la suspension de l'application de l'article 52 portant modulation de l'indemnité de fonction des élus en cas d'absence sous réserve qu'elle soit imputable à un problème avéré de connexion à la visioconférence. L'élu concerné devra impérativement en informer le Service Assemblées et Vie des Institutions pendant la session du conseil.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les modalités d'identification des participants à la réunion, d'enregistrement et de conservation des débats et les modalités de scrutin telles que définies dans cette délibération ;
- d'approuver la modification ponctuelle du règlement intérieur de l'Assemblée ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **- 9 DEC. 2020**

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : **- 9 DEC. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du lundi 30 novembre 2020

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Tasmime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clarc HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Philippe SAUREL.

Représentations du Conseil municipal - Désignations

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Dans le cadre de la nouvelle mandature, il convient de désigner les représentants de la Ville de Montpellier au sein de différentes instances internes et organismes extérieurs.

Monsieur le Maire propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

ORGANISMES	REPRÉSENTATIONS
Association des Villes et Collectivités pour les Communications électroniques et l'Audiovisuel (AVICCA)	Séverine SAINT-MARTIN
Festival du Cinéma Méditerranéen de Montpellier France (CINEMED)	<i>Personnalités qualifiées</i> Nathalie COMBE Patrick BEDOS Leoluca ORLANDO Jean-Emmanuel CASALTA
Maison de Montpellier à Chengdu	Hind EMAD Julie FRECHE Yvan NOSBE <i>Personnalité qualifiée</i> Alban ZANCHIELLO
Qualibat - Commission d'examen Tous Corps d'Etat (TCE) de l'Hérault	Philippe CAPELIER

ÉCOLES	REPRÉSENTATIONS
Groupe scolaire Aiguelongue Ecole élémentaire Sigmund Freud (Hôpitaux Facultés)	Maryse FAYE
Groupe scolaire Aiguelongue Ecole maternelle Luis de Camoens (Hôpitaux Facultés)	Maryse FAYE
Groupe scolaire Antigone Ecole élémentaire Pericles (Centre/Antigone)	Agnès SAURAT
Groupe scolaire Antigone Ecole maternelle Aristote (Centre/Antigone)	Agnès SAURAT
Groupe scolaire Barcelone Ecole élémentaire Simon Bolivar (Mosson/Paillade)	Catherine RIBOT
Groupe scolaire Barcelone Ecole maternelle Pablo Neruda (Mosson/Paillade)	Mustapha LAOUKIRI
Groupe scolaire Bari Ecole élémentaire André Boulloche (Mosson/Paillade)	Nadia AKIL
Groupe scolaire Bari Ecole maternelle Virginia Woolf (Mosson/Paillade)	Nadia AKIL
Groupe scolaire Beethoven Ecole primaire (Croix d'Argent)	François VASQUEZ
Groupe scolaire Benoîte Groult Ecole primaire (Hôpitaux Facultés)	Marie MASSART
Groupe scolaire Bologne Ecole élémentaire Léopold Sedar Senghor (Mosson / Paillade)	Véronique BRUNET
Groupe scolaire Bologne Ecole maternelle James Joyce (Mosson / Paillade)	Véronique BRUNET
Groupe scolaire Calmette Aubigné Ecole élémentaire Docteur Calmette (Hôpitaux facultés)	Mylvia HOUGUET
Groupe scolaire Calmette Aubigné Ecole maternelle Agrippa d'Aubigné (Hôpitaux facultés)	Michel CALVO
Groupe scolaire Chaptal-Jeanne d'Arc Ecole élémentaire Jeanne d'Arc (Centre Arceaux)	Boris BELLANGER
Groupe scolaire Chaptal-Jeanne d'arc Ecole maternelle Chaptal (Centre Arceaux)	Boris BELLANGER
Groupe scolaire Chengdu Ecole primaire (Port Marianne)	Célia SERRANO

Groupe scolaire Cité Astruc Ecole élémentaire Paul Langevin (Cévennes)	Yvan NOSBE
Groupe scolaire Cité Astruc Ecole maternelle Goethe (Cévennes)	Yvan NOSBE
Groupe scolaire Cité Mion Ecole élémentaire Jacques Brel (Prés d'Arènes)	Julie FRECHE
Groupe scolaire Cité Mion Ecole maternelle Simone Signoret (Prés d'Arènes)	Julie FRECHE
Groupe scolaire Combes Duruy Ecole élémentaire Emile Combes (Cévennes Hôtel)	Coralie MANTION
Groupe scolaire Combes Duruy Ecole maternelle Victor Duruy (Cévennes)	Hind EMAD
Groupe scolaire Ecole élémentaire Auguste Comte (Centre Peyrou)	Boris BELLANGER
Groupe scolaire Curie Daudet Ecole élémentaire Marie Curie (Croix d'Argent)	Séverine SAINT-MARTIN
Groupe scolaire Curie Daudet Ecole maternelle Alphonse Daudet (Croix d'Argent)	Séverine SAINT-MARTIN
Groupe scolaire Daviler Kergomard Ecole élémentaire Charles Daviler (Centre)	Manu REYNAUD
Groupe scolaire Daviler Kergomard Ecole maternelle Pauline Kergomard (Centre)	Manu REYNAUD
Groupe scolaire Delteil Michelet Ecole élémentaire Joseph Delteil (Cévennes Pergola)	Sophiane MANSOURIA
Groupe scolaire Delteil Michelet Ecole maternelle Jules Michelet (Cévennes Pergola)	Sophiane MANSOURIA
Groupe scolaire Estanove Ecole élémentaire Winston Churchill (Croix d'Argent)	Christophe BOURDIN
Groupe scolaire Figuiet-Bert-Hugo Ecole élémentaire Paul Bert-Victor Hugo (Centre)	Stéphane JOUAULT
Groupe scolaire Figuiet-Bert-Hugo Ecole maternelle Louis Figuiet (Centre)	Stéphane JOUAULT
Groupe scolaire Florian Simon Ecole élémentaire Jules Simon (Centre)	Tasnine AKBARALY
Groupe scolaire Florian Simon Ecole maternelle Pierre Claris de Florian (Centre)	Eddine ARIZTEGUI

Groupe scolaire Gama Mermoz Ecole élémentaire Jean Mermoz (Centre)	Laurent NISON
Groupe scolaire Gama-Mermoz Ecole maternelle Vasco de Gama (Centre)	Caroline DUFOIX
Groupe scolaire Gambetta Garnier Ecole élémentaire Gambetta (Centre)	Elodie BRUN-MANDON
Groupe scolaire Gambetta Garnier Ecole maternelle Francis Garnier (Centre)	Elodie BRUN-MANDON
Groupe scolaire Heidelberg Ecole élémentaire Heidelberg (Mosson Paillade)	Clare HART
Groupe scolaire Heidelberg Ecole maternelle Miguel de Cervantès (Mosson Paillade)	Clare HART
Groupe scolaire Germaine Richier Ecole primaire (Croix d'Argent)	Yves BARRAL
Groupe scolaire Jaurès-de Gaulle Ecole élémentaire Jean Jaurès (Centre Antigone)	Caroline DUFOIX
Groupe scolaire Jaurès-de Gaulle Ecole maternelle De Gaulle-Anthonioz (Centre Antigone)	Caroline DUFOIX
Groupe scolaire Jeanne Moreau Ecole primaire (Croix d'Argent)	Christophe BOURDIN
Groupe scolaire Jeu de Mail Ecole élémentaire E. Pottier-J. Sibelius (Hôpitaux Facultés)	Christian ASSAF
Groupe scolaire Jeu de Mail Ecole maternelle Charlie Chaplin (Hôpitaux Facultés)	Christian ASSAF
Groupe scolaire Joan Miro Ecole primaire (Port Marianne)	Françoise BOUTET-WAISS
Groupe scolaire La Chamberte Ecole élémentaire Sun Yat Sen (Cévennes)	Radia TIKOUK
Groupe scolaire La Chamberte Ecole maternelle Maria Callas (Cévennes)	Radia TIKOUK
Groupe scolaire La Martelle Ecole élémentaire Spinoza (Cévennes)	Radia TIKOUK
Groupe scolaire La Martelle Ecole maternelle Jeanne Deroin (Cévennes)	Radia TIKOUK
Groupe scolaire La Rauze Ecole élémentaire Jean Macé (Centre)	Roger-Yannick CHARTIER

Groupe scolaire La Rauze Ecole maternelle Paul Eluard (Centre)	Roger-Yannick CHARTIER
Groupe scolaire Lamartine Pasteur Ecole élémentaire Lamartine (Centre Ecusson)	Tasnime AKBARALY
Groupe scolaire Lamartine Pasteur Ecole maternelle Louis Pasteur (Centre Ecusson)	Jean-Dominique DELAVEAU
Groupe scolaire Lantissargues Ecole élémentaire Georges Simenon (Croix d'Argent)	Coralie MANTION
Groupe scolaire Lantissargues Ecole maternelle Robert Surcouf (Croix d'Argent)	Coralie MANTION
Groupe scolaire Le Lez Ecole élémentaire Jean Zay (Port Marianne)	Mikel SEBLIN
Groupe scolaire Le Lez Ecole maternelle Sergueï Prokofiev (Port Marianne)	Mikel SEBLIN
Groupe scolaire Les Aiguerelles Ecole élémentaire Charles Dickens (Près d'Arènes)	Fatma NAKIB
Groupe scolaire Les Aiguerelles Ecole maternelle Anne Frank (Près d'Arènes)	Fatma NAKIB
Groupe scolaire Les Cévennes Ecole élémentaire Julie Daubié (Cévennes)	Hind EMAD
Groupe scolaire Les Cévennes Ecole maternelle Madeleine Brès (Cévennes)	Hind EMAD
Groupe scolaire Les Ménestrels Ecole élémentaire Akira Kurosawa (Mosson)	Catherine RIBOT
Groupe scolaire Les Ménestrels Ecole maternelle Indira Gandhi (Mosson)	Catherine RIBOT
Groupe scolaire Les Pins Ecole élémentaire Charles Baudelaire (Cévennes)	Sébastien COTE
Groupe scolaire Les Pins Ecole maternelle Rudyard Kipling (Cévennes)	Sébastien COTE
Groupe scolaire Les Tours Ecole élémentaire Marc Bloch (Mosson)	Sébastien COTE
Groupe scolaire Les Tours Ecole maternelle Nicolas Copernic (Mosson)	Véronique BRUNET
Groupe scolaire Les Troubadours Ecole élémentaire Galilée (Mosson)	Jean-Dominique DELAVEAU

Groupe scolaire Les Troubadours Ecole maternelle Averroès (Mosson)	Bruno PATERNOT
Groupe scolaire Louisville Ecole élémentaire Louisville (Mosson Paillade)	Clare HART
Groupe scolaire Louisville Ecole maternelle Martin Luther King (Mosson Paillade)	Clare HART
Groupe scolaire Malbosc Ecole maternelle Marguerite Yourcenar (Hôpitaux Facultés)	Mylvia HOUGUET
Groupe scolaire Malet-Pape Carpentier Ecole élémentaire Léo Malet (Cévennes Celleneuve)	Georges ARDISSON
Groupe scolaire Malet-Pape Carpentier Ecole maternelle Pape Carpentier (Cévennes Celleneuve)	Georges ARDISSON
Groupe scolaire Malraux Ecole primaire (Port Marianne)	Françoise BOUTET-WAISS
Groupe scolaire Mas Drevon Ecole élémentaire Garibaldi (Croix d'Argent)	Nicole MARIN-KHOURY
Groupe scolaire Mas Drevon Ecole maternelle Bertie Albrecht (Croix d'Argent)	Nicole MARIN-KHOURY
Groupe scolaire Michel de l'Hospital Ecole primaire (Port Marianne)	Françoise BOUTET-WAISS
Groupe scolaire Paul Painlevé Ecole élémentaire Paul Painlevé (Port Marianne)	Emilie CABELLO
Groupe scolaire Paul Painlevé Ecole maternelle Louise Michel (Port Marianne)	Emilie CABELLO
Groupe scolaire François Mitterrand Ecole primaire (Hôpitaux Facultés)	Mylvia HOUGUET
Groupe scolaire Morisot Mozart Ecole élémentaire Berthe Morisot (Centre)	Hervé MARTIN
Groupe scolaire Morisot Mozart Ecole maternelle W. Amadeus Mozart (Centre)	Marie MASSART
Groupe scolaire Moulin Bergman Ecole élémentaire Jean Moulin (Centre)	Laurent NISON
Groupe scolaire Moulin Bergman Ecole maternelle Ingrid Bergman (Centre)	Eddine ARIZTEGUI
Groupe scolaire Olympe de Gouges Ecole élémentaire (Croix d'Argent)	Michel CALVO

Groupe scolaire Oxford Ecole élémentaire Franklin Roosevelt (Mosson Paillade)	Nadia AKIL
Groupe scolaire Oxford Ecole maternelle Vincent Van Gogh (Mosson Paillade)	Nadia AKIL
Groupe scolaire Pas du Loup Ecole élémentaire Victor Schoelcher (Croix d'Argent)	Célia SERRANO
Groupe scolaire Pas du Loup Ecole maternelle Lily Boulanger (Croix d'Argent)	Nicole MARIN-KHOURY
Groupe scolaire Pascal-Bernhardt Ecole élémentaire Blaise Pascal (Port Marianne)	Emilie CABELLO
Groupe scolaire Pascal-Bernhardt Ecole maternelle Sarah Bernhardt (Port Marianne)	Emilie CABELLO
Groupe scolaire Petit Bard Ecole élémentaire Louis Armstrong (Cévennes)	Sophiane MANSOURIA
Groupe scolaire Petit Bard Ecole maternelle Geneviève Bon (Cévennes)	Sophiane MANSOURIA
Groupe scolaire Près d'Arènes Ecole élémentaire Denis Diderot (Près d'Arènes)	Nicole MARIN-KHOURY
Groupe scolaire Près d'Arènes Ecole maternelle Jean Cocteau (Près d'Arènes)	Yves BARRAL
Groupe scolaire Ecole maternelle Jacques Prévert (Mosson)	Michel ASLANIAN
Groupe scolaire Ecole maternelle Pablo Picasso (Mosson)	Michel ASLANIAN
Groupe scolaire Renaud-Balard Ecole élémentaire Antoine Balard (Mosson Paillade)	Mustapha LAOUKIRI
Groupe scolaire Renaud-Balard Ecole maternelle Madeleine Renaud (Mosson Paillade)	Mustapha LAOUKIRI
Groupe scolaire Rousseau-Condorcet Ecole élémentaire Condorcet (Centre Ecusson)	Agnès ROBIN
Groupe scolaire Rousseau-Condorcet Ecole maternelle Jean-Jacques Rousseau (Centre Ecusson)	Tasnime AKBARALY
Groupe scolaire Roux-Bazille Ecole élémentaire Frédéric Bazille (Centre)	Bruno PATERNOT
Groupe scolaire Roux-Bazille Ecole maternelle Docteur Roux Centre	Agnès ROBIN

Groupe scolaire Savary-Boucher Ecole élémentaire Alain Savary (Croix d'Argent)	Célia SERRANO
Groupe scolaire Savary-Boucher Ecole maternelle Hélène Boucher (Croix d'Argent)	Eddine ARIZTEGUI
Groupe scolaire Sévigné-France Ecole élémentaire Madame de Sévigné (Croix d'Argent)	Agnès ROBIN
Groupe scolaire Sévigné-France Ecole maternelle Anatole France (Croix d'Argent)	Séverine SAINT-MARTIN
Groupe scolaire Verne-La Fontaine Ecole élémentaire Jules Verne (Centre)	Clara GIMENEZ
Groupe scolaire Verne-La Fontaine Ecole maternelle La Fontaine (Centre)	Clara GIMENEZ
Groupe scolaire Vert Bois Ecole élémentaire Jules Ferry (Hôpitaux Facultés)	Maryse FAYE
Groupe scolaire Vert Bois Ecole maternelle Térésa (Hôpitaux Facultés)	Maryse FAYE
Groupe scolaire Villeneuve d'Angoulême Ecole élémentaire Pierre de Ronsard (Croix d'Argent)	Yves BARRAL
Groupe scolaire Villeneuve d'Angoulême Ecole maternelle Aliénor d'Aquitaine (Croix d'Argent)	Yves BARRAL
Groupe scolaire Voltaire Pagnol Ecole élémentaire Voltaire (Croix d'Argent)	Michel ASLANIAN
Groupe scolaire Voltaire Pagnol Ecole maternelle Marcel Pagnol (Croix d'Argent)	Nicole MARIN-KHOURY

COLLÈGES	REPRÉSENTATIONS <i>Titulaire</i> <i>Suppléant</i>
Collège Arthur Rimbaud (Cévennes)	Coralie MANTION Georges ARDISSON
Collège Camille Claudel (Centre)	Véronique BRUNET Mickaël DIORE
Collège Clémence Royer (Centre)	Françoise BOUTET-WAISS Eddine ARIZTEGUI
Collège Clemenceau (Centre)	Bruno PATERNOT Elodie BRUN-MANDON
Collège Croix d'Argent	Nicole MARIN-KHOURY Marie MASSART
Collège Fontcarrade (Centre)	Sébastien COTE Michel CALVO
Collège François Rabelais (Mosson)	Jean-Dominique DELAVEAU Fatma NAKIB

Collège Gérard Philipe (Prés d'Arènes)	Julie FRECHE Fatma NAKIB
Collège Jeu de Mail (Hôpitaux Facultés)	Mylvia HOUGUET Clara GIMENEZ
Collège Joffre (Centre)	Agnès SAURAT Stéphane JOUAULT
Collège Les Aiguerelles (Prés d'Arènes)	Fatma NAKIB Christian ASSAF
Collège Les Escholiers de la Mosson (Mosson)	Mustapha LAOUKIRI Catherine RIBOT
Collège Les Garrigues (Mosson)	Catherine RIBOT Mustapha LAOUKIRI
Collège Marcel Pagnol (Croix d'Argent)	François VASQUEZ Georges ARDISSON
Collège Simone Veil (Cévennes)	Sophiane MANSOURIA Caroline DUFOIX

LYCÉES	REPRÉSENTATIONS <i>Titulaire</i> <i>Suppléant</i>
BTP CFA de l'Hérault (Mosson)	Elodie BRUN-MANDON Jean-Dominique DELAVEAU
Cité Scolaire Françoise Combes (Centre)	Stéphane JOUAULT
Etablissement Régional d'Enseignement Adapté Jean-Jacques Rousseau - EREA - (Cévennes)	Hervé MARTIN Georges ARDISSON
Lycée Agricole Frédéric Bazille - Agropolis (Hôpitaux-Facultés)	Eddine ARIZTEGUI Mylvia HOUGUET
Lycée Georges Clemenceau (Centre)	Christophe BOURDIN Charles SULTAN
Lycée Jules Guesde (Cévennes)	Séverine SAINT-MARTIN Yvan NOSBE
Lycée Joffre (Centre)	Boris BELLANGER Eddine ARIZTEGUI
Lycée Jean Mermoz (Centre)	Françoise BOUTEL-WAISS Laurent NISON
Lycée général et technologique Jean Monnet (Mosson)	Célia SERRANO Georges ARDISSON
Lycée hôtelier Georges Frêche (Port Marianne)	Charles SULTAN Stéphane JOUAULT
Lycée des Métiers de l'éco-construction et du bâtiment Léonard de Vinci (Mosson)	Yvan NOSBE Nadia AKIL
Lycée professionnel Jules Ferry (Cévennes)	Jean-Dominique DELAVEAU Séverine SAINT-MARTIN
Lycée des Métiers Pierre Mendès-France (Port Marianne)	Françoise BOUTET-WAISS Charles SULTAN

ETABLISSEMENTS PRIVÉS	REPRÉSENTATIONS
Ecole privée Beit Yossef (Port Marianne)	Emilie CABELLO
Calandretas	Boris BELLANGER
Ecole Gitane (Centre)	Caroline DUFOIX
Les Anges Gardiens (Cévennes)	Hind EMAD
Les Jonquilles (Cévennes)	Michel ASLANIAN
Notre Dame de Bonne Nouvelle (Centre)	Jean-Dominique DELAVEAU
Saint-François d'Assise (Centre)	Michel CALVO
Saint-François-Régis (Centre)	Agnès ROBIN
Saint Jean-Baptiste de la Salle (Centre)	Laurent NISON
Institut Saint-Joseph (Croix d'Argent)	Christophe BOURDIN
Sainte Emilie (Croix d'Argent)	Charles SULTAN
Sainte-Famille - Saint-Charles (Centre)	Françoise BOUTET-WAISS
Sainte Geneviève (Cévennes)	Elodie BRUN-MANDON
Sainte Jeanne d'Arc (Port Marianne)	Célia SERRANO
Sainte Odile (Hôpitaux Facultés)	Maryse FAYE
Sainte-Thérèse (Centre)	Elodie BRUN-MANDON

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- de désigner les nouveaux représentants de la Ville de Montpellier au sein des différentes instances de ces structures et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- de porter leur candidature et de les autoriser à accepter toutes fonctions qui pourraient leur être confiées dans ce cadre ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michael DELAFON



Publiée le : - 9 DEC. 2020

Accusé de réception -- Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Philippe SAUREL.

**Organismes extérieurs - Société Publique Locale (SA3M) - Rapport spécial 2019
sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique -
Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Par délibération du Conseil municipal en date du 30 juillet 2020, la Ville de Montpellier a désigné Monsieur Christophe BOURDIN pour la représenter au sein du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de SA3M.

Conformément aux dispositions de l'article L. 1524-3 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux sociétés d'économie mixte locales, la société SA3M a remis son rapport spécial 2019 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique qui lui ont été confiées.

La SA3M exerce des prérogatives de puissance publique lors des acquisitions foncières nécessaires à la réalisation d'opérations d'aménagement qui ont été déclarées d'utilité publique. Les éléments principaux de ce rapport sont rappelés ci-après.

En 2019, les opérations d'aménagement ci-dessous ont été confiées à la SA3M et concernées par ces prérogatives :

Sur la ZAC Port Marianne – République :

- quatre parcelles de terrains ont fait l'objet d'une expropriation pour une surface de 38 170 m² par voie judiciaire ;
- un tènement foncier avec bâti en ruine et 2 cuves semi-enterrées, ainsi qu'une parcelle ont fait l'objet d'une acquisition amiable sous DUP pour 40 200 m².

Il s'agit d'une surface totale de 78 170 m².

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le rapport spécial 2019 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique de la SPL SA3M ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 3 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **- 9 DEC. 2020**

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : **- 9 DEC. 2020**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Annexe_Rapport Spécial_SA3M

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Tasime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Philippe SAUREL.

**Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale - Société
d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Rapport Spécial 2019 sur
les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Par délibération du Conseil en date du 30 juillet 2020, la Ville de Montpellier a désigné Monsieur Michaël DELAFOSSE pour la représenter au sein de la présidence du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM).

Conformément aux dispositions de l'article L. 1524-3 du Code général des collectivités territoriales relatives aux Sociétés d'Économie Mixte Locales, la SERM a remis son rapport spécial 2019 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique qui lui ont été confiées.

La SERM exerce des prérogatives de puissance publique lors des acquisitions foncières nécessaires à la réalisation d'opérations d'aménagement qui ont été déclarées d'utilité publique. En 2019, aucune opération confiée à la SERM par la Ville de Montpellier n'est concernée par ces prérogatives de puissance publique, ce qui conduit à l'absence de contenu pour le rapport de l'année 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le rapport spécial 2019 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique de la SERM ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 3 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michael DELAFOSSE



Publiée le : - 9 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Cécilia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Philippe SAUREL.

**Vœu de soutien aux populations arméniennes de la région du Haut-Karabakh
(Artsakh)**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Le Haut-Karabakh (Artsakh) est un territoire, malgré sa population restreinte, historiquement âprement disputé. La population arménienne de cette région enclavée, réclame depuis des décennies, au nom du principe reconnu et codifié par le droit international du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », son indépendance.

Le conflit dans cette région, gelé depuis 1994, s'est à nouveau embrasé en juillet dernier, avant des affrontements violents en septembre. L'entrée en guerre de l'Azerbaïdjan contre le Haut-Karabakh (Artsakh) et l'Arménie, le 27 septembre au matin, a en effet débouché sur plusieurs semaines de conflit armé, durant lesquelles les villes et populations de la région ont été prises pour cible.

Malgré ses efforts, la stratégie diplomatique française de neutralité a été mise en échec par les faits. Le bombardement de civils, la volonté manifeste de faire disparaître une population d'un territoire, l'attaque de l'Arménie au-delà du Haut-Karabakh (Artsakh) dans ses frontières internationalement reconnues, l'influence belliqueuse de la Turquie voisine et les risques d'extension du conflit dans une région instable infligent autant de démentis à la voie d'une résolution pacifique recherchée par le Groupe de Minsk, mis en place par l'OSCE et que la France copréside aux côtés de la Russie et des Etats-Unis.

Ce démenti trouve une conclusion cinglante dans l'accord conclu le 10 novembre sous l'égide de la Russie, prévoyant la cession et l'intégration d'une grande partie du Haut-Karabakh à l'Azerbaïdjan et entraînant l'exode d'Arméniens d'un territoire qu'ils ont toujours habité.

La neutralité n'aura pas empêché et aura même permis une violence et des souffrances inacceptables.

Afin que les collectivités françaises puissent témoigner par leur coopération le soutien désormais indispensable à ces populations, conformément aux dispositions de l'article L.1115-1 du code général des collectivités territoriales, il convient que le Gouvernement lève l'interdiction qui leur en est faite, et s'engage pour la reconnaissance de la République d'Artsakh.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal par le présent vœu :

- d'exprimer l'amitié et le soutien de la Ville de Montpellier aux populations arméniennes d'Artsakh endeuillées et contraintes de partir ;
- de demander au gouvernement français un effort diplomatique et humanitaire à la hauteur des enjeux, afin que les souffrances de l'exode ne viennent pas s'ajouter à celle de l'agression militaire ;
- de solliciter du gouvernement français la reconnaissance de la République d'Artsakh, et d'autoriser Monsieur le Maire à adresser au Ministre de l'Europe et des Affaires Etrangères un courrier en ce sens ;
- de demander au gouvernement français de lever l'interdiction ainsi faite aux collectivités territoriales d'entretenir des relations avec l'Artsakh et autoriser ainsi ces dernières à coopérer, notamment dans le cadre de l'aide humanitaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAPOSSE



Publiée le : - 9 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

Procès-Verbal du Conseil municipal du 5 octobre 2020 - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Il s'agit d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 5 octobre 2020 annexé à la délibération.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELA ROSA



Publiée le : - 9 DEC. 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Procès-Verbal _du_05.10.20.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

RAYONNEMENT ET ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE

**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Patrimoine municipal et
sobriété énergétique**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

**Epidémie de Covid-19 - Exonérations de loyers perçus par la Ville de Montpellier
afin de limiter les conséquences économiques et financières de la crise sanitaire -
Approbation**

Madame Agnès SAURAT, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier comme tous les territoires est confrontée à une crise sanitaire et économique sans précédent depuis le mois de mars 2020 avec des conséquences importantes pour son tissu économique. Les mesures de confinement nécessaires à l'endiguement de la seconde vague de l'épidémie de Covid-19 ont très durement touché les acteurs économiques du territoire, en ralentissant fortement et durablement leur activité.

La Ville de Montpellier souhaite soutenir et accompagner les occupants de ses bâtiments à vocation économique. Déployant toutes les ressources à sa disposition pour accompagner l'ensemble de ces acteurs dans cette période éprouvante, la ville de Montpellier propose de mettre en place une exonération des loyers du mois de novembre 2020 (hors taxe et hors charges) de certains partenaires.

Cette aide sera plafonnée à un montant maximum de 5 000 € TTC/mois

Ne sont pas concernés par ce dispositif d'aide à l'immobilier les titulaires d'un titre d'occupation conféré par un contrat de la commande publique, les concessionnaires et délégataires de service public de la ville de Montpellier, les sociétés sportives au sens des articles R122-1 et suivants du Code du Sport, ainsi que les occupants du domaine public immatériel de la ville, les loyers aux parkings, les associations loi 1901 ainsi que les autorisations consenties à des fins de publicité (enseignes et pré-enseignes comprises).

Dans le cas où la redevance d'occupation est scindée en une part fixe et une part variable, seule la part fixe est prise en charge au titre de la présente aide.

Sont concernés, les locataires de la ville répondant aux critères suivants :

- Être à jour du paiement des appels de loyers ou titres de recettes émis avant le 1^{er} juin 2020 relatifs aux loyers ou redevances dus à la ville de Montpellier au titre de l'autorisation d'exercer une activité économique au sein des locaux et/ou espaces. Cette condition s'apprécie à la date de publication de la présente délibération.

- Être à jour de leurs obligations sociales et fiscales au sens de l'article R1511-4-2 du Code général des collectivités territoriales, et ne pas être sous le coup d'une des procédures prévues par les articles L.611-1 et suivants du Code de commerce relatifs aux entreprises en difficulté, à la date d'ouverture de l'état d'urgence sanitaire,

- Ne pas dépasser un des trois seuils définissant la catégorie des P.M.E. au sens de la recommandation de la Commission du 6 mai 2003 et du décret n° 2008-1354, susvisés. Ces seuils sont calculés sur la base des chiffres et effectifs de l'entreprise occupante auxquels viennent s'ajouter les chiffres et effectifs de toutes les personnes physiques et morales détenues par elle ou dont elle dépend, de façon directe ou indirecte, ce qui comprend notamment le cas des succursales et holdings.

- Ne pas avoir perçu plus de 800 000 euros d'aides sous forme de subventions directes, d'avances remboursables ou d'avantages fiscaux sur les trois derniers exercices.

L'attribution des aides prévues fera l'objet d'avenant aux conventions entre chaque occupant et la ville Montpellier. La signature de ces avenants est autorisée par la présente délibération.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative jugée utile afin de vérifier que les conditions d'octroi de la subvention sont remplies.

Les bénéficiaires pouvant répondre aux critères d'exonérations pour cette seconde vague sont identifiés dans l'**annexe 1** de la présente délibération.

Par ailleurs, il est nécessaire de valider l'exonération des partenaires affectés lors de la période de confinement s'étalant du 17 mars au 10 mai 2020, sur la base des mêmes critères précités, sans plafonnement de 5000 € TTC/mensuel, et pour une durée d'un trimestre.

Les bénéficiaires pouvant répondre aux critères d'exonérations de la première vague sont identifiés dans l'**annexe 2** de la présente délibération.

Enfin, la SARL SEPM Rockstore, titulaire d'un bail commercial avec la Ville de Montpellier, n'a pas pu reprendre son activité depuis le début du confinement, à l'inverse des locataires précédemment cités. Son loyer mensuel est de l'ordre de 3 639 €. Il est ainsi proposé pour cette société de l'exonérer de loyer à compter du 17 mars, et jusqu'à l'autorisation de réouverture de son établissement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les conditions d'exonération de loyers des occupants de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser la signature d'avenants aux baux figurant dans le tableau en annexe 1, pour permettre l'exonération de loyers pendant la seconde vague de l'épidémie ;
- d'autoriser la signature d'avenants aux baux figurant dans le tableau en annexe 2, pour permettre la régularisation des exonérations de loyers pendant la première période de confinement ;
- d'autoriser la signature d'un avenant avec la SARL SEPM Rockstore prévoyant une exonération à compter du 17 mars et jusqu'à l'autorisation de réouverture de son établissement ;
- d'autoriser la Ville de Montpellier à demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative jugée utile afin de vérifier que les conditions d'octroi de la subvention sont remplies ;
- d'imputer la dépense correspondante sur le budget 2020 de la Ville de Montpellier, tous chapitres ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAROSSE

Publiée le : - 9 DEC. 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant n1 bail civil Mad Films 2020.pdf
- Avenant n°1 bail commercial Cycles SH 2020.doc
- Avenant n°1 bail emphytéotique SCI Medit Castellane 2020.doc
- Avenant n°1 Conv Occ domaine Public La Diligence 2020.doc
- Avenant n°2 bail commercial Rockstore 2020.doc
- Avenant n1 Conv de location Carrosserie St Michel 2020.doc
- Avenant n1 Conv de Location IGS 2020.doc
- DCM Exonérations loyers COVID 2020 - Annexe 1 pdf
- DCM Exonérations loyers COVID 2020 - Annexe 2.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Culture et culture
scientifique**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

**Epidémie de Covid-19 - Opération de soutien aux salles de spectacle 2020 -
Approbation**

Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire, rapporte :

Les structures culturelles du territoire sont durement touchées par la crise sanitaire. La Ville souhaite leur apporter tout le soutien possible, dans le respect de ses domaines de compétences.

Il est ainsi envisagé d'accompagner les différentes salles de spectacle par des opérations de communication, afin de promouvoir leur activité et d'inciter un public parfois inquiet à fréquenter à nouveau les lieux de culture.

Les aides aux loyers seront maintenues, notamment à chaque fois que les structures sont hébergées dans des locaux propriétés de la Ville, de la Métropole, de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) ou du bailleur social ACM.

Des places de spectacle ou de cinéma seront préachetées afin d'être distribuées, par exemple, aux scolaires ou aux seniors dès que l'activité pourra reprendre dans les différents lieux. Le montant global de ces achats de places sera de 50 000 €.

Enfin, il est proposé de subventionner les projets de résidences d'artistes portés par plusieurs associations, pour un montant global de 70 000 € :

Structure	Nature	Montant en €
Hydroxyde	Projet	30 000
Head Records	Projet	20 000
Jam jazz action	Projet	20 000

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le programme de soutien aux salles de spectacle pour l'année 2020 ;
- d'autoriser l'attribution de subventions aux structures précitées, pour un montant global de 70 000 € ;
- d'approuver les termes des conventions d'attribution de subvention ;
- de dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2020 de la Ville, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michael DELAFOSSE



[Signature]

Publiée le : - 9 DEC. 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Modèle convention d'attribution

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Commerces de proximité,
artisanat et tourisme**

Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

**Montpellier Grand Cœur - Aide à la requalification des devantures des locaux
d'activités - Attribution de subventions - Approbation**

Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, Adjoint au Maire, rapporte :

Selon l'article L. 2121-29 du Code général des collectivités territoriales, la Ville de Montpellier attribue des subventions pour inciter les entreprises (commerce, artisanat ou autre) à requalifier la devanture de leurs locaux d'activités du cœur marchand. Les restaurations, réalisées dans le respect et la valorisation du patrimoine dans lequel elles s'insèrent, participent au renforcement de l'attractivité économique de Montpellier.

Pour rappel, ce dispositif initialement instauré par délibération en date du 29 mai 2012 (n°2012/284) a été modifié et conforté à l'issue des délibérations du 17 juin 2013 (n°2013/237), du 07 mai 2015 (n°2015/151), du 20 juillet 2017 (n°V2017/207) et du 12 juin 2019 (n°V2019-212).

De plus, face à un contexte économique difficile avec des activités commerciales interrompues pour cause de pandémie, la Ville de Montpellier a décidé de maintenir l'aide financière afin de conforter la dynamique de rénovation des devantures des locaux d'activité. Ainsi, par délibération en date du 30 juillet 2020 (n°V2020-052), la Ville a maintenu l'aide au taux de subvention de 50 % du montant hors taxe des travaux et des honoraires de maîtrise d'œuvre (dans la limite des plafonds en vigueur), auxquels s'ajoute une éventuelle prime spécifique pour les travaux d'intérêt architectural (TIA) et/ou pour les travaux d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite (PMR).

Il convient de rappeler que le règlement permet l'attribution d'un acompte de 50 % de la subvention en cas de phasage des travaux ; le solde étant versé à la fin des travaux après vérification de leur conformité avec les autorisations délivrées.

Ainsi, il est proposé d'attribuer les subventions suivantes :

Enseigne « LES BOCKALE », restauration rapide
Gérant : M. Anthony CROS (SAS Major League Beer)
2 rue de la République

Subvention travaux = 6 000 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 1 000 €

Montant à verser : 7 000,00 €

Enseigne « INFUSE », vente et fabrication parapharmaceutique
Gérante : Mme Nathalie FOURNOL
2 rue Montpelliéret

Subvention travaux = 6.000 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 1.000 €

Montant à verser : 7 000,00 €

Enseigne « ATELIER D'AMAYA », bijouterie
Gérante : Mme Amaya DE GOROSTARZU
20 rue de la Loge

Prime complémentaire

Prime pour travaux d'intérêts architecturaux = 1 000 €

Solde à verser : 1 000,00 €

Enseigne « PASTA COMEDIE », restauration rapide
Gérant : M. Djamel MAZOUZI
8 rue Boussairolles

Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés

Subvention travaux = 2 620,10 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 500 €

Montant à verser : 1 560,05 €

Enseigne « Agence du COURREAU », agence immobilière
Gérant : M. Marc BEZOUÏ
51 rue du Faubourg du Courreau

Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés

Subvention travaux = 5 000 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 624 €

Montant à verser : 2 812,00 €

Enseigne « FLASH IMMOBILIER », agence immobilière
Gérant : M. Lucien GUY
23 boulevard du Jeu de Paume

Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés

Subvention travaux = 3 859,01 €

Montant à verser : 1 929,50 €

Enseigne « L'ARTESAN », atelier de réparation / vente musique
Gérant : M. Maxime GRANGE
31 rue du Grand Saint Jean

Solde pour travaux totalement réalisés

Subvention travaux = 3 635 €

Solde à verser : 1 817,50 €

Enseigne « BORIS DESIGN », coiffeur
Gérants : M. Boris DEDE SAMBO ou Mme BEJAOU
14 rue Henri René

Solde pour travaux totalement réalisés

Subvention travaux = 2 447,35 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 300 €

Solde à verser : 1 443,67 €

Enseigne « Ô TACOS », restauration rapide
Gérant : M. Nicolas LEFORTIER (SARL JPN GARE)
29 rue Maguelone

Solde pour travaux totalement réalisés

Subvention travaux = 6 000 €

Solde à verser : 3 000,00 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement de ces subventions pour un montant total de 27.562,72 € correspondant à la requalification des devantures des locaux commerciaux listés ci-dessus ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de la Ville, CRB : V87000, chapitre 905 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : - 9 DEC. 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Illustration des 9 devantures

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Commerces de proximité,
artisanat et tourisme**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

**Ouverture des établissements de commerce de détail le dimanche - Liste des
dimanches de l'année 2021 - Avis du Conseil municipal**

Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, Adjoint au Maire, rapporte :

La loi Macron (loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques) introduit la possibilité pour le Maire d'autoriser jusqu'à 12 ouvertures dominicales des commerces de détail par année civile.

Lorsque le nombre de ces dimanches excède cinq, la décision du Maire est prise après avis du Conseil Municipal et avis conforme du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole. La liste des dimanches doit être arrêtée par le Maire avant le 31 décembre, pour l'année suivante.

A la demande des commerces de détail présents sur le territoire de la Ville de Montpellier, après consultation des organisations socio-professionnelles, des organisations syndicales, les projets d'ouvertures dominicales sont les suivants :

- Pour les secteurs d'activités suivants : Commerce de détail spécialisé de l'équipement du foyer, Electroménager-TV-HIFI ; Commerce de détail spécialisé de l'équipement de la personne, la culture et les loisirs ; Commerce de détail alimentaire spécialisé : ouvertures dominicales pour 9 dates soit les 10 janvier, 17 janvier, 27 juin, 4 juillet, 28 novembre, 5 décembre, 12 décembre, 19 décembre et 26 décembre 2021 ;

- Pour le secteur de l'automobile, ouvertures dominicales pour l'année 2021, aux 5 dates suivantes : 17 janvier, 14 mars, 13 juin, 19 septembre et 17 octobre 2021.

Le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole s'est prononcé sur ces dates lors de sa séance du 23 novembre 2020.

En vertu des dispositions de l'article L.3132-6 du Code du Travail, seuls les salariés volontaires ayant donné leur accord par écrit à leur employeur peuvent travailler le dimanche et disposent de contreparties au travail dominical à la fois en terme de rémunération et de repos compensateur.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les dates des 9 dimanches au cours desquels les commerces seront autorisés à ouvrir en 2021 ;
- d'approuver les dates des 5 dimanches au cours desquels les commerces du secteur de l'automobile seront autorisés à ouvrir en 2021 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 45 voix

Contre : 20 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : - 9 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Commerces de proximité,
artisanat et tourisme**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

**Cœur de Ville en Lumières 2020 - Partenariat avec les écoles professionnelles
ESMA, ArtFx, ACFA-Multimédia, e-artsup, Objectif 3D, Studio M et Brassart -
Approbation**

Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans le cadre de l'évènement « Cœur de Ville en Lumières » 2020, la Ville de Montpellier organise des spectacles de vidéo mappings.

La délibération n°V2020-056 du 30 juillet 2020 indiquait une diffusion les 25, 26, 27 et 28 novembre 2020. Cependant, et compte tenu d'un contexte de crise sanitaire mondiale dû à la Covid-19, ces vidéo mappings seront diffusées les 24, 25, 26 et 27 mars 2021, entre 19h00 et 23h00.

Cette manifestation se déroule autour de six sites : la Préfecture, l'Opéra comédie, le Conservatoire de musique, le Château d'eau du Peyrou, l'Hôtel Saint Côme et le Musée Fabre.

Il est aussi proposé de présenter au public le savoir-faire et les talents issus des différentes écoles de la filière des industries culturelles et créatives de Montpellier, au travers de projections de quelques minutes sur six sites supplémentaires : la place Notre Dame des Tables, le Porche de la Cathédrale Saint Pierre, la Cour et le Théâtre de l'Agora, l'Eglise Saint Roch et l'Arc de Triomphe.

Les écoles ESMA, ArtFx, ACFA-Multimédia, e-artsup, Objectif 3D, Brassart et Studio M seront les partenaires privilégiés de cette action, dans le cadre du développement des industries culturelles et créatives à l'échelle du territoire.

Dans le cadre de ce partenariat, la Ville de Montpellier mettra à disposition les moyens matériels et logistiques, et s'engagera à apporter un accompagnement professionnel sous la forme d'une supervision du projet artistique. Les écoles précitées devront fournir gratuitement une œuvre artistique sous forme de vidéo mappings 2D – 3D et/ou effets spéciaux, jeux vidéo, motion design ou cinéma d'animation selon un scénario original.

Il faut noter que les projections sur les sites majeurs de l'Arc de Triomphe et de l'Eglise Saint Roch seront confiées à des écoles. Des conventions spécifiques seront donc prévues dans ce sens. L'école Studio M produira également de manière autonome une sculpture lumineuse et sonore installée à titre gracieux sur la Place Notre Dame des Tables.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de valider les termes de la convention avec les écoles ESMA, ArtFx, ACFA-Multimédia, e-artsup, Objectif 3D, Brassart et Studio M ;
- de valider les termes de la convention avec l'école Objectif 3D et Artfx spécifique à l'Arc de Triomphe et l'Eglise Saint Roch ;
- d'autoriser l'école Studio M à installer sa structure lumineuse et sonore sur la Place Notre Dame des Tables ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAUNAY



Publiée le : - 9 DEC. 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CONVENTION DE PARTENARIAT - Spéciale Arc de Triomphe - CVL 2020.pdf
- CONVENTION DE PARTENARIAT - Spéciale Eglise St Roch - CVL 2020.pdf
- CONVENTION DE PARTENARIAT avec l'ensemble des ECOLES prof - CVL 2020.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Egalité et droits des femmes

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Mamu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

**Organisation du concours de Pocket film par la Ville de Montpellier à l'occasion
de la Journée internationale des droits des femmes 2021 - Approbation**

Madame Fatma NAKIB, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier organisera la troisième édition du concours de Pocket film en mars 2021, à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes.

Ce concours invite les 16-25 ans résidant ou étant scolarisés sur Montpellier, ainsi que les associations montpelliéraines, à tourner, seul-e ou en équipe, un film court (3 minutes maximum) afin d'imaginer et de mettre en scène des propositions qui feront avancer l'égalité de droits entre les femmes et les hommes. La participation était entièrement libre et gratuite.

Sous l'autorité de Monsieur le Maire, un jury détermine la/le/les gagnant-e-s pour chaque catégorie (catégorie 1 : 16-25 ans ; catégorie 2 : Associations), selon les critères d'évaluation suivants :

- respect du thème ;
- originalité du message ;
- qualité esthétique et technique (son et image) ;
- respect de la durée ;
- appréciation générale des membres du jury.

Lors de la cérémonie de remise des prix organisée le 6 mars 2021, les prix suivants seront attribués aux lauréats :

Catégorie 16-25 ans : 1er prix : 1 500 € ;

Catégorie associations : 1er prix : 1 500 €.

La liste des lauréats est publiée sur le site de la Ville de Montpellier, après la cérémonie de remise des prix.

Les Pocket films lauréats sont diffusés sur le site de la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'organisation et le règlement 2021 du concours de Pocket film ;
- d'autoriser l'attribution de la somme de 1500 euros aux lauréats de chaque catégorie, pour un montant total de 3 000 euros ;
- de dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 934 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : - 9 DEC. 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Règlement concours.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Bien-être animal

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

**Convention entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et
la société Ecosystem-prod pour l'accueil du premier grand cirque sans animaux
en France "L'Ecocirque André-Joseph BOUGLIONE" - Autorisation de
signature**

Monsieur Eddine ARIZTEGUI, Adjoint au Maire, rapporte :

Ville amie des animaux, Montpellier est fortement engagée dans la lutte pour la protection des animaux. C'est en ce sens que le Conseil municipal du 5 octobre 2020 a voté à l'unanimité un vœu dénonçant la présence de tous les types d'animaux dans les cirques et incitant les autres villes de la Métropole à faire de même.

La mise en scène de spectacles d'animaux obtenus grâce à des séances de dressages drastiques dans des conditions reconnues incompatibles avec les impératifs biologiques des espèces est contraire aux valeurs du bien-être animal.

Le bien-être des animaux détenus et utilisés par les établissements de présentation au public ne peut en effet être respecté en raison des multiples déplacements, de la limitation et de l'inadéquation de l'espace disponible, ainsi que de la contrainte exercée pour réaliser des mouvements et des prestations inadéquates.

Dans la continuité de ses engagements, la Ville de Montpellier souhaite accueillir pour la première fois en France le village écocirque André Joseph Bouglione, cirque 100% humain certifié sans animaux, afin de défendre et promouvoir le bien-être animal.

L'Ecocirque Bouglione est le premier cirque traditionnel ne proposant aucun spectacle avec des animaux. Le village Ecocirque est un nouveau concept incluant un village itinérant et un cirque éthique. Il est le premier cirque engagé dans le développement du cirque traditionnel nouvelle génération, un cirque éco-responsable sans animaux, 100% humain et tout public.

L'Ecocirque proposera, en plus des numéros populaires dans la tradition du cirque à l'ancienne, avec des artistes, des musiciens, des funambules, des trapézistes, des clowns, des jongleurs ou des contorsionnistes, des numéros innovants avec l'utilisation d'animaux réalisés en hologrammes.

Production entièrement privée, l'Ecocirque soutient des actions concrètes menées par d'autres associations de protection animale et de protection de la biodiversité. Ainsi, il s'engage, pour chaque place de spectacle scolaire achetée, à planter un arbre via une entreprise partenaire. Les jeunes spectatrices et spectateurs sont ainsi acteurs de la préservation de la biodiversité.

Grâce à son espace « village », l'Ecocirque propose d'associer et mettre en réseau toutes les initiatives publiques et privées, qu'elles soient portées par des entreprises ou des associations, engagées dans toutes les solutions vertes, bio, écologiques, d'énergies renouvelables, de protection animale et de préservation des espèces et les présenter au public par des conférences, des expositions et des ateliers. Toutes les animations du village seront gratuites et familiales.

La Ville de Montpellier souhaite donc s'engager avec l'Ecocirque André Joseph Bouglione pour affirmer son engagement en faveur du bien-être animal et la préservation des animaux sauvages.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Ecocirque André Joseph Bouglione ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE

The image shows a handwritten signature in black ink, which appears to be 'M. Delafosse', written over a circular official stamp. The stamp contains the text 'MAIRIE de MONTPELLIER' around a central emblem.

Publiée le : - 9 DEC. 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de partenariat avec ECOSYSTEM-PROD .pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Bien-être animal

Présents :

Tasnine AKBARLY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

**Parc de Lunaret - Convention de projet entre la faculté des sciences de
l'Université de Montpellier et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation
de signature**

Monsieur Eddine ARIZTEGUI, Adjoint au Maire, rapporte :

Le parc de Lunaret est un vaste ensemble composé d'un parc zoologique (le zoo de Montpellier) doté notamment d'une serre amazonienne, d'une ferme pédagogique ayant commencé à évoluer en centre de ressources et d'une ancienne réserve naturelle, la réserve du Lez.

Les parcs zoologiques ont été des acteurs de premier rang engagés dans la préservation de la biodiversité notamment au travers de la conservation des espèces menacées, de la recherche scientifique et de la médiation scientifique et culturelle auprès de nombreux publics dont une proportion croissante est fortement déconnectée de la nature car vivant en milieu urbain.

Par ailleurs, le parc de Lunaret possède un potentiel pédagogique extraordinaire et l'ambition est de proposer à l'ensemble des visiteurs du parc une offre innovante, de qualité, basée sur l'approche, la connaissance et la protection de la faune sauvage et plus généralement des écosystèmes dans une logique qui soit au bénéfice des animaux et des humains.

Dans le cadre de son projet de développement, le parc de Lunaret souhaite élargir les partenariats scientifiques notamment avec les centres de recherches et les établissements d'enseignement supérieur implantés sur le territoire.

C'est donc dans ce contexte que le parc de Lunaret souhaite conclure une convention de projet avec la faculté des sciences de l'Université de Montpellier qui aura pour thème la conception de protocoles scientifiques naturalistes applicables par le grand public au sein du parc.

Pour ce faire, le parc de Lunaret accueillera 4 étudiants pour une période de 4 mois (de décembre 2020 à mars 2021) dans le cadre d'une unité d'enseignement du Master 2 ingénierie écologie et gestion de la biodiversité (IEGB) sous la direction de Monsieur Olivier THALER.

A l'issue de leur mission, les étudiants devront établir un rapport écrit qui fera l'objet d'une soutenance orale devant un jury.

Dans le cadre de ce projet, les étudiants ne sont liés par aucun contrat de travail, ne peuvent prétendre à aucun salaire ni gratification et demeurent donc sous le statut d'étudiant.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de projet entre la faculté des sciences de l'Université de Montpellier et la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, M. Max LEVITA, Mme Catherine RIBOT, Mme Agnès ROBIN.

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : - 9 DEC. 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention de projet

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Culture et culture
scientifique**

Présents :

Tasime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

**Attribution de subventions - Compléments de subventions au titre de l'exercice
2020 - Autorisation de signature**

Madame Julie FRÊCHE, Conseillère municipale, rapporte :

Au titre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier encourage et accompagne les structures culturelles associatives portant leurs projets sur le territoire montpellierain.

L'engagement du tissu associatif et des acteurs culturels en faveur de la sensibilisation, de l'accès des publics au patrimoine culturel et à la création artistique est un des piliers de la vitalité culturelle de la ville.

Dans un contexte de crise sanitaire ayant particulièrement touché le secteur culturel, le soutien de la Ville est plus que jamais indispensable au maintien de cette vitalité et de cette dynamique.

Il est donc proposé l'attribution de subventions aux associations figurant dans le tableau ci-après, pour un montant total de 54 500 € au titre de l'exercice 2020 :

Thématique	Code	Nom de la structure	Nature	Montant en euros
Danse	418	Rama	Projet 005467	7 500
	457	Le Moovenement	Fonctionnement	500
	1523	Dansomania	Projet 005459	3 000
	2432	Cie Didier Théron	Projet 005026	2 000
	5020	Stella	Projet 005230	2 000
	6077	Les herbes folles	Projet 005158	1 000
	6238	Concordance	Projet 005317	1 000
	6661	Corps itinérants	Projet 005130	1 000
	7108	Chantiers publics	Fonctionnement	500
	7113	Futur immoral	Fonctionnement	500
Musique	444	Amis de l'orgue des Saints François	Fonctionnement	500
	565	Carré menthe	Projet 005316	1 500
	1274	Un orgue dans la ville	Fonctionnement	700
	1788	Les nuits du chat	Fonctionnement	500
	2057	Ars Musica	Projet 005219	1 000
	5146	Pyare	Projet 005206	800
	5240	Boomerang	Projet 005064	1 500
	5413	Ramblin bastringue	Fonctionnement	1 000
	5847	Mot Son	Fonctionnement	2 000
	6176	Du vent dans les voix	Fonctionnement	500
	6447	Le petit chat noir record	Projet 004965	2 000
	7114	Les filles du mardi	Projet 005086	1 000
	7330	Les chevaux associés	Projet 005027	1 000
Théâtre	532	Athome	Projet 005131	1 500
	3156	Primesautier théâtre	Projet 005204	1 000
	4472	Théâtre la Vista	Projet 005449	1 500
	5016	Les perles de verre	Projet 005334	1 000
	5109	Cie l'Astrolabe	Projet 005029	1 000
	5239	Rhizome	Fonctionnement	800
	5499	Cie la Hurlante	Projet 005018	500
	5542	L'usine à rêves	Fonctionnement	1 000
	5575	Je pars à zart	Projet 005331	800
	5774	Cie Moustache	Fonctionnement	1 000
	6651	Libre cours	Projet 005306	1 000
	6664	La grande horloge	Projet 005065	1 000
	6814	Rhapsodies nomades	Fonctionnement	500
	6818	5 ^{ème} quart	Projet 005214	800
	6831	Le cœur à barbe	Fonctionnement	500
	7218	Braquage sonore	Fonctionnement	1 000
	7277	Cie Joli mai	Projet 005461	1 000
	7331	Les nageurs de nuit	Fonctionnement	500
	7402	Salvage	Projet 005270	800
	7402	Salvage	Projet 005273	800
Arts plastiques	5374	APAAAV	Projet 005267	1 500
	6171	Mad séries	Projet 005296	1 000
	6535	Line up	Projet 004940	1 000

Il est également proposé les compléments de subvention suivants :

Code	Nom de la structure	Montant initial	Nouveau montant
	Montpellier Contemporain	2 760 000 €	3 400 000 €
2291	Compagnie Méli mélodie (projet n° 005199)	800 €	1 800 €
6410	Jazz in clap coop (projet n°005255	1000 €	1 500 €

Il est également proposé l'annulation de la subvention de 500 € attribuée à l'association chorale Cor Canto par délibération n° 2019-546 du 19 décembre 2019, l'association ayant fait part de son souhait de renoncer à cette subvention.

Il convient également de diminuer le montant de la subvention attribuée à l'association Internationale Saint Roch de Montpellier, celle-ci ayant indiqué ne plus souhaiter en bénéficier compte tenu de son activité en baisse en 2020 ; la subvention initiale s'élevait à 7 000 €, il est proposé de la fixer à 4 900 €.

Enfin, il convient de corriger une erreur matérielle apparue dans la délibération n°V2019-546 du 19 décembre 2019 : l'attribution de 5 000 € à l'association Dansomania Compagnie Anne-Marie Porras est mentionnée dans deux rubriques différentes. Le montant des attributions s'élève ainsi à 1 378 300 € et non 1 383 300 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser l'affectation de subventions aux structures définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et conventions de partenariat correspondantes ;
- d'autoriser l'annulation de subvention et la rectification du montant des attributions précédentes ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2020 de la Ville de Montpellier, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Boris BELLANGER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Fatma NAKIB,
M. Bruno PATERNOT, Mme Agnès ROBIN, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : - 9 DEC. 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- modèle convention de fonctionnement
- modèle convention projet
- modèle lettre d'engagement



Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du lundi 30 novembre 2020

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture et culture scientifique

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DJORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

Espace Saint Ravy - Appel à projets d'exposition pour la saison 2021-2022 - Composition du jury de sélection - Approbation

Madame Julie FRÊCHE, Conseillère municipale, rapporte :

L'Espace Saint-Ravy est un lieu municipal dédié aux artistes plasticiens et photographes émergents issus du territoire de la Métropole. Les artistes intéressés répondent à un appel à candidatures annuel, puis sont sélectionnés par un jury composé de professionnels et d'élus municipaux.

Au cours de la saison 2019-2020, terminée le 23 août 2020, il a fallu faire face à la crise sanitaire ; ainsi, l'espace Saint-Ravy a accueilli 11 expositions sur les 14 initialement prévues :

- 9 projets d'artistes ou de collectifs (durée moyenne des expositions : 21 jours) ;
- 1 parcours d'ateliers d'artistes des « Briscarts » durant un week-end en novembre 2019 ;
- 1 exposition hors sélection du jury au printemps 2020, l'exposition « Hommage à Mahmoud Darwich », avec les œuvres d'Ernest Pignon Ernest, un événement en partenariat avec l'Association France Palestine Solidarité (AFPS34) dans le cadre de « Bethléem capitale de la Culture arabe 2020 », ville jumelée à la Ville de Montpellier.

Bilan saison 2019-2020 : Environ 16 000 visiteurs ont été reçus sur la saison annuelle, soit 84 visiteurs par jour en moyenne. L'affluence du public hors périodes de confinement s'est donc bien maintenue par rapport à la saison précédente, avec notamment une belle fréquentation en août 2020 (exposition de Camille Adra).

Les expositions non présentées au printemps 2020 pour cause de confinement ont été reportées :

- L'exposition d'avril de Kate Wyrembelska a été inaugurée en octobre 2020 ;
- Le Parcours d'ateliers d'artistes des Briscarts sur la thématique « Genre » a été reporté à la fin du mois de novembre 2020 ;

- L'exposition des Boutographies à Saint-Ravy est reportée en mai 2021.

Le reconfinement de novembre a obligé à de nouvelles adaptations et reports :

- L'exposition en cours (Kate Wyrembelska, du 24/10 au 15/11/20) a été interrompue, il est proposé de la maintenir en place au déconfinement, donc en décembre si possible : à confirmer selon date de déconfinement ;
- L'édition des Briscarts des 20-21-22 novembre est annulée. La prochaine sera l'édition déjà prévue en avril 2021 ;
- L'exposition de l'association Objectif Image de Montpellier prévue du 28/11 au 20/12/2020 ne pourra pas avoir lieu, les actions de l'association étant actuellement suspendues. Il est proposé de la reporter à la saison suivante en octobre 2021 ;

Saison 2021-2022 :

Afin de programmer la saison d'expositions courant de septembre 2021 à août 2022, et choisir les projets à présenter au public dans ce cadre à l'Espace Saint-Ravy, l'appel à projets annuel devra être diffusé en début d'année prochaine, de début janvier à mi-février 2021.

Il convient de définir les modalités de cet appel à projets. Il s'inspire du dispositif mis en place les années passées.

Programme proposé :

- 14 expositions sur la saison 2021-2022 :
- 10 projets sur sélection par le jury, devant donner lieu à une exposition de trois semaines. Il est proposé d'inclure parmi ces 10 projets l'exposition de l'association Objectif Image Montpellier, à reporter en octobre 2021 (ce projet a été sélectionné par le jury de l'année passée). Il restera donc 9 projets à sélectionner par le jury début 2021.
- 4 projets hors sélection du jury :
 - 2 week-ends d'exposition inclus dans les parcours d'ateliers d'artistes de l'association Les Briscarts ;
 - 1 exposition en mars 2022 à choisir par Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe à la Culture qui peut donner lieu à une collaboration avec un partenaire, tel que le CCAS ou l'Université de Montpellier par exemple ;
 - 1 exposition en septembre 2021 consacrée à un artiste du territoire montpellierain proposé par le MO.CO., (anciennement le choix se portait sur le lauréat du salon « BOOM »).

Le jury devra également choisir 3 projets à mettre en liste d'attente, auxquels il sera possible de recourir en cas de désistement.

Calendrier de l'appel à projets :

- Début janvier 2021 : communication sur l'ouverture de l'appel à projets ;
- 15 janvier 2021 : lancement de l'appel à projets ;
- 15 février 2021 : clôture de l'appel à projets ;
- Fin février 2021 : réunion du jury de sélection en une ou deux sessions ;
- Mi-avril 2021 : communication des résultats par courrier aux artistes après validation de la sélection par Monsieur le Maire.

Composition du jury de sélection :

Les années passées, le jury était présidé par Madame l'Adjointe au Maire déléguée à la Culture, accompagnée de deux élus de son choix et de professionnels du milieu artistique. Pour la sélection à opérer après appel à projets de début 2021, il est proposé de constituer le jury avec les membres suivants :

- Mme Agnès ROBIN, Adjointe au Maire, déléguée à la Culture et à la Culture Scientifique ;
- Un ou deux élus de son choix au sein du Conseil municipal et/ou du Conseil de Métropole ;
- M. Régis PENALVA, collaborateur de cabinet ;
- M. Nicolas BOURRIAUD, directeur général du MO.CO. ;
- M. Michel HILAIRE, directeur du musée Fabre ;
- M. Julien PRADE, chef du service Lieux d'art et d'histoire, coordinateur des lieux d'art et musées ;
- Mme Zélie DUREL, chargée de la coordination de l'Espace Saint-Ravy.

Conditions de candidature :

Comme les années passées l'appel à candidatures sera ouvert aux artistes plasticiens et photographes, seuls ou en collectif, et domiciliés à Montpellier ou sur le territoire de l'une des communes de Montpellier Méditerranée Métropole. La priorité sera donnée aux artistes ayant peu, voire n'ayant jamais exposé.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'organisation de la programmation de la saison 2021-2022 de l'espace Saint Ravy et le lancement de l'appel à projet correspondant en janvier 2021 ;
- d'approuver la composition du jury de sélection ;
- de dire que les crédits correspondants seront inscrits dans le budget 2021, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Boris BELLANGER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Fatma NAKIB, M. Bruno PATERNOT, Mme Agnès ROBIN, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : - 9 DEC. 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- appel à projets 21 22

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Culture et culture
scientifique**

Présents :

Tassime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Claire HART, Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikael SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

**Théâtre Jean Vilar - Convention de co-accueil du spectacle Queen Blood avec
l'association Montpellier Danse - Autorisation de signature**

Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre de la saison 2020-2021 du théâtre Jean Vilar, la Ville propose de co-accueillir, avec l'association Montpellier Danse, la création "Queen Blood" du chorégraphe Ousmane Sy. Deux représentations de ce spectacle seront ainsi données au théâtre Jean Vilar le 12 et 13 janvier 2021.

Le théâtre Jean Vilar sera ainsi chargé de l'accueil du spectacle en ses murs et en assurera la mise en œuvre technique. L'association Montpellier Danse aura à sa charge l'acquisition des droits de représentation du spectacle, les frais artistiques et annexes, et les frais d'accueil.

Dans le cadre de cette convention de co-accueil, il est ainsi proposé que les partenaires se partagent les charges liées à l'organisation de la représentation, soit un montant estimé de 11 589 € pour chacun des partenaires. La totalité des recettes sera attribuée à Montpellier Danse.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de co-accueil du spectacle "Queen Blood" avec l'association Montpellier Danse et son budget prévisionnel ;
- de dire que la dépense correspondante sera inscrite au budget 2021 de la Ville de Montpellier, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, M. Bruno PATERNOT, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : - 9 DEC. 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de co-accueil

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ville sportive

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

**Mise à disposition des installations sportives et locaux associatifs - Conventions
d'occupation du domaine public - Redevances minorées - Approbation -
Autorisation de signature**

Monsieur Sophiane MANSOURIA, Conseiller municipal, rapporte :

La Ville met à disposition d'associations sportives, des équipements et locaux associatifs, afin de leur permettre de gérer des activités sportives spécifiques. En contrepartie de cette mise à disposition, la Ville perçoit une redevance annuelle et dispose de créneaux d'occupation pour ses stages en vacances scolaires ou péri scolaires, qui font l'objet d'une convention établie entre la Ville et l'association concernée.

Dans ce cadre, comme chaque année, il est proposé de délibérer sur des redevances spécifiques telles que présentées ci-après, et ce jusqu'au 31 décembre 2020. Cette délibération spécifique est complémentaire à celle relative aux locaux associatifs sportifs, proposée aussi au vote du Conseil municipal du 19 décembre 2019.

Au vu de l'intérêt communal attaché de chacune de ces structures, il est proposé, en contrepartie de la mise à disposition de ces locaux, une redevance forfaitaire composée d'un loyer minoré à 35 € et une participation aux charges de consommation révisable chaque année.

Ledit loyer minoré constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau ci-dessous, qui fait apparaître le montant de cette aide en nature dont bénéficie l'association. Son montant sera porté au compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association :

Association	Adresse locaux	Valeur Locative	Loyer Minoré	Aide annuelle en nature	Charges 2020	Redevance 2020
ASPTT Montpellier Omnisports	237 Route de Vauguières 34000 Montpellier	9 315 €	35 €	9 290 €	5 020 €	5 055 €
ASPTT Montpellier Tennis Léon Cazal	237 Route de Vauguières 34000 Montpellier	0	0	0	3 880 €	3 880 €
ASPTT Montpellier Tennis Grammont	Avenue Albert-Einstein 34000 Montpellier	3 240 €	35 €	3 205 €	3 770 €	3 805 €
Tennis Club Paillade	Avenue d'Heidelberg 34080 Montpellier	11 200 €	35 €	11 165 €	650 €	685 €
Centre Equestre Montpellier Grammont	Domaine de Grammont 2733, avenue Albert Einstein 34000 Montpellier	15 930 €	35 €	15 895 €	3 290 €	3 325 €
TOTAL		39 685 €	140 €	39 545 €	16 610 €	16 750 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les redevances minorées proposées aux associations listées ci-dessus ;
- de porter au Compte administratif de la Ville le montant de ces aides en nature, pour un montant total de 39 545 € ;
- d'approuver les termes des conventions d'occupation du domaine public de la Ville passées avec les associations listées ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Georges ARDISSON, M. Eddine ARIZTEGUI, M. Hervé MARTIN.

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSÉ



Publiée le : - 9 DEC. 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention 2020 ASPTT Omnisports
- Convention 2020 ASPTT Tennis Cazals
- Convention 2020 ASPTT Tennis Grammont
- Convention 2020 Tennis Club Paillade
- Convention 2020 Centre Equestre Grammont

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ville sportive

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

**Conventions relatives à l'utilisation du domaine public dans le cadre
d'attributions de créneaux annuels pour la saison sportive 2020-2021 -
Approbation**

Monsieur Sophiane MANSOURIA, Conseiller municipal, rapporte :

La Ville de Montpellier contribue au développement du sport amateur et du sport de haut niveau sur le territoire par un partenariat fort avec les associations. C'est aussi en collaboration avec ces associations que la Ville développe sa politique de réussite éducative et d'insertion dans la vie active.

La Ville de Montpellier attribue par an à 275 associations, plus de 90 000 heures de créneaux à titre gratuit, afin qu'elles puissent mener leurs activités et entraînements.

L'offre sportive montpelliéraine est extrêmement riche car diversifiée quant aux publics, aux âges, aux disciplines.

Les critères d'attribution prennent en compte le caractère local, sportif et non lucratif de l'association, l'aspect social des pratiques, la diversification et le développement des disciplines, la participation à des événements locaux, les publics ciblés et le développement du sport comme outil de prévention.

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier met en place une convention pour l'attribution des créneaux annuels qui permet de contractualiser et formaliser un fonctionnement et d'afficher la contrepartie financière réelle que constitue l'attribution de créneaux. Le montant global de la subvention en nature offerte aux associations représente la somme de 4 808 616,48 €.

En effet, ces autorisations d'occupation du domaine public constituent des subventions en nature. Les montants ainsi valorisés (nombres d'heures utilisées x tarif horaire) sont calculés en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 19 décembre 2019 fixant les tarifs pour 2020 applicables au domaine public occupé.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de la convention-type d'occupation du domaine public par des associations ;
- d'approuver l'occupation du domaine public à titre gratuit, eu égard à l'intérêt que représente la pratique sportive des associations dont la liste est annexée à la présente délibération ;
- d'approuver les subventions en nature valorisables aux montants indiqués sur cette même liste soit 4 808 616,48 € ;
- de dire que ces montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 16 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Georges ARDISSON, M. Eddine ARIZTEGUI, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Yves BARRAL, M. Christophe BOURDIN, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Coralie MANTION, Mme Nicole MARIN-KHOURY, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, Mme Agnès ROBIN.

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michael DELAFOSSE



Publiée le : - 9 DEC. 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Tableau valorisation créneaux Couvert 2020 2021
- Tableau valorisation créneaux Plein Air 2020 2021
- CONVENTION TYPE Créneaux Annuels

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Administration générale

Présents :

Tasime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

Stéphanie JANNIN.

**Accueil de manifestations de la Ville de Montpellier au Corum-Palais des
Congrès-Opéra et au Zénith-Sud - Convention de réservation entre la Ville de
Montpellier et Montpellier Events - Autorisation de signature**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Territoire attractif de par sa taille et son positionnement géographique, Montpellier a toujours su fédérer les énergies et les compétences au travers d'une politique d'attractivité et de proximité avec les différents publics. L'édification de grands équipements culturels et événementiels font partie intégrante d'un développement volontaire et audacieux permettant à la collectivité de soutenir la création et l'innovation dans tous les champs possibles et imaginés par les Montpelliérains.

Ainsi, la Ville de Montpellier a initialement conçu le Corum-Palais des Congrès-Opéra et le Zénith-Sud afin de répondre à ses besoins propres que ce soit en termes d'accueil d'événements culturels mais également de grandes manifestations (salons, etc).

Malgré le transfert de ces équipements à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue aujourd'hui Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville peut exprimer le besoin d'accueillir certaines grandes manifestations historiques ou innovantes ou bien désigner un utilisateur en lui permettant une utilisation gracieuse de ces deux équipements d'intérêt métropolitain, situés sur le territoire communal.

Depuis l'origine, Montpellier Events, aujourd'hui délégataire de service public pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, permet à la Ville de Montpellier de bénéficier de journées de réservation forfaitaires afin de sécuriser l'accès aux sites qu'elle a conçus. Montpellier Méditerranée Métropole a exprimé le souhait auprès de son délégataire de voir la Ville de Montpellier continuer à bénéficier des mêmes modalités de fonctionnement qui sont définies par convention de réservation.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de la convention de réservation ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. Christian ASSAF, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Clare HART, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le **- 9 DEC. 2020**

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : **- 9 DEC. 2020**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Conv_de_resa_Ville_2020V21604418552202.doc

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

RESSOURCES

Séance ordinaire du lundi 30 novembre 2020

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

Budget 2020 - Décision Modificative n°1 - Adoption

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice 2020, il convient de procéder à des ajustements de crédits entre les différents chapitres du Budget.

La Décision Modificative du Budget s'équilibre à **-378 303,59 euros en fonctionnement** et à **-16 670 067,19 euros en investissement**.

La Décision Modificative concernant le budget se présente de la façon suivante :

BUDGET FONCTIONNEMENT

FONCTIONNEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total (en euros)
930	Administration Générale	-525 514,56		-525 514,56
931	Sécurité et salubrité publiques	-88 536,93		-88 536,93
932	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	-674 150,00		-674 150,00

933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-1 005 595,00		-1 005 595,00
934	Santé et action sociale	-728 621,08		-728 621,08
935	Aménagement des territoires et habitat	-1 850,00		-1 850,00
936	Action économique	-996 200,00		-996 200,00
938	Transports	-30 000,00		-30 000,00
943	Opérations financières	-473 000,00		-473 000,00
944	Frais de fonctionnement des groupes d'élus	-35 000,00		-35 000,00
946	Transfert entre les sections		461 500,00	461 500,00
953	Virement à la section d'investissement		3 718 663,98	3 718 663,98
Total		-4 558 467,57	4 180 163,98	-378 303,59

FONCTIONNEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total (en euros)
930	Administration Générale	662 658,80		662 658,80
931	Sécurité et salubrité publiques	183 901,75		183 901,75
932	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	-59 813,00		-59 813,00
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-45 714,50		-45 714,50
934	Santé et action sociale	-813 924,00		-813 924,00
935	Aménagement des territoires et habitat	-24 741,00		-24 741,00
936	Action économique	-1 091,36		-1 091,36
938	Transports	-251 154,70		-251 154,70
940	Impositions directes	1 579 497,00		1 579 497,00
941	Autres impôts et taxes	3 132 938,71		3 132 938,71
942	Dotations et participations	-8 361,29		-8 361,29
945	Provisions	-5 440 000,00		-5 440 000,00
946	Transfert entre les sections		707 500,00	707 500,00
Total		-1 085 803,59	707 500,00	-378 303,59

BUDGET INVESTISSEMENT

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total (en euros)
900	Administration Générale	169 000,00		169 000,00
901	Sécurité	-525 130,00		-525 130,00
902	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	-4 532 075,58		-4 532 075,58
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-1 143 272,40		-1 143 272,40
904	Santé et action sociale	-289 186,00		-289 186,00
905	Aménagement des territoires et habitat	-6 563 192,74		-6 563 192,74
906	Action économique	-10 847,47		-10 847,47
907	Environnement	-2 500 000,00		-2 500 000,00
923	Dettes et autres opérations financières	-1 982 863,00		-1 982 863,00
926	Transfert entre les sections		707 500,00	707 500,00
Total		-17 377 567,19	707 500,00	-16 670 067,19

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total (en euros)
901	Sécurité	21 200,00		21 200,00
902	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	281 520,00		281 520,00
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-183 550,00		-183 550,00
904	Santé et action sociale	232 678,78		232 678,78
905	Aménagement des territoires et habitat	-236 976,00		-236 976,00
907	Environnement	-30 789,08		-30 789,08
921	Taxes non affectées	16 477,00		16 477,00
922	Dotations et participations	3 904 365,00		3 904 365,00
923	Dettes et autres opérations financières	-24 855 156,87		-24 855 156,87
926	Transfert entre les sections		461 500,00	461 500,00
951	Virement de la section de fonctionnement		3 718 663,98	3 718 663,98
Total		-20 850 231,17	4 180 163,98	-16 670 067,19

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la Décision Modificative n°1 du budget par chapitre en section de fonctionnement et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M57 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 11 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michael DELAFOSSE

Publiée le : 10 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

Apurement annuel des régies - Exercice 2019 - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Chaque opération menée par les régisseurs de la Ville fait l'objet d'une vérification quotidienne et de vérifications ponctuelles par les services du Comptable public.

Au cours de l'année 2019 et 2020, ces contrôles ont fait apparaître un écart global de 556,50 € concernant 3 régies :

- Régie mixte Maison pour Tous Léo Lagrange ;
- Régie mixte Maison pour Tous Marie Curie ;
- Régie de recettes des Marchés Permanents.

Chaque régisseur doit, lorsqu'un écart apparaît, soit signaler l'erreur matérielle et en expliquer la cause, soit déposer plainte dès lors que le déficit a été causé par un vol. Les trois régisseurs concernés ont suivi la procédure définie ci-dessus.

Un accord de sursis de paiement a été notifié à chaque régisseur, suite à leur demande écrite et conformément à l'instruction codificatrice du 21 avril 2006 qui précise qu' *« à compter de la notification de l'ordre de reversement le régisseur peut, dans un délai de quinze jours, solliciter un sursis de versement auprès de l'ordonnateur »*.

Par la suite, la Ville a été destinataire des demandes de décharge de responsabilité et de remise gracieuse formulées par les régisseurs. La décharge de responsabilité est accordée en cas de circonstances de force majeure, ce qui implique qu'aucune faute ou négligence n'ait été commise par le régisseur.

Or, trois de ces déficits de ces régies ne résultent pas de ces circonstances. Par ailleurs, une remise gracieuse des sommes mises à la charge des régisseurs peut être envisagée, celle-ci visant à prendre en compte les circonstances d'apparition du déficit et la situation personnelle des régisseurs.

Conformément à l'instruction codificatrice sur les régies du 21 avril 2006, le Conseil Municipal est appelé à délibérer sur les demandes des régisseurs. La Direction Départementale des Finances Publiques statuera ensuite sur celles-ci.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- en accord avec la Trésorière Municipale de bien vouloir donner un avis favorable à cette demande de remises totales détaillées ci-dessous :

Régies	Régisseurs	Montant du déficit	Date du constat du déficit par la Trésorerie Municipale	Avis du Trésorier
Marchés Permanents	M. SICCAT	50.00 €	24 Mai 2019	Avis favorable à une remise gracieuse totale
Marchés Permanents	M. SICCAT	100.00 €	24 Septembre 2019	Avis favorable à une remise gracieuse totale

- de dire que les crédits nécessaires seront prélevés sur le budget 2020 au chapitre 936 ;
- En accord avec la Trésorière Municipale de bien vouloir donner un avis favorable à ces propositions de remises partielles détaillées ci-dessous :

Régies	Régisseurs	Montant du déficit	Date du constat du déficit par la Trésorerie Municipale	Avis du Trésorier
Marchés Permanents	M. SICCAT	127.50 €	11 Décembre 2018	Avis favorable à une remise gracieuse partielle assortie d'un laissé à charge de 50 €
Maison pour Tous Léo Lagrange	Mme SCHLESINGER	179.00 €	30 Septembre 2019	Avis favorable à une remise gracieuse partielle assortie d'un laissé à charge de 60 €
Maison pour Tous Marie Curie	Mme COSTE FRAYARD	100.00 €	05 Mars 2020	Avis favorable à une remise gracieuse partielle assortie d'un laissé à charge de 50 €

- de dire que les crédits nécessaires seront prélevés sur le budget 2020 aux chapitres 936 et 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : - 9 DEC. 2020

The image shows a handwritten signature in black ink over a circular official stamp. The stamp contains the text 'MAIRIE DE MONTPELLIER' around a central emblem. The signature is written in a cursive style.

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

**Opération annuelle de reprise et dotation des provisions et dépréciations -
Principes et montant 2020 - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Par délibération n°V2019-532, la Ville de Montpellier a mis en œuvre une politique de provisionnement qui sécurise les comptes de la collectivité et permet de répondre aux exigences de la certification des comptes.

Par cette délibération, il est proposé de confirmer les modalités de mise en œuvre de ces provisions et leur mise en application pour l'exercice 2020.

La provision doit être ajustée annuellement en fonction de l'évolution du risque. Elle donne lieu à une reprise en cas de réalisation du risque ou lorsque ce risque n'est plus susceptible de se réaliser.

Le montant des provisions ainsi que leur évolution sont retracés sur l'état des provisions joint au budget et au compte administratif.

Au 31 décembre 2019, le montant des provisions constituées s'élevait ainsi à 5 415 193,86 euros et se répartissait de la façon suivante :

En euros	Compte de Gestion au 31/12/2018	2019		Compte de Gestion au 31/12/2019
		Reprise	Dotations	
Litiges et contentieux	42 655,00	42 655,00	464 720,00	464 720,00
Restes à recouvrer	300 000,00		992 776,79	1 292 776,79
Liquidation et redressement judiciaire	838 581,17	174 179,66	394 374,56	1 058 776,07
Compte épargne temps	366 537,50		279 197,50	645 735,00
Dépréciation Titres de participation	1 953 186,00			1 953 186,00
Total	3 500 959,67	216 834,66	2 131 068,85	5 415 193,86

Provision pour litiges et contentieux : une provision sera constituée dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la collectivité. Elle sera évaluée au regard du risque encouru.

Provision pour créances irrécouvrables - restes à recouvrer (RAR) : en complément des diligences faites par le Comptable Public pour procéder au recouvrement des titres, il est proposé de provisionner les créances les plus anciennes sur la base des restes à recouvrer proposés par celui-ci.

Provision pour créances irrécouvrables dans le cadre de sociétés en liquidation ou redressement judiciaire : malgré la vigilance exercée par la collectivité et le Comptable Public au moment de l'émission des titres, certaines sociétés sont en cessation de paiement avant d'avoir pu honorer leur dette. Il est ainsi proposé d'établir une provision à hauteur du montant total des titres concernés, sur proposition du Comptable Public.

Provision pour Compte Epargne Temps : il est proposé d'établir une provision pour tous les jours susceptibles d'être monétisés, supérieurs à 15 jours.

Provision pour dépréciation des titres de participation : Il est proposé de constater une dépréciation dès lors que la valeur de marché d'une participation sera inférieure à sa valeur nominale.

Au regard des modalités décrites ci-dessus, il est proposé pour l'exercice 2020, les ajustements suivants :

En euros	Compte de Gestion au 31/12/2019	2020		Compte de Gestion au 31/12/2020
		Reprise	Dotations	
Litiges et contentieux	464 720,00	432 720,00	183 714,00	215 714,00
Restes à recouvrer	1 292 776,79	75 789,21	256 528,89	1 473 516,47
Liquidation et redressement judiciaire	1 058 776,07	62 581,64	42 544,07	1 038 738,50
Compte épargne temps	645 735,00		263 277,00	909 012,00
Dépréciation Titres de participation	1 953 186,00		164 608,00	2 117 794,00
Total	5 415 193,86	571 090,85	910 671,96	5 754 774,97

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'adopter les modalités de calcul et le montant des provisions et dépréciations pour l'exercice 2020 ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de l'exercice 2020, chapitres 926 et 946 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michael DELAFOSSE



Publiée le : - 9 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Tasime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

Stéphanie JANNIN.

**Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et
Montpellier Méditerranée Métropole pour l'achat de Gaz Naturel Comprimé
pour véhicules (GNC) - Autorisation de signature**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans un souci d'économies, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, pour l'achat du gaz naturel comprimé pour véhicules (GNC).

Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur du groupement et à ce titre est notamment chargée de l'ensemble de la procédure de passation, y compris de la signature et de la notification du ou des marchés à intervenir. Chaque membre du groupement s'assurant de l'exécution du marché pour ce qui le concerne.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un marché à procédure adaptée pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande, pour une période initiale d'exécution d'un an à compter du 12 juin 2021.

Cet accord-cadre est décomposé en plusieurs lots (avec des montants estimatifs annuels exprimés en € HT) :

Pour la Ville de Montpellier :	30 000 € HT
Pour Montpellier Méditerranée Métropole :	180 000 € HT

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, convention aux termes de laquelle Montpellier Méditerranée Métropole est désigné coordonnateur du groupement ;
- de dire que les crédits seront inscrits au budget de la Ville de Montpellier, tous chapitres ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **- 9 DEC. 2020**

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michael DELAPOSSE



Publiée le : **- 9 DEC. 2020**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

Stéphanie JANNIN.

**Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et
Montpellier Méditerranée Métropole pour l'achat de pièces détachées pour tous
types de véhicules et engins - Autorisation de signature**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans un souci d'économie, et de rationalisation dans la gestion du Parc Auto mutualisé, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'achat de pièces détachées pour tous types de véhicules et engins.

La Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement et à ce titre est notamment chargée de l'ensemble de la procédure de passation, y compris de la signature et de la notification du ou des marchés à intervenir. La Commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché pour ce qui le concerne.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum, pour une période initiale d'exécution d'un an et pour une durée maximale, toutes reconductions comprises, de 4 ans.

Cet accord-cadre est décomposé en une vingtaine de lots d'un montant total maximum de 300 000 € HT par an pour chaque collectivité.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, pour l'achat de pièces détachées pour tous types de véhicules et engins, convention aux termes de laquelle la Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement, et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour attribuer ce marché ;
- de dire que les dépenses seront inscrites au budget de la Ville de Montpellier, tous chapitres ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : - 9 DEC. 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Ressources humaines et
dialogue social**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

Stéphanie JANNIN.

Modification du tableau des effectifs de la Ville de Montpellier - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier pour tenir compte des besoins de la collectivité :

I - Créations de postes permanents :

Filière administrative :

Adjoint administratif : la création de sept postes à temps complet

Adjoint administratif principal de 2^{ème} classe : la création de vingt-huit postes à temps complet

Adjoint administratif principal de 1^{ère} classe : la création de vingt-quatre postes à temps complet

Rédacteur : la création de deux postes à temps complet

Attaché : la création de deux postes à temps complet

Attaché principal : la création de trois postes à temps complet

Filière Technique :

Adjoint technique : la création de quatre postes à temps complet

Adjoint technique principal de 2^{ème} classe : la création de cent quinze postes à temps complet

Adjoint technique principal de 1^{ère} classe : la création de vingt-huit postes à temps complet

Agent de maîtrise : la création de dix postes à temps complet

Agent de maîtrise principal : la création de vingt et un postes à temps complet

Technicien : la création d'un poste à temps complet

Technicien principal de 2^{ème} classe : la création de cinq postes à temps complet

Technicien principal de 1^{ère} classe : la création de trois postes à temps complet

Ingénieur : la création d'un poste à temps complet

Ingénieur principal : la création de trois postes à temps complet

Ingénieur hors classe : la création d'un poste à temps complet

Filière culturelle – Secteur patrimoine et bibliothèque

Adjoint du patrimoine principal de 2^{ème} classe : la création d'un poste à temps complet

Filière animation :

Adjoint d'animation principal de 2^{ème} classe : la création de trente-trois postes à temps complet

Adjoint d'animation principal de 1^{ère} classe : la création d'un poste à temps complet

Animateur principal de 2^{ème} classe : la création de deux postes à temps complet

Animateur principal de 1^{ère} classe : la création de deux postes à temps complet

Filière sportive :

Opérateur des APS principal : la création de deux postes à temps complet

Conseiller des APS : la création d'un poste à temps complet

Filière médico – Sous filière sociale :

ATSEM principal de 1^{ère} classe : la création de cinquante postes à temps complet

Educateur de jeunes enfants de 2^{ème} classe : la création de deux postes à temps complet

Educateur de jeunes enfants de 1^{ère} classe : la création de trois postes à temps complet

Educateur de jeunes enfants de classe exceptionnelle : la création de trois postes à temps complet

Filière médico – Sous filière médico-sociale :

Auxiliaire de puériculture principal de 2^{ème} classe : la création de deux postes à temps complet

Auxiliaire de puériculture principal de 1^{ère} classe : la création de vingt-cinq postes à temps complet

Puéricultrice de classe normale : la création d'un poste à temps complet

Puéricultrice hors classe : la création d'un poste à temps complet

Cadre de santé de 1^{ère} classe : la création d'un poste à temps complet

Filière police municipale :

Brigadier-chef principal de police municipale : la création de huit postes à temps complet

Chef de service de police municipale principal de 2^{ème} classe : la création d'un poste à temps complet

Chef de service de police municipale principal de 1^{ère} classe : la création de cinq postes à temps complet

Directeur de police municipale : la création d'un poste à temps complet

II - Suppressions de postes permanents après avis du Comité Technique du 3 novembre 2020 :

Filière administrative :

Adjoint administratif : la suppression d'un poste à temps complet

Adjoint administratif principal de 2^{ème} classe : la suppression de trois postes à temps complet

Adjoint administratif principal de 1^{ère} classe : la suppression d'un poste à temps complet

Rédacteur principal de 1^{ère} classe : la suppression d'un poste à temps complet

Filière Technique :

Adjoint technique : la suppression de deux postes à temps complet

Adjoint technique principal de 2^{ème} classe : la suppression de trois postes à temps complet

Adjoint technique principal de 1^{ère} classe : la suppression de trois postes à temps complet

Agent de maîtrise : la suppression de deux postes à temps complet

Filière médico-sociale :

Auxiliaire de puériculture principal de 1^{ère} classe : la suppression d'un poste à temps complet

Cadre de santé de 2^{ème} classe : la suppression d'un poste à temps complet

Filière police municipale :

Chef de service de police municipale de 1^{ère} classe : la suppression d'un poste à temps complet

III – Ouverture de poste au recrutement d'un agent non titulaire :

Conformément à l'article 3-3-2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, modifiée par l'article 21 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019, un emploi permanent du niveau de la catégorie A, B ou C peut être occupé par un agent contractuel lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

Ainsi en raison des tâches à effectuer, il est proposé l'établissement de contrats à durée déterminée d'une durée de trois ans maximum, renouvelable par reconduction expresse, la durée des contrats successifs ne pouvant excéder un total de six années.

Il est demandé au Conseil municipal de prévoir que le poste créé au tableau des effectifs au grade de technicien principal de 2^{ème} classe pourra être pourvu dans ses conditions. Ce poste sera affecté à la Direction Architecture et Immobilier :

- Nature des fonctions : Responsable du pôle ERP et sécurité ;
- Niveau de recrutement : diplôme de technicien ;

- Niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n° 2016-601 du 12 mai 2016 modifiant le décret n° 2010-330 du 22 mars 2010 fixant l'échelonnement indiciaire applicable aux membres des cadres d'emplois régis par le décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à plusieurs cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale ;
- Motif : compte tenu de la nécessité d'assurer l'encadrement et le pilotage des activités du pôle.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les modifications proposées au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier ;
- de dire que les dépenses seront inscrites au budget de la Ville de Montpellier, tout chapitre ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **- 9 DEC. 2020**

Pour extrait conforme
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : **- 9 DEC. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du lundi 30 novembre 2020

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

Stéphanie JANNIN.

Nouvelles autorisations spéciales d'absence (ASA) - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

L'évolution des textes législatifs a entraîné la création de nouvelles Autorisations Spéciales d'Absence (ASA), à savoir :

- ASA liée à des actes médicaux nécessaires à l'assistance médicale à la procréation ;
- ASA permettant au conjoint, concubin ou partenaire d'un PACS d'assister aux examens prénataux ;
- ASA permettant au conjoint, concubin ou partenaire d'un PACS d'assister aux actes médicaux nécessaires pour chaque protocole du parcours d'assistance médicale à la procréation ;
- ASA liée à des congés de deuil après le décès d'un enfant à la charge effective et permanente de l'agent.

Les trois premières ASA sont des autorisations susceptibles d'être accordées sous réserve des nécessités de service, la dernière ASA ouvre un droit qui ne peut être refusé à l'agent.

Les durées d'absences et les justificatifs à fournir sont détaillés dans ci-dessous :

ASA	Durée	Justificatifs
Actes PMA pour la future mère	Durée de l'examen	Avis de passage
Accompagnement aux actes de PMA par le/la conjoint(e)	Durée de l'examen avec un maximum de 3 examens	Livret de famille, PACS, certificat de concubinage + avis de passage

Accompagnement aux examens prénataux par le/la conjoint(e)	Durée de l'examen avec un maximum de 3 examens	Livret de famille, PACS, certificat de concubinage + avis de passage
Congés de deuil après décès d'un enfant	Enfant > 25 ans : 5 jours ouvrables Enfant < 25 ans : 7 jours ouvrés + 8 jours fractionnables à prendre dans un délai d'un an suivant le décès de l'enfant.	Livret de famille, PACS, certificat de concubinage et avis de passage

La mise en place de ces quatre nouvelles autorisations d'absence a fait l'objet un avis favorable du Comité Technique en date du 3 novembre 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de créer les autorisations d'absence telles que définies ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : - 9 DEC. 2020



Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**SERVICES A LA POPULATION ET COHESION
SOCIALE**

**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Protection de la population
et tranquillité publique**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

**Sécurisation et apaisement du chemin de l'écolier - Création du dispositif
d'Agents de Protection de l'Ecole - Approbation**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Afin de protéger le chemin de l'écolier, lieu de tous les imaginaires, la Ville de Montpellier a la volonté de répondre aux besoins de sécurisation des traversées piétonnes aux abords des écoles, formulés par les parents d'élèves et les communautés éducatives. La plupart des abords des établissements scolaires de la Ville sont encore pensés en fonction du confort des voitures et de la fluidité des trajets automobiles, alors même que pour un enfant, les premiers déplacements à pied, en autonomie, sont ceux de chez soi à l'école.

La Ville entend aller au-delà de la simple responsabilité que lui confie le Code Général des Collectivités Territoriales à propos de la sûreté et du passage dans les rues, en menant son projet d'une ville apaisée où les familles tiennent une place essentielle. La police municipale ne peut cependant être présente sur tous les passages protégés présentant un danger particulier.

Pour les zones les plus dangereuses à cause du flux automobile, la Ville souhaite lancer une réflexion sur l'expérimentation d'une brigade d'agents de sécurisation des traversées piétonnes, appelés « agents de protection de l'école », chargés de faire traverser les enfants en sécurité. Cette brigade pourrait être déployée sur les passages piétons objectivement dangereux, et au nom de circonstances locales particulières, bien qu'elle ne puisse pas se déployer partout.

Les gestes utilisés par ces agents pourraient être comparés à ceux de tout citoyen qui, en faisant signe à un véhicule de s'arrêter, permet à un autre individu de traverser sur un passage protégé, en sûreté, en application des dispositions de l'article R. 220 du Code de la route. En cas d'accident, le principe de la responsabilité civile de la commune serait applicable. Ces fonctions se limiteraient à l'organisation de la traversée des passages protégés par les enfants, à l'entrée et à la sortie des écoles, et seraient distinctes de celles exercées par les agents chargés de la surveillance de la voie publique.

Employé par la Ville pour cette mission, l'agent de protection de l'école veillerait à la sécurité des écoliers aux heures de rentrée et de sortie de classes en période scolaire. La tenue standard se composerait d'une chasuble de couleur jaune fluorescent, d'un sifflet et d'un panneau siglé « Stop ».

L'agent de protection de l'école disposerait de droits et de devoirs : à ce titre, il s'engagerait à être présent sur son lieu de travail aux horaires règlementaires, prédéfinis, et à faire preuve de savoir-être pour que la mission d'accompagnement des familles prenne tout son sens.

Les équipes seraient rattachées fonctionnellement à la police municipale à qui elles devront signaler toute difficulté et rendre compte de leurs missions.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser Monsieur le Maire à lancer la réflexion sur l'expérimentation d'une nouvelle brigade composée d'agents exerçant la fonction de surveillant chargé d'assurer la sécurité des enfants sur les passages protégés aux abords des écoles les moins sécurisées ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **- 9 DEC. 2020**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Michaël DELAPOSSE



Publiée le : - 9 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Ville éducative et réussite
scolaire**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

**Sécurisation et apaisement du chemin de l'écolier - Lancement d'un appel à
projets pour l'accompagnement de projets associatifs de Pédibus et Vélobus
associatifs - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Pour que l'école soit le lieu de la réussite, la municipalité s'engage à sécuriser et apaiser le chemin de l'écolier, essentiel à son bon développement. Déjà, des démarches ont été lancées pour définir des quartiers apaisés autour des écoles et réaliser des aménagements de voirie, afin de penser la ville en fonction du bien-être des familles.

En complément, et pour répondre aux besoins légitimes de protection des enfants qui réalisent parfois seuls le trajet domicile-école, la Ville de Montpellier a la volonté d'accompagner les initiatives des communautés de parents d'élèves autour du système de pédibus et de vélobus.

Conçu comme un ramassage scolaire moderne, sans bus ou véhicule motorisé, il consiste pour des parents d'élèves volontaires à encadrer un groupe d'enfants qui marchent ou pédalent en direction de l'école, sur un trajet balisé, avec des arrêts dédiés et des horaires à respecter.

Les parents d'élèves prennent une part essentielle à ce dispositif, fondé sur la confiance, en lui permettant de fonctionner chaque jour et de garantir un bon niveau de sécurité pour chaque groupe d'enfants. Ses avantages sont nombreux et vont dans le sens d'une société du vivre-ensemble : limitant la circulation et le stationnement anarchique, les nuisances sonores préservant l'environnement et présentant un gain de temps pour les parents, cette alternative améliore globalement la qualité de vie des familles.

La Ville de Montpellier souhaite ainsi apporter son soutien à ces bonnes initiatives en s'engageant à aider à la coordination des différents partenaires et à l'entretien et à l'aménagement de la voirie. Il est donc proposé de lancer un appel à projets auprès des structures associatives en capacité de porter ou d'accompagner les parents d'élèves volontaires vers la création de pédibus ou de vélobus sur les écoles de la Ville. Ce dispositif pourra être dans un premier temps expérimenté sur les écoles volontaires, et étendu progressivement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'appel à projet pour l'accompagnement de projets associatifs de pédibus et vélobus autour des écoles de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : - 9 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Ville éducative et réussite
scolaire**

Présents :

Tasmime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

**Plan Numérique dans les écoles de Montpellier 2020/2021 - Demande de
subvention auprès du FEDER - Approbation**

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

La Ville de Montpellier donne aujourd'hui la priorité à l'Education et l'ambition de favoriser l'égalité des chances impose d'agir le plus tôt possible. Le renforcement du numérique à l'école primaire, conçu comme un outil capable de consolider les savoirs fondamentaux, permettra de lutter efficacement contre l'échec scolaire.

Il peut répondre aux défis qui se posent au système scolaire car il permet :

- d'individualiser l'enseignement en fonction des progrès comme des difficultés de chaque élève ;
- d'utiliser les données recueillies pour améliorer les performances du système éducatif (détection précoce des difficultés, pilotage fin grâce à l'évaluation continue, etc) ;
- de favoriser l'autonomie et la créativité de chaque élève.

De plus, la crise sanitaire a révélé les manques et retards en matière d'équipements numériques. La Ville de Montpellier a donc décidé de s'engager résolument dès cette fin d'année 2020 dans le projet d'équipement des 126 écoles publiques, soit 977 classes (627 classes élémentaires et 350 classes maternelles). Ces équipements pourront permettre d'assurer la continuité pédagogique en cas de persistance de la crise sanitaire.

Ce projet d'équipement se décline comme suit :

1- Equipement de toutes les classes en vidéoprojecteurs fixes :

Le matériel choisi est le même pour les élémentaires et les maternelles : modèle optima laser ultra courte focale fixé au-dessus du tableau.

Il s'agit d'une projection sur tableau blanc pour la majorité des classes et sur écran déroulant pour certaines classes, équipement de haut-parleurs fourni avec télécommande infra-rouge.

Il est prévu de livrer un ordinateur portable par classe pour toute installation de la vidéo projection.

Le budget prévisionnel (vidéoprojecteur + remplacement des tableaux + ordinateurs portables par classe) s'élève à 3 270 000 € TTC auxquels il convient d'ajouter 140 000 € d'achat d'ordinateurs portables par directeur d'école.

2- Raccordement à la fibre municipale (réseau Pégase) des 35 écoles qui ne le sont pas encore :

Il s'agit des 19 écoles connectées en ADSL et des 16 écoles en FttH qui pourront alors bénéficier d'une connexion suffisante pour les différentes activités. Le budget prévisionnel de ce raccordement en fibre optique des écoles s'élève à 870 000 € TTC.

En ce qui concerne le calendrier de réalisation, la priorité est donnée aux élémentaires par rapport aux maternelles dans l'ordre d'installation.

S'agissant de l'équipement, une centaine de classes pourrait être équipée d'ici les vacances de Noël, le déploiement total est prévu sur l'année 2021.

S'agissant du raccordement à la fibre :

- une 1^{ère} phase concernera les 19 écoles connectées en ADSL, au cours de l'année scolaire 2020/2021 ;
- une 2^{ème} phase concernera les 16 écoles en FttH, au cours de l'année scolaire 2021/2022.

Le coût global de cette opération est estimé à 4 280 000 € TTC soit 3 566 000 € HT (montant de l'autorisation de programme inscrite au BP 2020 de la Ville).

Le Plan de relance offre l'occasion de positionner ce projet prioritaire, plus particulièrement dans le cadre du Programme opérationnel FEDER 2014-2020 qui pourrait le soutenir au titre des actions liées au numérique et aux écoles, les dépenses d'équipement et les travaux de raccordement y étant éligibles.

Un dossier de demande de subvention au taux de 60 % sera donc déposé auprès du FEDER.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le plan numérique dans les écoles de Montpellier ;
- de solliciter les subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents et notamment le FEDER ;
- de dire que les crédits seront inscrits aux budgets 2020 et 2021 de la Ville de Montpellier, chapitre 902 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : - 9 DEC. 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Ville éducative et réussite
scolaire**

Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

**Cité Educative Mosson Montpellier - Plan d'actions 2020 - Attribution de
subventions pour le soutien aux projets associatifs - Autorisation de signature**

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

Par délibération n° V2020-114 du 05 octobre 2020, le Conseil Municipal a approuvé le plan d'action 2020 de la Cité Educative Mosson-Montpellier qui détaille les actions prévues pour renforcer la qualité éducative dans le quartier Mosson. Pour mémoire, la Ville apporte dans ce cadre une contribution de 124 375 €, en complément des 400 000 € prévus sur l'enveloppe dédiée par l'Etat à la Cité Educative montpelliéraine pour l'année 2020. Dans une logique d'articulation des dispositifs, une contribution de la Dotation Politique de la Ville 2020 d'un montant de 237 600 € complète le financement.

Une des actions prévues au plan d'action est le soutien aux projets associatifs, particulièrement ceux issus du terrain, susceptibles de contribuer aux objectifs de la Cité Educative. Pour cela, un appel à propositions lancé en juillet a permis de recenser 40 projets portés par 28 associations.

Au terme d'une instruction partenariale permettant de mobiliser des financements croisés de l'Etat, du Conseil Départemental, du Conseil Régional, de la Ville et de la CAF, il est proposé que la Ville attribue les subventions suivantes sur la thématique éducation :

Association	Projet	Subvention en euros
Rebonds	Rugby Education Insertion et Essai au Féminin	1000
PULX	Danse au Musée	500
GFEN	Mercredi de Babel	1000
IPEICC	Université du Citoyen « Cité Educative »	1500
IPEICC	Eveil et accompagnement artistique et culturel	2000
Association Parents de l'école Marc Bloch	Les balades nature de la petite tarente	500
Association SEVE	Ateliers de pratique de l'attention et de la philosophie	600
PACIM	Exempl'Air	1000
Les Petits Débrouillards	Fab Lab Mosson	1000
Mot son créative	Numérisons	2000
3MTKD	Ateliers numériques citoyens	2500
Francas	A la découverte de Montpellier	1500
Francas	Atelier de soutien à la parentalité	1 000
Association Génération Solidaire et Citoyenne	Action Génération Solidaire et Citoyenne	2 000
Montpellier Basket Mosson	Séjours socio sportifs et éducatifs	1 000
UFOLEP	Soutien parentalité et numérique (Ecole Multi Sports)	2 960
UFOLEP	Accès à une offre éducative de qualité (Ecole Multi Sports)	2 430
TOTAL		24 490

Le total des subventions proposées par la Ville s'élève à 24 490 €. Cette participation municipale s'ajoute aux 60 425 € financés par l'Etat au titre de la Cité Educative et aux co-financements des partenaires institutionnels encore en cours de consolidation.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement ;
- d'approuver les termes des lettres d'engagement ;
- de dire que les crédits seront inscrits au budget 2020 de la Ville de Montpellier, chapitre 932 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : - 9 DEC. 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement RE.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 30 novembre 2020

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville éducative et réussite scolaire

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

Classes de Découverte Rousses - Attributions de subventions - Exercice 2020 - Autorisation de signature

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de réussite éducative, la Ville de Montpellier a choisi, depuis plusieurs années, de soutenir les écoles dans de nombreux domaines et notamment, en accordant une aide financière à l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole (OCCE 34) et d'autres partenaires pour permettre ainsi le départ des enfants en classes de découverte.

Pour la période du 2 septembre au 20 décembre 2020, 11 écoles différentes bénéficieront des effets pédagogiques des classes de découverte.

Compte tenu de l'intérêt éducatif de ce projet, il est proposé au Conseil municipal d'attribuer une subvention de 25 622 € selon la répartition suivante :

CODE	STRUCTURE	TYPE	TITRE DU PROJET	MONTANT ACCORDE
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	Projet	Beethoven - Classe de découverte rousses - Equitation	3 996,00 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	Projet	Bernhardt - Classe de découverte rousses - Équitation	900,00 €

551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	Projet	Bolivar – Classe de découverte rousses - Equitation	5 184,00 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	Projet	Boulangier - Classe de découverte rousses - Équitation	1 920,00 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	Projet	Carpantier - Classe de découverte rousses - Equitation	1 248,00 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	Projet	Jaurès - Classe de découverte rousses – Nature et environnement	2 016,00 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	Projet	Mermoz - Classe de découverte rousses - Équitation	3 204,00 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	Projet	Mermoz - Classe de découverte rousses – Nature et environnement	412,00 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	Projet	Painlevé - Classe de découverte rousses - Mer Littoral Bateau/Nature	1 836,00 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	Projet	Simon – Classe de découverte rousses – Nature et environnement	802,00 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	Projet	Schoelcher - Classe de découverte rousses - Équitation	2 304,00 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	Projet	Térèse - Classe de découverte rousses - Équitation	1 800,00 €
TOTAL DES CLASSES DE DECOUVERTES ROUSSES - 2020				25 622,00 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 932.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature de la convention ;
- d'approuver les termes de la convention ;
- de dire que les crédits seront inscrits au budget 2020 de la Ville de Montpellier, chapitre 932 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : - 9 DEC. 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention OCCE34 CD Rousse 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Ville éducative et réussite
scolaire**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

**Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville
de Montpellier concernant l'accès au programme ÉcoMétropole de l'Écolothèque
2020-2022 - Autorisation de signature**

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

Le programme ÉcoMétropole vise à promouvoir auprès des communes de la Métropole un programme de sensibilisation et d'Education à l'Environnement et au Développement Durable (EEDD) pour les enfants.

L'Écolothèque de Montpellier Méditerranée Métropole se propose d'accompagner les équipes d'animation des communes qui ont un projet EEDD dans leurs structures d'accueil en proposant de véritables parcours ludiques et éducatifs qui visent l'autonomie des équipes.

Le programme ÉcoMétropole vise la mutualisation de moyens au service des communes dans le cadre d'une véritable coopérative de services et l'élaboration d'un projet commun d'éducation à l'environnement et au développement durable sur le territoire de la Métropole.

La convention vise donc à définir les engagements réciproques entre l'Ecolothèque et la Ville de Montpellier dans le programme ÉcoMétropole, en vue de permettre aux animateurs, aux enfants des écoles et aux accueils de loisirs sans hébergement municipaux de Montpellier (ALSH) de recevoir un appui pédagogique, selon un calendrier défini et dans le cadre d'un projet pédagogique adapté.

L'Écolothèque s'engage à :

- Accueillir dans la mesure des places disponibles les animateurs de la commune aux « Ateliers pédagogiques de l'Écolothèque » ;
- Accompagner les animateurs dans la mise en place d'un projet d'animation et de sensibilisation à l'environnement et au développement durable. Un calendrier de deux à trois interventions de l'Écolothèque, d'une à deux heures, sera établi ;
- Ouvrir l'accès aux ouvrages de sa médiathèque, sa pédagogthèque, sa photothèque, à ses malles ou à ses supports pédagogiques dédiés à l'environnement ;
- Proposer une animation de réseau par la mise en partage des connaissances et des expériences des communes sur l'interface dédiée de son site web.

La Ville de Montpellier s'engage à :

- Communiquer son projet d'animation et d'environnement à l'Écolothèque en vue de l'inscription au programme ÉcoMétropole sur des critères de faisabilité, de pertinence pédagogique et environnementale et de recherche de pérennité du projet ;
- Fournir les conditions matérielles de réalisation du projet ;
- Faciliter la participation des animateurs aux ateliers pédagogiques en leur libérant le temps nécessaire à raison d'une à trois séances de 2h30 dans l'année ;
- Participer à la dynamique du réseau métropolitain par ses contributions et par la valorisation de son expérience en matière de sensibilisation des enfants aux préoccupations environnementales.

Le protocole de partenariat est souscrit à titre gracieux pour la période 2020-2021 ; si une contribution financière est applicable pour la période 2021-2022, la Ville de Montpellier peut éventuellement résilier unilatéralement le protocole. Chaque entité assume le financement et l'organisation des trajets des personnels relevant de sa structure. La Ville de Montpellier supporte le budget d'acquisition des matériaux, les consommables et dépenses afférentes à l'activité mise en œuvre sur la commune.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de la convention de partenariat 2020/2022 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michael DELAFOSSE



Publiée le : - 9 DEC. 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Protocole__Partenariat_EcoMetropole -2020 2022 (2).doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Petite enfance et enfant
dans la Ville**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

**Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et le musée Fabre -
Structures petite enfance - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Tasnine AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier s'est, depuis de nombreuses années, largement orientée vers une sensibilisation artistique et culturelle des tout-petits et notamment pour les jeunes enfants qui bénéficient d'un accueil dans les structures petite enfance gérées par la collectivité.

L'éveil artistique et culturel des tout-petits libère leur créativité, leur émerveillement, leur sensibilité. Il permet l'expression de leurs émotions et participe à leur développement cognitif et moteur.

Cette orientation répond ainsi aux valeurs du Projet Educatif Global de la Ville mais également aux principes édictés dans la Charte nationale pour l'accueil du jeune enfant et s'inscrit aussi dans le Protocole d'accord interministériel de mars 2016 pour l'éveil artistique et culturel des jeunes enfants invitant les gestionnaires d'Etablissement d'Accueil du Jeune Enfant (EAJE) et les structures culturelles à s'engager ensemble dans un parcours d'éducation artistique.

La Ville, par l'intermédiaire de sa Direction de l'Enfance, a initié, dès 2007, un partenariat avec le musée Fabre dont les principaux objectifs sont les suivants :

- Initier les jeunes enfants à l'éveil artistique et culturel ;
- Permettre aux parents et aux professionnels de porter un autre regard sur l'enfant ;
- Développer les compétences des professionnels de la petite enfance, qui bénéficient d'une formation, pour accompagner les visites au musée ;

- Renforcer et développer la relation avec les parents à travers un vécu partagé ;
- Favoriser l'accès au musée aux parents et aux professionnels.

Ce partenariat a été formalisé par une première convention signée en 2014. Les bilans successifs de ces dernières années ont mis en évidence l'intérêt indéniable de poursuivre cette précieuse collaboration. Il est donc proposé de renouveler ce partenariat avec une nouvelle convention conclue pour une durée de trois ans à compter du 30 novembre 2020 et renouvelable annuellement par tacite reconduction trois fois maximum.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et le musée Fabre ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : - 9 DEC. 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de partenariat musée Fabre 2020.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du lundi 30 novembre 2020

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville fraternelle et solidaire

Présents :

Tasmime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

Attribution de subventions sociales - Projets retenus dans le cadre du plan pauvreté visant l'accès des personnes précaires à une alimentation durable - Autorisation de signature

Monsieur Michel CALVO, Adjoint au Maire, rapporte :

L'accès des personnes en situation de précarité à une alimentation durable de qualité est un enjeu essentiel. La Ville de Montpellier souhaite soutenir et encourager les actions portées par les associations d'aide alimentaire qui s'inscrivent dans cette dynamique. Aussi dans le cadre du plan pauvreté 2020 elle s'est associée à l'Etat pour apporter son concours, sous forme de subventions, aux projets suivants :

SUBVENTIONS SOCIAL / LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS - AIDE ALIMENTAIRE			
N° asso	Association	Intitulé du projet ou fonctionnement	Proposé (en €)
1068	Secours Populaire Français 34	Dans la cadre de la fiche action 3 du Plan Pauvreté : soutien à l'achat de denrées issues à 100 % de producteurs locaux, dont 50 % engagés dans une démarche de production durable (bio, sans pesticide, raisonnée, etc.)	127 000

666	Secours Catholique	<p>Dans le cadre de la fiche action 4 du Plan Pauvreté : soutien au projet « tous acteurs » du secours Catholique, visant à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Engager une réflexion participative avec les personnes concernées pour faire évoluer les pratiques de l'épicerie solidaire, - Mettre en place des paniers solidaires de légumes, - Organiser des événements autour de l'alimentation, - Mettre en place des ateliers cuisine interculturels, - Favoriser l'intergénérationnel par la mise en place d'un jardin partagé. 	5 000
7098	Fédération des Acteurs de la Solidarité	<p>Dans le cadre de la fiche action 4 du Plan Pauvreté : mise en place de tickets solidaires/équitable à destination de 24 familles hébergées auprès de 3 associations de la Métropole et du CCAS de Montpellier. Les tickets permettront pendant un an aux familles de récupérer un panier de fruits et légumes tous les 15 jours, produit soit par un des agriculteurs partenaires du projet soit par le chantier d'insertion maraichage de la croix rouge + ateliers cuisine + visite des lieux de productions.</p>	15 000
TOTAL SOCIAL / LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS - AIDE ALIMENTAIRE			147 000

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'affecter les subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions d'attribution ;
- d'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de la Ville de Montpellier, chapitre 934 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Georges ARDISSON, M. Jean-Dominique DELAVEAU, Mme Caroline DUFOIX.

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : - 9 DEC. 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention projet

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Emploi et création
d'entreprises**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

**Subventions dans le cadre de l'appel à projets du contrat de Ville de Montpellier
au titre de l'année 2020 - Approbation**

Monsieur Mustapha LAOUKIRI, Adjoint au Maire, rapporte :

Un appel à projets partenarial a été lancé pour l'année 2020, à destination des acteurs associatifs intervenant dans les 12 quartiers prioritaires de la ville. Ses caractéristiques sont ci-dessous.

Les actions s'inscrivent dans les objectifs des fiches opérationnelles ajustées et ouvertes à l'appel à projets, et concernant les 5 axes opérationnels du contrat de ville :

- Organiser le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle en faveur des quartiers ;
- Favoriser la mixité sociale dans le logement (actions d'accompagnement) ;
- Renforcer la mixité sociale à l'école et le soutien aux adolescents ;
- Faciliter l'accès de tous aux services et équipements (culturels, sportifs) ;
- Offrir un meilleur cadre de vie au quotidien pour les habitants des quartiers par une présence renforcée de proximité.

Une prise en compte de l'égalité femmes/hommes sera favorisée, notamment en matière d'accès à l'emploi et à l'insertion professionnelle (levier essentiel pour l'autonomie des femmes), d'accès aux droits et à la lutte contre les violences faites aux femmes, d'éducation à l'égalité dès la petite enfance et auprès de la jeunesse.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

SUBVENTIONS CONTRAT DE VILLE COHESION SOCIALE			
N° asso	Association	Intitulé du projet	Proposé (en €)
64	ADAGES	Aller vers les publics les plus en difficulté.	1 000
5943	ANSA (Association Nouvelle pour la Solidarité au Féminin)	Elle' s bougent	1 000
6370	BVA (Bien Vivre à Aiguelongue)	Club Ados.	2 000
6370	BVA (Bien Vivre à Aiguelongue)	Accompagnement à la scolarité	1 500
244	CLCV de Montpellier (Association Locale de la Consommation, du Logement et Cadre de Vie : Montpellier et environs)	Accès aux droits par l'outil numérique	1 000
7117	IMEIF (Institut Méditerranéen d'Etude d'Ingénierie et de Formation)	Ethic Et Soins	1 000
	Cie La Chouette Blanche	Pink	2 000
TOTAL			9 500

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'affecter les subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement ;
- d'approuver les termes des lettres d'engagement ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de la Ville de Montpellier, chapitre 934 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : - 9 DEC. 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Modèle lettre engagement

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Emploi et création
d'entreprises**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DJORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

Rapport annuel sur la mise en œuvre de la Politique de la Ville 2019

Monsieur Mustapha LAOUKIRI, Adjoint au Maire, rapporte :

La réforme de la politique de la ville, qui s'est traduite par la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014, est conduite dans l'objectif d'assurer l'égalité entre les territoires, de réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines et d'améliorer les conditions de vie de leurs habitants.

La Métropole est devenue compétente en matière de politique de la ville et, à ce titre, a signé le 10 juillet 2015 son contrat de ville, en étroite collaboration avec la Ville de Montpellier et l'Etat notamment.

Conformément au décret du 3 septembre 2015 relatif au rapport sur la mise en œuvre de la politique de la ville, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole sont tenues de rédiger un rapport annuel sur la situation de la collectivité au regard de la politique de la ville. Afin de rendre compte des actions mises en œuvre et développées au bénéfice des habitants des 12 quartiers prioritaires, tous situés au sein de la Ville de Montpellier, le rapport s'appuie sur les 5 objectifs opérationnels du contrat de ville qui constituent son ossature :

1. Le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle en faveur des quartiers ;
2. Le renforcement de la mixité dans le logement à l'échelle métropolitaine et la poursuite du renouvellement urbain ;

3. Le soutien aux jeunes et aux familles, dans une approche de coéducation et de renforcement de la mixité sociale à l'école ;
4. L'assurance pour chaque citoyen d'un accès équitable aux droits, services et équipements en privilégiant « l'aller vers » et l'adaptation de l'existant ;
5. L'amélioration du cadre de vie au quotidien pour les habitants des quartiers par une présence renforcée de proximité.

Organisé en 5 parties, le rapport présente la stratégie et les principales orientations des collectivités, les modalités de gouvernance et de mise en œuvre du contrat de ville, un bilan qualitatif des actions menées, un bilan financier, et enfin les dispositifs connexes au contrat de ville. Dans ce rapport 2019, il a été fait le choix de privilégier une approche territoriale pour la présentation du bilan des actions mises en œuvre dans le cadre du contrat de ville à destination des habitants des quartiers. Ce choix répond notamment à une demande des conseils citoyens d'avoir une plus grande lisibilité des projets déployés au sein de chaque quartier prioritaire.

Ce rapport ne présente pas l'exhaustivité des actions développées, mais propose de donner les principales caractéristiques de 2019 pour chaque territoire.

Pour chacun d'eux, des éléments de bilan sont présentés sur les thématiques principales du Contrat de Ville mises en œuvre sur ces quartiers. Une focale particulière est effectuée sur le volet emploi – développement économique - insertion du contrat de ville et plus particulièrement sur le PODEM, dans la partie présentant les projets qui concernent tous territoires de la ville de Montpellier, puisque cette thématique est effectivement transversale.

A titre d'illustration, quelques projets soutenus au titre de l'appel à projets 2019 du contrat de ville :

- **MOSSON : Paillade/Hauts de Massane**

COUVEUSE ICC - Context'Art

L'association conseille, forme et accompagne des porteurs de projets et des entreprises du secteur de l'économie créative. Elle offre un espace d'accueil, d'hébergement et de test en couveuse pour les créateurs d'entreprise du secteur créatif, en démarrage.

Véritable tremplin économique pour les porteurs de projets créatifs des quartiers prioritaires, la couveuse de Context'Art à la Mosson a accueilli 40 personnes en 2019, dont la moitié bénéficie d'un diagnostic, et 8 ont commencé à tester leur activité.

- **CEVENNES : Petit Bard – Pergola/Celleneuve/Cévennes**

FACE HERAULT - eaccès aux droits

De nombreux habitants des quartiers prioritaires n'ont pas accès à l'outil informatique, n'en ont pas la maîtrise ou n'ont pas de connexion. En parallèle, la dématérialisation des démarches administratives par les institutions publiques est croissante d'année en année, éloignant de leurs droits toute une frange de la population.

Fort de ce constat, et afin de faire évoluer ses pratiques et accompagner au mieux les habitants à l'autonomie à l'outil informatique, Face Hérault a déployé en 2018 et développé en 2019 « Le café social numérique ». Ce lieu est équipé d'ordinateurs fixes et de tablettes qui permettent l'apprentissage par la mise en pratique. Les habitants sont aussi encouragés à venir avec leur propre matériel afin que l'apprentissage soit le plus adapté.

En 2019, 37 ateliers d'e accès aux droits réunissant 194 participants (ateliers collectifs) ont été mis en place. En accompagnement individuel, ce sont 566 démarches en ligne accomplies avec les publics sur des thématiques de la vie quotidienne

- **SUD : Lemasson/Tournezy/Pas du Loup - Val de Croze**

RC LEMASSON – Coup de pouce

Le projet « coup de pouce » porté par le RC Lemasson a pour but l'accueil, le suivi, l'accompagnement scolaire et professionnel des publics adolescents de 13 à 25 ans issus du quartier, qu'ils soient adhérents au club ou non. Le soutien scolaire s'effectue deux fois par semaine, les mardi et jeudi, de 17 h à 19 h. 120 jeunes ont bénéficié d'un accompagnement en 2019.

- **CENTRE : Gély/Figuerolles**

BOUTIQUE D'ECRITURE – Des livres à soi

Des livres à soi est un programme de médiation à la littérature jeunesse, principalement déployé dans les quartiers prioritaires (en 2019 à Figuerolles, la Mosson et la Pompignane), qui recourt au livre jeunesse comme vecteur d'inclusion sociale et de soutien à la parentalité. Il s'organise avec deux structures de proximité que fréquentent les familles, la Boutique d'écriture et le centre social 1 001 familles-Alisé. En 2019, 16 parents et 41 enfants ont bénéficié de cette action.

- **AUTRES TERRITOIRES: Pompignane/Aiguelongue/Vert Bois**

PASSE MURAILLE – Jardin partagé au cœur de Vert Bois

L'objectif de ce projet est d'accompagner les habitants à créer et gérer collectivement un jardin partagé au cœur de leur résidence, et à développer des activités favorisant les rencontres et collaborations intergénérationnelles autour du jardin partagé. Il s'agit également de valoriser son cadre de vie en le végétalisant et en favorisant la biodiversité. Plus de 80 habitants participent à cette dynamique de valorisation du cadre de vie et de vivre ensemble.

- **TOUS TERRITOIRES**

INITIATIVE MONTPELLIER PIC SAINT LOUP (IMPSL)

Pour donner un coup de pouce aux porteurs de projet des quartiers prioritaires ou à ceux qui souhaitent y implanter une activité, l'association IMPSL a créé le « Prêt Excellence Quartier », avec le soutien financier de la Métropole de Montpellier, de l'Etat, de la Région Occitanie et de BPI France.

A son actif, plus de 50 projets financés depuis 2017. Une innovation exemplaire qui a essaimé au sein d'Initiative France, premier réseau associatif de financement et d'accompagnement de créateurs et repreneurs d'entreprises, dont fait partie IMPSL. La clé du succès est d'avoir, en plus de l'accompagnement assuré par l'association, intégré dans l'offre, le parrainage avec près d'un tiers des 80 chefs d'entreprise bénévoles d'IMPSL qui s'engagent à parrainer leurs nouveaux pairs et à les intégrer dans leurs réseaux.

De manière globale, le rapport 2019 de la politique de la ville fait état d'un engagement financier (crédits spécifiques et de droit commun) de l'ensemble des partenaires à hauteur de 3,560 M€ sur la totalité des enjeux du contrat de ville et pour les projets déposés dans le cadre de l'appel à projets annuel (qui a vocation à soutenir principalement des opérateurs associatifs dont les projets répondent aux enjeux du contrat de ville). Ces crédits ne constituent pas l'exhaustivité des moyens déployés par les institutions sur les quartiers, notamment pour la Ville et la Métropole qui accordent des subventions de fonctionnement aux associations dans le cadre de son appel à projets annuel.

La répartition financière par enjeu traduit les priorités que les partenaires ont voulu donner à ce contrat de ville, mais également les moyens engagés spécifiquement au profit des habitants, notamment concernant l'éducation, le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion, l'accès aux droits mais aussi à la culture, la santé et les sports.

La répartition géographique de ces crédits montre une prédominance du quartier Mosson / Hauts de Massane – plus de 1,5 M€, (la population représente 41,3 % de la population totale des quartiers prioritaires). Viennent ensuite le Petit Bard-Pergola (373 K€), Figuerolles (262 K€), les Cévennes (202 K€).

Par ailleurs, la Métropole a engagé et animé en 2019, via son service politique de la ville, un travail de construction, partenarial et participatif impliquant les partenaires institutionnels, les conseils citoyens et les associations pour aboutir à un Protocole d'Engagements Renforcés et Réciproques (PERR) qui constitue l'avenant n°2 au contrat de ville.

L'ensemble de la démarche a conduit à faire évoluer le cadre opérationnel du contrat de ville sans remettre en cause la stratégie arrêtée en 2015. Ainsi, dans un souci de simplification et de plus grande lisibilité, l'avenant du contrat de ville s'appuie dorénavant sur 67 fiches opérationnelles.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le rapport annuel politique de la ville 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire de Montpellier, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le – 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSÉ



Publiée le : – 9 DEC. 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Emploi et création
d'entreprises**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Selim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

**Actions de lutte contre la précarité énergétique dans les Quartiers Politique de la
Ville (QPV) - Conventions de partenariat avec Enedis, ACM Habitat et les
associations Compagnons Bâisseurs et Octopus Expression - Autorisation de
signature**

Monsieur Mustapha LAOUKIRI, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault ont signé en date du 27 juin 2006 une convention de partenariat au titre de la concession pour le service public de distribution d'électricité. Le Conseil de Métropole du 25 janvier 2018 a, au titre de ses compétences transférées, approuvé l'avenant n°4 de cette convention qui prévoit dans son article 4 « Politique de la Ville et Solidarité » qu'Enedis Direction Hérault s'associe à des actions menées sur le territoire de la Ville de Montpellier qui contribuent au lien social, à la lutte contre l'exclusion, au développement économique et à l'accès à l'emploi.

Dans le cadre de cette convention, de son avenant et du Contrat de Ville 2015-2020, la Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault proposent de soutenir des opérations développées par des structures ayant répondu à l'appel à projets 2020 du Contrat de Ville permettant de lutter contre la précarité énergétique et favorisant l'insertion socioprofessionnelle des jeunes.

Ces actions se déclinent comme suit :

- **La mise en œuvre d'un chantier citoyen ayant pour objectif la lutte contre la précarité énergétique dans les Quartiers Politique de la Ville (QPV) Cévennes et Pas du Loup/Val de Croze**

De nombreux ménages issus des Quartiers Politique de la Ville n'ont pas suffisamment accès à l'information et ne sont pas sensibilisés à la maîtrise des énergies et « aux éco-gestes ».

Afin d'augmenter le recours aux techniques et pratiques améliorant la maîtrise de l'énergie, 6 services civiques seront engagés et encadrés par l'association des Compagnons Bâtisseurs Languedoc Roussillon avec pour missions principales de :

- créer des moyens de communication (événements, flyers...) ;
- sensibiliser les habitants ;
- orienter les habitants vers les dispositifs adéquats existants ;
- favoriser les échanges et partages d'expériences à travers des événements conviviaux rassemblant les jeunes engagés en service civique, les professionnels du domaine et les habitants du quartier.

Ce dispositif représente une étape positive dans l'insertion sociale et professionnelle des jeunes suivis par la Mission Locale des Jeunes Montpellier Méditerranée Métropole (MLJ3M), intéressés par les métiers de l'énergie. L'association les compagnons bâtisseurs (ANCB Ets LR), ayant une expertise sur la professionnalisation des jeunes et sur l'habitat, souhaite développer ce projet avec la Ville et Enedis Direction Hérault. L'association Octopus expression, ayant des compétences sur l'accompagnement socioprofessionnel des jeunes et les techniques d'expression orale, souhaite développer ce projet avec la Ville et Enedis Direction Hérault.

Au titre de ce chantier, la Ville de Montpellier participera à hauteur de 7 500 € et Enedis Direction Hérault à hauteur de 23 000 €.

• La mise en place de l'Espace Ressource Habitat, au sein du QPV Mosson

Porter et diffuser l'information liée à la sécurité des personnes et des biens vis-à-vis des dangers potentiels de l'électricité et de la maîtrise de l'énergie est un objectif partagé entre la Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault.

Dans le cadre de l'appel à projets du contrat de ville, Compagnons Bâtisseurs Languedoc Roussillon propose une action intitulée « Espace Ressource Habitat » sur le quartier de la Mosson. Lieu pédagogique ouvert aux habitants du quartier, ce logement regroupe :

- un espace de mise en situation sur la maîtrise de l'énergie, la sécurité des personnes et des biens concernant les dangers potentiels de l'électricité ;
- des ateliers pédagogiques portant sur un sujet spécifique en lien avec l'habitat ;
- une outil-thèque mettant à disposition des habitants des outils en prêt, après formation, leur permettant de réaliser des travaux dans leurs logements ;
- un espace informatique avec une connexion Internet afin d'accompagner les habitants à la création de leur espace numérique Linky et à maîtriser leur consommation d'électricité.

Au titre de la mise en place de cet Espace Ressource Habitat, la Ville de Montpellier participera à hauteur de 4 500 € et Enedis Direction Hérault à hauteur de 4 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault ;
- d'approuver les conventions de partenariat entre la Ville de Montpellier, Enedis Direction Hérault et l'ANCB Ets LR ainsi que la Ville de Montpellier, ACM et l'ANCB Ets LR pour la mise en œuvre d'un chantier citoyen en lien avec la lutte contre la précarité énergétique et de l'Espace Ressource Habitat ;
- d'approuver la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier, ANCB Ets LR, Octopus expression pour la participation à la mise en œuvre du chantier citoyen en lien avec la lutte contre la précarité énergétique ;
- de dire que les dépenses correspondantes sont prévues au Budget 2020 de la Ville de Montpellier, chapitre 934 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions de partenariat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Radia TIKOUK.

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : - 9 DEC. 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- conv 1

- conv 2

- conv 3

- conv 4

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du lundi 30 novembre 2020

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Egalité et droits des femmes

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikael SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

Attribution de subvention au Mouvement Français pour le Planning Familial - Autorisation de signature

Madame Fatma NAKIB, Adjointe au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble. A cette fin, la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableaux ci-dessous :

SUBVENTIONS DROITS DES FEMMES			
N° asso	Association	Intitulé du projet ou Fonctionnement	Proposé (en euros)
777	Mouvement Français pour le Planning Familial	Projet d'état des lieux des structures et des actions en direction des femmes sur le quartier de la Mosson en partenariat avec la commission femme du réseau associatif pailladin et avec l'association Tin Hinan.	1 300,00
TOTAL SOCIAL / DROITS DES FEMMES			1 300,00

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'affecter la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserves de signature de la lettre d'engagement ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de la Ville de Montpellier, chapitre 934 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Michel CALVO.

Fait à Montpellier, le **- 9 DEC. 2020**

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : **- 9 DEC. 2020**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Egalité et droits des femmes

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

**Contrat de collaboration de recherche entre la Ville de Montpellier et l'Université
Paul Valéry Montpellier III pour l'animation d'un groupe de recherche - Action
portant sur les discriminations - Avenant n°3 - Autorisation de signature**

Madame Fatma NAKIB, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier s'est engagée dans la lutte contre les discriminations qui contrarient l'idéal républicain d'égalité et minent la cohésion sociale.

Elle intervient dans ce champ en apportant son soutien financier par des subventions, et en développant des partenariats actifs avec les associations. Des actions de sensibilisation destinées au personnel municipal et au grand public sont également proposées chaque année. Un chef de projet est affecté sur cette thématique à hauteur de 50% d'un ETP de catégorie A dans les effectifs municipaux.

Deux engagements intensifient l'implication de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole :

- L'adhésion de la Ville de Montpellier à la Coalition européenne des villes contre le racisme (ECCAR) qui entraîne l'adoption d'un plan d'action que la Ville s'est engagée à mettre en œuvre et qui prévoit l'évaluation du racisme et des discriminations sur le territoire de la collectivité ;
- La signature par la Ville de Montpellier de la Charte « Egalité contre le racisme » porté par le Défenseur des Droits.

Ces engagements ont conduit à créer un groupe de recherche-action au service de la lutte contre les discriminations, afin de pallier progressivement le manque de données et de mettre en place des politiques publiques ciblées.

La première année de collaboration (2018-2019) a permis d'analyser les causes et les conséquences des discriminations suivantes, et de proposer des actions de remédiation.

Recherche 1 : Difficultés rencontrées par les familles monoparentales et amplifiées par les discriminations : accès à la formation, à l'emploi, au logement, aux modes de garde ;

Recherche 2 : Aspects discriminatoires de la dématérialisation du service public : identification des populations les plus pénalisées, des mécanismes les plus difficiles d'accès et des leviers d'actions susceptibles de compenser les effets discriminants ;

La deuxième année de collaboration (2019-2020) a permis d'analyser les causes et les conséquences des discriminations suivantes, et de proposer des actions de remédiation.

Recherche 3 : Le handicap et l'isolement social : dans les Quartiers Politique de la Ville (QPV), de nombreuses personnes handicapées connaissent un fort isolement social. Cette recherche a permis d'identifier les logiques à l'œuvre dans le processus d'isolement et de proposer la mise en œuvre d'actions pour l'éviter.

Recherche 4 : Les conditions de recrutement et l'accès à l'emploi des jeunes diplômés habitant un QPV.

La troisième année de collaboration (2020-2021) propose de s'intéresser aux champs de recherche suivants :

Recherche 5 : Mener une démarche de recherche action sur les discriminations dans l'accès au logement public et privé. Interroger les pratiques ; mener des actions de sensibilisation et encourager les actions favorisant les mobilités et la mixité sociale.

Recherche 6 : Interroger les discriminations subies par les femmes habitant les QPV dans l'accès à la formation et à l'emploi ; proposer des politiques publiques susceptibles de prévenir ces discriminations.

Les coûts de cette troisième année de fonctionnement (groupe de recherche et nouvelles actions de sensibilisation), estimés à 30 700 €, seront imputés au budget de la Direction de la Cohésion Sociale/lutte contre les discriminations de la Ville de Montpellier. Le montant de ces crédits comprend le montant de la recherche-action (25 317, 60 €) et le montant des actions de sensibilisation, et d'une communication complémentaire portées par la Ville (5 382, 40 €).

Il est à noter que cette troisième année de fonctionnement du groupe de recherche-action bénéficie en 2020 d'une subvention de la dotation de Politique de la Ville (DPV) 2020 pour un montant de 24 560 € car elle répond pleinement aux enjeux prioritaires et aux objectifs du contrat de ville inscrits dans sa programmation.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'avenant n°3 au contrat de collaboration de recherche portant sur la troisième année de fonctionnement du groupe de recherche-action sur les discriminations avec l'Université Paul Valéry Montpellier III ;
- de dire que les crédits sont inscrits aux budgets 2020 et 2021 de la Ville de Montpellier, chapitre 934 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant au contrat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, M. Bruno PATERNOT, Mme Agnès ROBIN, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : - 9 DEC. 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet d'avenant n°3.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Accessibilité universelle

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Cécilia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

**Rapport annuel de la Commission Communale pour l'Accessibilité (CCA) -
Année 2019 - Approbation**

Madame Emilie CABELLO, Adjointe au Maire, rapporte :

Une des dispositions de la loi du 11 février 2005 pour « l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées » (article 46) est la mise en place de Commission Communale pour l'Accessibilité (CCA), obligatoire pour toutes les communes de plus de 5 000 habitants. L'ordonnance n°1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des Etablissements Recevant du Public (ERP), des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées, élargit la CCA à tous les usagers sous la forme d'un observatoire de l'accessibilité.

La CCA est composée de dix élus, cinq représentants d'associations liées au handicap et leurs suppléants, un représentant des personnes âgées, un représentant des acteurs économiques, un représentant des bailleurs sociaux et une association représentant les consommateurs et les usagers de la Ville, désignés par arrêté du Maire.

Pour l'année 2019, le bilan de Commission Communale pour l'Accessibilité a mis en avant, entre autres, les points ci-dessous :

1. La mise en œuvre de l'Agenda d'Accessibilité Programmée (AD'AP) de la deuxième période de 3 ans 2019-2021

L'ADAP de la Ville de Montpellier concerne 305 ERP répartis sur 248 sites. Sa mise en œuvre est programmée sur une durée de 9 ans, séquentielle en 3 périodes de 3 ans. Son financement, sur 9 ans, représente 35 millions d'euros au total. La première période couvre les années 2016-2018 pour un montant

de 9 millions d'euros. La seconde période couvre les années 2019-2021 pour un montant de 15 millions d'euros. Enfin, la troisième période couvre les années 2022-2024 pour un montant de 14 millions d'euros.

Le comité de pilotage du 12 décembre 2019 a présenté le bilan de l'année 2019 : sur les 122 sites prévus avant fin 2019, 62 étaient réalisés (montant total de 5 600 000 € dont 3 641 000 € pour 2019) et ont obtenu l'attestation de conformité, 46 ont démarré et étaient encore en cours et 14 n'avaient pas pu démarrer, ce qui avait donné lieu à l'anticipation de 26 ERP prévus sur 2020.

La Ville et la SA3M se sont engagés à multiplier les visites sur le terrain pour que les associations de personnes en situation de handicap du CLCPH (Comité de Liaison et de Coordination des associations de Personnes Handicapées et malades chroniques) puissent se rendre compte de l'accessibilité des travaux effectués.

2. Le bilan positif des activités des groupes de travail « Espaces publics », « ERP », « Mobilité » :

L'application « Faciligo » créée sur Montpellier se développe avec succès : elle permet de connecter des voyageurs ayant besoin d'aide pour se déplacer pour leurs loisirs, rendez-vous médicaux et des voyageurs de confiance qui effectuent le même trajet et sont volontaires pour les aider le long de leur parcours.

La poursuite sur 2019 du projet « SMART PARKING » permettra début 2021 le lancement d'une application sur smartphone pour recenser les places de stationnement disponible (valides et PMR) avec des capteurs spécifiques. Cela permettra aussi de lutter contre les fraudes aux fausses cartes. Pour mémoire on dénombre 13 341 places de stationnement, dont 1 053 destinées et labellisées aux Personnes à Mobilité Réduite.

L'ouverture de la Maison des sourds dans des locaux municipaux a permis la mutualisation des moyens et des projets autour des problématiques rencontrées par la population malentendante avec des manifestations spécifiques comme entre autres la Journée Mondiale des Sourds, les 110 ans de « L'Echo Magazine », etc.

La rénovation de la Grand-rue Jean Moulin est arrivée à son terme et a servi d'exemple pour d'autres travaux sur la Voirie. Elle avait trois principaux objectifs :

- assurer l'accessibilité des personnes à mobilité réduite sur la voie et les commerces ;
- rénover l'ensemble des réseaux existants en collaboration avec les concessionnaires ;
- restaurer le revêtement de sol de la rue.

Les 4 lignes de Tramway et les 17 lignes de bus sont 100 % accessibles. Les efforts sur la mise en accessibilité de 581 arrêts de bus (sur 733 au total) ont continué pour arriver à 79,26%. Dans le cadre de la Conception Universelle, la perspective de la ligne 5 du Tramway doit être une opportunité pour présenter ses aménagements aux membres de la CCA.

Le partenariat avec le GIHP (Groupement pour l'Insertion des personnes Handicapées Physiques) s'est amplifié avec une subvention supplémentaire de la Métropole de 150 000 € fin 2019 (passant ainsi de 1 200 000 à 1 350 000 € au total sur l'année 2019) pour l'achat de véhicules complémentaires pour le transport de 518 adhérents sur Montpellier personnes en situation de handicap, soit 23 000 trajets par mois. La Métropole sera attentive à ce que dans le futur, la subvention de fonctionnement permette un exercice de qualité.

3. L'inclusion des personnes en situation de handicaps dans la Ville est une priorité

De nombreuses actions sont impulsées et soutenues sur la Ville :

- La sensibilisation accrue de 600 élèves de CM2 autour d'HANDICOM, manifestation d'une semaine organisée par la Ville en partenariat avec le comité de liaison qui coordonne les 60 associations de personnes en situation de handicap, où le Handi'Sport et la Culture sont mis à l'honneur. Elle sera maintenue et développée dans un format numérique ;
- La nouvelle édition de la brochure « Handi'Culture » qui recense pour les « Publics Empêchés » la communication et la programmation de l'offre culturelle pour les personnes en situation de handicap. L'évaluation de ce support va être programmée ;
- L'emploi des personnes handicapées à la Mairie de Montpellier qui est supérieur au taux légal de 6% avec 9,24% en 2019. Pour information, Montpellier Méditerranée Métropole a un taux de 6,43% et le CCAS a un taux de 12,19%. Près de 500 agents travailleurs HP sur les trois structures bénéficient d'un accompagnement et au maintien dans l'emploi.

Ce rapport a été transmis, discuté et validé le 22 octobre 2020 avec les membres de la CCA réunie en commission plénière, présidée par Monsieur le Maire, qui est partiellement renouvelée :

Elus (10 sièges) :

- **Mme Emilie CABELLO**, Adjointe au Maire, déléguée à l'Accessibilité Universelle, au Plan de mise en accessibilité de la Ville, à l'Installation d'aires de jeux inclusives, au Développement de la domo-médecine, à la Politique d'inclusion des personnes handicapées ;
- **Mme Maryse FAYE**, Adjointe au Maire, déléguée à l'Urbanisme durable, à la Maîtrise Foncière, au Logement ;
- **M. Georges ARDISSON**, Conseiller Municipal Délégué à l'Hygiène et à la Sécurité auprès de Monsieur Sébastien COTE, Adjoint délégué à la Protection de la population et la tranquillité publique et aux Affaires militaires et aux Commissions de sécurité et d'accessibilité auprès de Madame Agnès SAURAT, Adjointe déléguée au Patrimoine municipal et la sobriété énergétique ;
- **Mme Radia TIKOUK**, Adjointe au Maire, déléguée aux Relations aux Usagers : Vie quotidienne-Etat civil, Recensement, Commémorations, Prest'O, Elections, Accueil, standard et certification Qualivilles, Administration des cimetières ;
- **M. Laurent NISON**, Adjoint au Maire, délégué aux Grands travaux, à l'embellissement de la ville et du cadre de vie, à la Coordination des travaux sur le territoire, Qualité du cadre de vie, Propreté de la Ville ;
- **M. Roger-Yanick CHARTIER**, Adjoint au Maire, Délégué aux Commerces de proximité, artisanat, tourisme (Occupation commerciale du domaine public, Affaires économiques, Animation et aux Manifestations commerciales, Qualité de l'environnement visuel et sonore, Pacte Jacques Cœur) ;
- **M. Manu REYNAUD**, Adjoint au Maire délégué à la Ville apaisée et respirable, à l'Elaboration d'un nouveau plan de circulation, à la Conduite d'une nouvelle politique de stationnement sur voirie, à la Mise en œuvre du SDMA à la Ville, au Projet de « Ville 30 km/h » ;
- **Mme Nadia AKIL**, Conseillère Municipale, Déléguée à l'Inclusion scolaire auprès de Mme Fanny DOMBRE-COSTE, adjointe déléguée à la Ville éducative, à la réussite scolaire ;
- **M. Michel CALVO**, Adjoint au Maire Délégué à la Ville fraternelle et solidaire, Affaires sociales et solidarité, Cohésion sociale, Lutte contre l'exclusion, Soutien aux aidants ;
- **Mme Julie FRECHE**, Conseillère Municipale déléguée au Bureau des temps, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Transport et aux mobilités actives.

Associations liées au handicap (5 sièges) : (bureau renouvelé)

- **M. Bernard MAURIN**, Président du CLCPH (Comité de Liaison et de Coordination des associations de Personnes Handicapées et malades chroniques de l'Hérault) ;
Suppléant : M. Gilles GRANGE (Délégué Accessibilité CLCPH) ;
- **M. Patrick ROYER**, (Association des Paralysés de France-France Handicap 34) représentant le handicap moteur ;
Suppléante : Mme Jocelyne ROCHE (Association Musique et Handicap) ;
- **M. Thierry JAMMES** (Fédération des Aveugles et Amblyopes de France-Languedoc Roussillon) représentant le handicap visuel ;
Suppléant : M. Jacky LAPALUD (Association Valentin HAÛY) ;
- **M. Alain MALLET** (Association Frédéric PEYSON) ;
Suppléante : Camille TERNISIEN (Présidente de Surdi 34) ;
- **M. Roger BOUDON** (APSH 34) représentant le handicap mental. ;
Suppléante : Mme Solange COLAS (Halte Pouce).

Organisme représentant les personnes âgées (1 siège) :

- **Mme Françoise BRETTON**, Directrice des Etablissements pour Personnes Agées (EHPAD) du CCAS.

Représentant des acteurs économiques (1 siège) :

- **Mme Cécile PEREYRON-GUILLERMAIN**, Conseillère Commerce et Tourisme à la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de l'Hérault.

Représentants d'autres usagers de la Ville (2 sièges) :

- **Mme Simone BASCOUL**, association nationale de consommateurs et d'usagers CLCV (« Consommation Logement et Cadre de Vie »).
- **M. Cyril BUFFAT**, Office Public de l'Habitat (A.C.M) de Montpellier Méditerranée Métropole,

Ce rapport est aussi le fruit des réunions des Groupes de Travail « Mobilité », « Cadre Bâti », « Accès aux droits et à l'Information », issus de la CCA qui se sont réunis à plusieurs reprises en 2019 en assemblée, en ateliers ou sur le terrain. Ces groupes de travail ont pour mission d'inventorier les besoins et de proposer, dans une démarche partenariale et transversale, des priorités d'intervention. Ils sont composés de

représentants des services de la Ville et de la Métropole directement concernés par les sujets, de représentants d'institutions partenaires et de représentants de personnes en situation de handicap.

Après validation par le Conseil municipal, le rapport 2019 sera transmis à Monsieur le Préfet, à Monsieur le Président du Conseil Départemental, au Conseil Départemental Consultatif des Personnes Handicapées ainsi qu'à tous les responsables des bâtiments, installations et lieux de travail concernés. Il sera mis en ligne sur le site Internet de la Ville pour être consultable par tous les citoyens.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le présent rapport de la Commission Communale pour l'Accessibilité ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Hind EMAD.

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : - 9 DEC. 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport CCA 2019 Définitif.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Accessibilité universelle**Présents :**

Tasmime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :**Attribution de subventions pour les associations de personnes en situation de
handicap - Exercice 2020 - Autorisation de signature**

Madame Emilie CABELLO, Adjointe au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble, et à cette fin, la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

SUBVENTIONS HANDICAP			
N° asso	Association	Intitulé du Projet ou Fonctionnement	Proposé (en euros)
582	Surdi 34 - Association de déficients auditifs	Projet Communication	1 000,00
696	Comité de Liaison et de Coordination des associations de Personnes Handicapées et malades chroniques	Projet refonte des outils de communication dans le cadre du contexte sanitaire COVID-19	3 160,00
1 108	Association Valentin Haüy	Projet équipement audio	2 500,00
1 936	Roule Nature	Fonctionnement	3 000,00

2099	Association Socioculturelle Bilingue Frédéric Peyson	Projet inclusion réelle des personnes adultes sourdes à la vie citoyenne. Achat de 20 tablettes avec abonnement et mise en pratique avec frais d'installation.	2 000,00
3901	Halte Pouce	Projet Permanence soutien parental quartier Cévennes	2 500,00
5974	Cap'A Cité	Projet outils pour aider les jeunes à mieux appréhender le contexte actuel (Sport adapté et geste 1 ^{er} secours)	3 000,00
TOTAL HANDICAP			17 160,00

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'affecter les subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de la Ville de Montpellier, chapitre 934,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAROSSE



Publiée le : - 9 DEC. 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- lettre engagement

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du lundi 30 novembre 2020

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Santé

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÉCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

Attribution de subventions - Thématique santé - Autorisation de signature

Monsieur Charles SULTAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble. A cette fin, la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

Code	Association	Projet	Montant proposé
1330	CODES 34	Projet « permanences addictologie en quartiers prioritaires »	2 000€
1946	France Alzheimer	Projet « Charte ville aidante Alzheimer »	1 000€
1806	AIDES	Projet Centre de santé Sexuelle Communautaire	2 337€
1755	APAJ	Projet médiation santé dans le quartier Marels et Montaubérou	3 500€

2881	Association Montpellier Hérault Dépistage du Cancer du Sein	Projet « dépistage en quartier prioritaire », avec le Mammobile	3 000€
4242	Médecins du monde	Projet CASO (Centre d'accueil et de soins)	2 000€
1068	Secours populaire	Projet « Solidaribus » santé	2 000€
		Total	15 837€

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'affecter les subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou conventions ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de la Ville de Montpellier, chapitre 934 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Georges ARDISSON, Mme Elodie BRUN-MANDON, Mme Emilie CABELLO, M. Jean-Dominique DELAVEAU.

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michael DEL



Publiée le : - 9 DEC. 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement.doc
- Convention Projet.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du lundi 30 novembre 2020

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Bien-être animal

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURJER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

Attribution de subvention dans le cadre de la thématique Sécurité/Animal - Exercice 2020 - Autorisation de signature

Monsieur Eddine ARIZTEGUI, Adjoint au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier.

Chaque année, la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Dans le cadre de la thématique Sécurité/Animal, et afin d'aider l'association Goupil Connexion à mener à bien ses activités pour l'année 2020, il y a lieu de lui allouer une subvention de fonctionnement d'un montant de 2 300 euros.

Code	Structure	Type	Montant
7101	GOUPIL CONNEXION	Fonctionnement	2 300 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation de la subvention pour l'association Goupil Connexion sous réserve de signature d'une lettre d'engagement ;
- d'approuver les termes de la lettre d'engagement ;
- de dire que les crédits seront inscrits au budget 2020 de la Ville de Montpellier, chapitre 931 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : - 9 DEC. 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet lettre attribution association .pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Jeunesse

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

**Bourse Initiatives Jeunes 2020 - Participation de la Ville de Montpellier -
Approbation**

Madame Véronique BRUNET, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier, grâce à la Bourse Initiatives Jeunes, souhaite favoriser les initiatives des jeunes montpelliérains.

Ce dispositif est une aide financière qui soutient des actions permettant l'implication des montpelliérains âgés de 16 à 29 ans.

Les projets doivent faire appel au sens des responsabilités, à l'esprit d'initiative et de solidarité. Ils peuvent concerner des domaines très divers tels que la culture, l'aide humanitaire, le développement de la vie sociale et l'intégration. Sont exclus les projets présentés dans un cursus scolaire ou universitaire, les travaux de recherches théoriques, ainsi que les projets professionnels. Le dossier doit comporter une présentation du projet, du budget et faire l'objet d'un cofinancement.

Les attributions sont établies conformément au règlement du dispositif voté par le Conseil municipal le 28 mars 2011.

Afin de permettre la réalisation des projets de la session du mois de novembre, il est proposé d'attribuer, pour un montant total de 7 300 €, les subventions selon les projets décrits ci-dessous et de les financer de la manière suivante :

- **PRODUCTION CULTURELLE**

Anahi GUEVARA, 26 ans, en recherche d'emploi

Titre du projet : IDENTIDAD – projet performance artistique et cinématographique

Mise en scène plastique et audiovisuelle sur le questionnement de l'identité humaine et ses évolutions.

Montant du projet : 6 301, 84 €

Montant demandé : 1 000 €

Montant proposé : 1000 €

Arnaud CATAYÉE, 27 ans, salarié

Titre du projet : ENSEMBLE 2036 – peintures et sculptures à partir d'objets récupérés et revalorisés.

Thématique environnementale et durable, exposition collaborative.

Programmation à la Galerie Saint Ravy en mars 2021.

Montant du projet : 5 660 €

Montant demandé : 2 000 €

Montant proposé : 2 000 €

Robin PICHON, 29 ans, en recherche d'emploi

Titre du projet : BOB PASSION – réalisation de clips vidéos et musicaux

Montant du projet : 2 488, 40 €

Montant demandé : 1 000 €

Montant proposé : 800 €

David HAYAT, 24 ans, en recherche d'emploi

Titre du projet : BOSSA LOVA – enregistrement d'un premier album musical

Montant du projet : 2 554 €

Montant demandé : 1 254 €

Montant proposé : 1 000 €

Yoann SAMPAH, 22 ans, étudiant

Titre du projet : @1H42 PASSE À L'HEURE D'ÉTÉ - réalisation de clips vidéos et musicaux

Montant du projet : 6 000 €

Montant demandé : 2 000 €

Montant proposé : 1000 €

- **DESTINATION MONDE**

Thibault MARTINO, 22 ans, étudiant

Titre du projet : Tropical AGROFORESTRY – actions solidaires et partage culturel dans un programme de développement durable avec MADAGASCAR et le TOGO. Echanges de méthodes agro-écologiques et agroforestières.

Montant du projet : 7 558 €

Montant demandé : 1 500 €

Montant proposé : 1 500 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'attribuer, dans le cadre du dispositif de la Bourse Initiative Jeunes, les subventions d'un montant total de 7 300 € pour les projets détaillés ci-dessus ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2020 de la Ville de Montpellier, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michael DELAFOSSE

Publiée le : - 9 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Protection de la population
et tranquillité publique**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

**Convention de partenariat avec la Caisse d'Allocations Familiales portant sur le
contrôle des critères de décence dans le logement - Avenant n°1 - Autorisation de
signature**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

La loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR), mise en œuvre depuis le 24 mars 2014, renforce la lutte contre l'habitat indigne et non décent par le développement d'outils, comme la déclaration préalable de mise en location, l'exécution des travaux d'office ou encore l'application de la conservation de l'aide au logement.

La lutte contre le logement non décent participe à la prévention de l'insalubrité et permet de maintenir une offre de logements présentant un minimum de confort, et accessibles aux plus modestes. La qualité du logement contribue à faciliter la vie familiale, les conditions d'éducation des enfants et plus globalement le bien être de santé. C'est un déterminant de santé important.

Depuis la mise en œuvre de la loi ALUR, la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) s'est dotée d'un outil incitatif et coercitif, favorisant des travaux de conformité : la conservation de l'aide au logement. C'est un véritable levier pour la mise en conformité des logements contribuant ainsi à l'assainissement du parc immobilier dégradé.

Par délibération du 26 juin 2018 n°V2018-195, il a été conclu, le 1^{er} septembre 2018, une convention partenariale de lutte contre la non décence des logements dotant la collectivité d'un outil coercitif pour la lutte contre l'habitat dégradé, permettant de clarifier et d'améliorer l'intervention publique pour l'usager.

Cette convention a habilité le Service Communal d'Hygiène et de Santé (SCHS) à réaliser des constats de non décence et des constats après travaux. La note interministérielle du 05 mars 2017 relative à la mise en œuvre du décret 2015-191 du 18 février 2015 relatif aux allocations logement et à leur conservation en cas de non-décence du logement, désigne les SCHS comme les partenaires privilégiés dans cette lutte.

La convention a prévu le versement d'une contribution financière à la Ville à hauteur de 100€ par dossier.

Considérant que des modifications doivent être apportées à la convention initiale, à l'article 9 "Disposition financière" notamment sur la volumétrie maximale annuelle du nombre de constats finançables, la volumétrie annuelle est fixée à 210 diagnostics par an, réalisés par le SCHS de Montpellier.

Les modifications sont reprises dans un avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention de partenariat avec la CAF sur le contrôle des critères de décence dans le logement, entre la CAF de l'Hérault et la Ville de Montpellier ;
- de dire que les recettes seront inscrites au Budget de la Ville de Montpellier, chapitre 931 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,

Michael DELAFOSSE



Publiée le : - 9 DEC. 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Protection de la population
et tranquillité publique**

Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Claire HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

**Stationnement Payant sur Voirie - Convention de gestion des Forfaits de Post-
Stationnement (FPS) avec l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des
Infractions (ANTAI) en cycle complet - Autorisation de signature**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2018, le stationnement est devenu une modalité d'occupation du domaine public et le non-paiement immédiat du stationnement est assimilé au choix de l'utilisateur d'un paiement postérieur au stationnement par l'intermédiaire d'un Forfait de Post-Stationnement (FPS).

Le FPS est donc dû au titre de l'occupation du domaine public, en cas de stationnement sur un emplacement payant de voirie. Il peut être édité par voie dématérialisée et géré par l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI).

Par délibération du 28 juin 2018, une convention cycle complet a été conclue par la collectivité avec l'ANTAI. Cette convention d'une durée de 3 ans arrive à échéance le 31 décembre 2020.

L'adhésion à ce cycle complet permet lors de l'émission d'un FPS, sa notification par voie postale par l'ANTAI, au domicile du titulaire du certificat d'immatriculation du véhicule concerné, dans un délai de 7 à 10 jours, suivant réception du FPS par l'ANTAI.

En cas de disparition ou de perte de l'avis de paiement déposé sur le véhicule, l'utilisateur a grâce à cette notification, la possibilité de payer le FPS dans les délais impartis de 90 jours. De surcroît, il peut effectuer une réclamation nommée RAPO (Recours Administratif Préalable Obligatoire) avant la date d'expiration de celui-ci (30 jours).

En cas de non-paiement dans un délai de 90 jours, l'utilisateur reçoit un titre exécutoire majoré de 50 euros, en raison des frais de traitement étatique.

Afin de prolonger ce service avec l'ANTAI, il est proposé une nouvelle convention pour la période du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2023.

Dans le cadre de cette convention, il est précisé que les frais de gestion pour le traitement et l'envoi postal d'un FPS seront de 1.32 euros, à réévaluer chaque année en fonction du coût d'affranchissement de la Poste. Dans le cas d'un envoi dématérialisé le traitement coûtera 0.63 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention, entre la Ville et l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions sur la base d'une procédure en cycle complet ;
- de dire que les crédits seront inscrits au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 938 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAROSSE



Publiée le : - 9 DEC. 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention ANTAI cycle complet 2021 à 2023.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Protection de la population
et tranquillité publique**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

**Police Municipale - Escortes de l'équipe du MHSC et visiteurs - Convention
d'indemnisation - Autorisation de signature**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Le Montpellier Hérault Sport Club dans le cadre de la saison 2020-2021 du championnat de football ligue 1, sollicite la Police Municipale pour l'escorte de l'une ou des deux équipes de joueurs (MHSC et Visiteurs) lors des matchs de football prévus par la ligue nationale au stade de la Mosson.

Les moyens déployés permettront d'assurer l'escorte du ou des véhicules de transport des équipes par des agents de l'Unité Motorisée, ou, à défaut, par des agents avec véhicules sérigraphiés de la Police Municipale.

L'objectif de l'intervention vise à permettre aux véhicules de transport d'atteindre ou de quitter le stade dans les meilleures conditions compte tenu des contraintes de circulation aux abords du stade de la Mosson les jours de match.

Lorsque les lieux de résidence des équipes sont situés à l'extérieur de la commune de Montpellier, un point de rendez-vous sera fixé à l'entrée de la commune pour la prise en charge de l'escorte.

Les heures et les lieux de prise en charge seront déterminés lors de la réunion préparatoire qui se tient en Préfecture avant chaque match.

Compte tenu du calendrier du championnat, les interventions de la Police Municipale se dérouleront sur la saison 2020-2021.

Le bénéficiaire représenté par le Montpellier Hérault Sport Club, sis 2733 avenue Albert Einstein - 34000 Montpellier, s'engage à prendre en charge les dépenses liées aux sujétions particulières supportées par la Ville de Montpellier dans le cadre de ces interventions conformément au tarifs 2020 fixés par la délibération n° V2019-534 en date du 26 décembre 2019.

L'indemnisation variera en fonction du nombre d'agents et de véhicules mobilisés (aller simple ou aller/retour) et de la date de la rencontre (semaine ou dimanche) :

- Escorte aller : 1 équipe du lundi au samedi inclus : 124 euros ;
- Escorte aller : 1 équipe dimanche et férié : 188 euros ;
- Escorte aller : 2 équipes (MHSC et Visiteurs) et retour 1 équipe (Visiteurs) du lundi au samedi inclus : 372 euros ;
- Escorte aller : 2 équipes (MHSC et Visiteurs) et retour 1 équipe (Visiteurs) dimanche et férié : 564 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de la convention relative à ces interventions ;
- d'approuver le principe de cette indemnisation des sujétions particulières supportées dans l'exercice de la Police Municipale ;
- de dire que les recettes seront inscrites au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 931 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DEL



Publiée le : - 9 DEC. 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention d'indemnisation

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Protection de la population
et tranquillité publique**

Présents :

Tasime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Mamu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

**Convention relative à l'indemnisation des escortes par la Police Municipale entre
la Ville de Montpellier et la Société d'Exploitation et de Production Musicale du
Rockstore - Autorisation de signature**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

La Société d'Exploitation et de Production Musicale du Rockstore, dans le cadre des concerts, soirées et spectacles, sollicite l'intervention de la Police Municipale pour l'escorte des transports dédiés aux artistes, musiciens et matériels.

L'objectif est de permettre à ces véhicules de transport d'accéder au Rockstore dans les meilleures conditions compte tenu des contraintes de circulation de l'Aire Piétonne aux abords de la salle de spectacles.

Les moyens déployés permettront d'assurer l'escorte du ou des véhicules de transport dédiés aux artistes, musiciens et matériels, par des agents de l'unité motorisée, ou, à défaut, par des agents avec véhicules sérigraphiés de la Police Municipale.

Pour la prise en charge de l'escorte, un point de rendez-vous sera fixé sur le parking du Zénith. Les horaires seront préalablement transmis par l'organisateur.

La Société, dont le siège social est situé 20 rue de Verdun - 34000 Montpellier, s'engage à prendre en charge les dépenses liées aux sujétions particulières supportées par la Ville de Montpellier dans le cadre de ces interventions conformément aux tarifs fixés par la délibération.

L'indemnisation, fixée sur la base d'une durée d'une heure, dépendra du jour et horaires de l'escorte demandée :

- Cas 1 : escorte du lundi au samedi inclus (entre 7 heures à 22 heures) ;
- Cas 2 : escorte du lundi au dimanche inclus (entre 22 heures à 7 heures) ;
- Cas 3 : escorte dimanche (entre 7 heures à 22 heures), et jours fériés ;

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le principe de cette indemnisation des sujétions particulières supportées dans l'exercice de la Police Municipale ;
- d'approuver les termes de la convention relative à ces interventions ;
- de dire que les recettes seront inscrites aux budgets 2021 et 2022 de la Ville de Montpellier, tout chapitre ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michael DELAFOSSE



Publiée le : - 9 DEC. 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention relative à l'indemnisation escortes PM pour Rockstore.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Protection de la population
et tranquillité publique**

Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

**Dispositif de transaction - Convention de mise en œuvre entre la Ville de
Montpellier et le parquet du Tribunal judiciaire de Montpellier - Approbation**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

L'article 51 de la loi du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances a modifié l'article 44-1 du Code de procédure pénale en donnant la possibilité au Maire de proposer une transaction au contrevenant en guise de réparation du préjudice subi par la commune.

Le dispositif porte sur les contraventions que les agents de la police municipale sont habilités à constater par procès-verbal conformément aux dispositions de l'article L.2212-5 du Code général des collectivités territoriales et qui sont commises au préjudice de la commune au titre de l'un de ses biens.

Le Maire peut proposer l'exécution au profit de la commune, d'un travail non rémunéré d'une durée maximale de trente heures ou d'un dédommagement financier à hauteur du préjudice. L'action publique ne doit pas, au préalable, avoir été mise en mouvement.

Les articles R.15-33-61 et suivants du Code de procédure pénale précisent la procédure à suivre pour la mise en œuvre de la réparation du préjudice subi et du travail non rémunéré. La transaction proposée par le Maire et acceptée par le contrevenant doit, par ailleurs, être homologuée par le Procureur de la République. L'action publique s'éteint lorsque l'auteur de l'infraction a exécuté dans le délai imparti les obligations résultant, pour lui, de l'acceptation de la transaction.

Le dispositif de la transaction municipale a été encouragé par la circulaire du 6 avril 2011 pour le règlement amiable des conflits. La Ville de Montpellier souhaite, dans une logique de prévention de la récidive dans la droite ligne de la politique pénale du Procureur de la République, développer le recours à ce dispositif, en particulier pour les abandons d'ordures, de déchets ou d'épaves de véhicules pour lesquels un nettoyage ou un enlèvement doit être réalisé, ainsi que pour les destructions, dégradations ou détériorations du mobilier urbain.

Dans cette perspective, il est proposé de conclure une convention entre Monsieur le Maire de Montpellier et Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal judiciaire de Montpellier dont les principaux objectifs sont de :

- Délimiter le champ d'application de la transaction proposée par le Maire ;
- Préciser les modalités d'échanges entre le Maire et l'autorité judiciaire pour la bonne mise en œuvre de la mesure ;
- Garantir, au travers d'une information réciproque, une cohérence et une harmonie entre l'action de la Ville de Montpellier et celle du parquet du Tribunal judiciaire de Montpellier en matière de prévention de la délinquance ;
- Renforcer le poids de l'action du Maire dans sa relation avec le contrevenant et de fixer des règles partagées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter la convention de mise en œuvre de la procédure de transaction municipale entre le Maire de Montpellier et le parquet du Tribunal judiciaire de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michael DELAFOSSE



Publiée le : - 9 DEC. 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention avec annexes.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Affaires militaires**Présents :**

Tasime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :**Attribution de subvention dans le cadre de la thématique ' Commémorations ' -
Exercice 2020 - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année, la Ville de Montpellier soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

SUBVENTIONS HANDICAP			
N° asso	Association	Intitulé du projet ou Fonctionnement	Montant Proposé
4845	Souvenir Français - Comité de Montpellier	Projet entretien et fleurissement des tombes « Mort pour la France » dans les cimetières	1 106 €
TOTAL COMMEMORATIONS			1 106 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'affecter la subvention définie ci-dessus, sous réserve de signature de la lettre d'engagement correspondante ;
- d'approuver les termes de la convention d'attribution ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de la Ville de Montpellier, chapitre 934 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michael DELAFOSSE



Publiée le : - 9 DEC. 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- lettre d'engagement

Accusé de réception -- Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Relation aux usagers

Présents :

Tasime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Cécilia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Philippe SAUREL.

**Cimetière Saint Lazare - Prestations de travaux et maintenance de voirie -
Avenant à la convention de groupement de commandes entre la Ville de
Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation de signature**

Madame Radia TIKOUK, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont conclu une convention de groupement de commandes concernant les 5 lots géographiques du marché n°4661AT17.

Concernant le lot 9 « Montpellier – Quartiers Hôpitaux Facultés et Centre 2 », le montant maximum prévu à la Convention de groupement de commandes pour la Ville de Montpellier doit être revu à la hausse afin de réaliser des travaux d'aménagement dans les cimetières de la Ville.

Ainsi le montant annuel maximum, pour la part Ville, doit être augmenté de 65 000 € HT, portant le maximum annuel pour la dernière période du marché à 165 000 € HT.

Le montant annuel maximum, pour la part Métropole, doit ainsi être diminué de 65 000 € HT, portant le maximum annuel pour la dernière période du marché à 2 230 000 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la signature de l'avenant à la convention de groupement de commandes pour les prestations de travaux et maintenance de voirie afin de modifier les montants annuels de répartition entre la Ville de Montpellier et la Métropole sur le lot 9 du marché ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : - 9 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Relation aux usagers

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUQUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Philippe SAUREL.

**Mise à disposition d'un emplacement au Cimetière Saint-Étienne en faveur de
l'Association Cultuelle Israélite de Montpellier - Approbation**

Madame Radia TIKOUK, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans la tradition juive, les objets et les textes sacrés n'ayant plus d'usage ne peuvent pas être détruits et doivent faire l'objet d'enfouissement dans des caveaux destinés à cet usage.

Les caveaux existants, l'un situé au cimetière israélite ancien de Saint-Lazare et l'autre au cimetière Saint-Etienne, s'avèrent saturés

Conformément au Code général des collectivités territoriales, et en particulier les articles L.2122-22, L.2122-23, L.2122-24, L.2213-8 et L.2213-9, il est proposé de mettre à disposition de l'Association Cultuelle Israélite de Montpellier un emplacement situé au secteur C3 du cimetière Saint-Etienne dans le prolongement de l'emplacement du caveau existant.

Les dimensions de l'emplacement sont de 3 mètres sur 2,5 mètres, soit une surface de 7,5 m². Il y sera autorisé l'installation de caveaux bâtis en infrastructure dont la profondeur ne pourra excéder deux mètres. Les représentants de l'Association Cultuelle Israélite de Montpellier peuvent effectuer toute demande de travaux sur cet emplacement, sous réserve d'une validation de l'Administration des Cimetières.

La mise à disposition de cet emplacement se fait à titre gracieux, sans limite de durée.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la mise à disposition d'un emplacement du cimetière Saint-Etienne à l'Association Cultuelle Israélite de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **- 9 DEC. 2020**

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michael DELAROSSA



Publiée le : **- 9 DEC. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Patrimoine municipal et
sobriété énergétique**

Présents :

Tasmine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Philippe SAUREL.

**Conventions de location entre la Ville et le Centre Communal d'Action Sociale
(CCAS) - Club Jeanne Galzy, Club de La Treille et Club Luis Mariano -
Autorisation de signature**

Madame Agnès SAURAT, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre de sa gestion active du patrimoine, la Ville de Montpellier met à disposition du Centre Communal d'Action Sociale, un certain nombre de biens dont elle est propriétaire ou locataire.

Les conventions de locations de locaux passées avec trois clubs, mis à disposition du CCAS, depuis plus de douze ans, étant arrivées à échéance, il convient d'en signer de nouvelles, selon les modalités ci-après :

- Club Jeanne Galzy : convention de location pour la mise à disposition de locaux situés 14 rue de Clémentville, à compter du 1^{er} janvier 2021, jusqu'au 31 décembre 2021, reconductible une fois de façon tacite pour un an, en contrepartie d'un loyer annuel de 22 150 € ;
- Club de La Treille : convention de location pour la mise à disposition de locaux situés 8 rue Abbé de l'Epée, à compter du 1^{er} janvier 2021, jusqu'au 31 décembre 2021, reconductible une fois de façon tacite pour un an, en contrepartie d'un loyer annuel de 13 770 € ;
- Club Luis Mariano : convention d'occupation temporaire du domaine public pour la mise à disposition de locaux situés 2 place Aggripa d'Aubigné, à compter du 1^{er} décembre 2020, jusqu'au 31 décembre 2021, reconductible une fois de façon tacite pour un an, en contrepartie d'une redevance annuelle de 14 236 € ;

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la signature des conventions de location pour les locaux susvisés ;
- de dire que les recettes seront inscrites sur le budget de la Ville, CRB V14200 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Michel CALVO.

Fait à Montpellier, le **- 9 DEC. 2020**

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAPOSSÉ



Publiée le : **- 9 DEC. 2020**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Ville / CCAS Galzy
- Convention Ville / CCAS La Treille
- Convention Ville / CCAS Mariano

Accusé de réception -- Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Protection de la population
et tranquillité publique**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Mann REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Philippe SAUREL.

Création de la Réserve Communale de Sécurité Civile de la Ville de Montpellier

Monsieur Yvan NOSBE, Conseiller municipal, rapporte :

Le territoire de la Ville de Montpellier est soumis à différents risques et menaces majeurs. Les retours d'expériences des événements passés, ainsi que la prospective des événements futurs, caractérisée par des épisodes caniculaires et méditerranéens toujours plus intenses, mettent en évidence l'importance de la résilience du territoire, et de la nécessaire amélioration constante de la gestion de crise de la collectivité dans son ensemble. Notre capacité de prévention et de réaction s'adresse aujourd'hui autant aux pouvoirs publics qu'aux citoyens du territoire qui peuvent devenir des acteurs majeurs de leur propre sécurité et de leur environnement.

Depuis plusieurs années, un ensemble de risques a été anticipé sur le territoire métropolitain afin de les prévenir et d'en atténuer les effets négatifs en cas de survenance, par l'objet notamment par le biais de travaux de prévention, de la planification de la gestion de crise, et de l'installation progressive d'une culture du risque auprès de la population.

Cette politique volontariste s'est structurée à ce jour selon l'organisation suivante :

- la mise en place d'une organisation municipale dédiée à la gestion des risques majeurs, qui complète les travaux de prévention du risque inondation déjà engagés par l'agglomération et l'élaboration sur le bassin versant du Lez d'un Plan d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) ;
- la gestion de l'Obligation Légale de Débroussaillage (OLD) en prévention du risque incendie de forêt, dans une réduction de la vulnérabilité de la commune ;

- l'élaboration d'un Plan Communal de Sauvegarde (PCS) sous l'angle du « multirisque » à l'usage des services municipaux, et d'un ensemble de supports pédagogiques à destination du grand public tels que le Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM) ;
- la mise en œuvre du service de Télé alerte pour alerter les montpelliérain(e)s en cas de risques majeurs, auxquels peuvent s'ajouter d'autres vecteurs d'alerte et d'information (réseaux sociaux, supports numériques, etc.) ;
- le déploiement du réseau des sirènes du Système d'Alerte et d'Information des Populations (SAIP) en lien étroit avec la Préfecture de l'Hérault ;
- l'acquisition de moyens matériels spécifiques pour le soutien des populations sinistrées et impliquées ;
- la réalisation de formations et d'exercices de simulations réguliers ;
- la mise en place d'évaluations et d'actions correctives ;
- l'inscription dans ce mandat de délégations municipales dédiées à la « protection de la population », au « plan communal de sauvegarde » et à la « réserve citoyenne ».

Ces dispositions, régulièrement éprouvées, appellent à être consolidées en permanence.

Dans cette perspective, la création d'une Réserve Communale de Sécurité Civile (RCSC) se présente comme un outil tout particulièrement adapté à la gestion des risques sur notre territoire et constitue une orientation forte du projet de mandat. La RCSC va se traduire par un dispositif de mobilisation civique défini par la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 relative à la modernisation de la sécurité civile et soumis aux dispositions des articles L. 724-1 et suivants du Code de la sécurité intérieure. Elle aura vocation à :

- structurer la mobilisation ;
- connaître par anticipation le vivier de personnes mobilisables ;
- pré-identifier les missions à confier ;
- s'inscrire dans un cadre juridique défini.

Placée sous l'autorité du Maire, la réserve a pour objet d'appuyer les services concourant à la sécurité civile en cas d'évènement excédant leurs moyens habituels ou dans des situations particulières.

A cet effet, elle est mise en œuvre pour mener des actions de soutien et d'assistance aux populations, d'appui logistique et de rétablissement des activités dans le cadre du Plan Communal de Sauvegarde, qui prévoit une sollicitation progressive et adaptée des ressources de la Ville en cas d'évènement majeur révélé.

Par ailleurs, elle peut être mobilisée pour participer à des exercices de simulation de crise et pour promouvoir la culture du risque par l'information préventive de la population. Elle ne vise en aucune manière à se substituer ou à concurrencer les services publics de secours et d'urgence. De la même manière, leurs actions sont complémentaires et respectueuses de celles des associations de sécurité civile, caritatives, humanitaires ou d'entraide.

L'organisation et le fonctionnement de la réserve seront fixés par l'établissement d'un règlement intérieur, accompagné d'un acte d'engagement. Les réservistes ont le statut juridique de collaborateur occasionnel de service public.

Toute recherche de subvention est autorisée auprès des collectivités territoriales compétentes, tel le Conseil Départemental de l'Hérault, et peut être élargie afin d'alléger le budget prévisionnel.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de créer la Réserve Communale de Sécurité Civile de la Ville de Montpellier ;
- d'inscrire les crédits au budget de la Ville de Montpellier aux chapitres 931 et 901 ;
- de solliciter des aides financières auprès de l'ensemble des partenaires susceptibles de participer à ses opérations, et à signer tout document y afférent ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : - 9 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 2
DECISIONS

PARTIE II - SOMMAIRE

Conseil du 30 novembre 2020
 Décisions prises par le Maire
 et non présentées lors du précédent Conseil,
 conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

N° Décisions	TITRES	PAGES
VD2020-270	Décision relative à l'attribution du marché V0B0026GC relatif à une mission d'architecte conseil pour la mise en valeur du bâti en secteurs patrimoniaux	225
VD2020-271	Décision relative à l'avenant n°1 au marché V8B0068JM - Assurance Protection Fonctionnelle des Agents et des Elus	227
VD2020-279	Décision relative au marché n°V0D0002EM "achat de livres" - Attribution	229
VD2020-296	Décision relative à la Clôture du Mandat d'études Ville / SA3M relatif au secteur des Hauts de la Croix d'Argent Autorisation de signature	231
VD2020-298	Décision relative au marché n°V9D0060AI Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'instruction de l'accessibilité Attribution	234
VD2020-300	Décision relative au marché n° V0B0037ST "Mise en lieu de dépôt des animaux placés par le Maire de la Ville de Montpellier" - Autorisation de signature	236
VD2020-301	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'Association des Maires de France- Exercice 2020	238
VD2020-320	Décision relative à l'avenant de transfert n°1 au marché de denrées alimentaires n°V8D0034PA - Lot n°15	240
VD2020-324	Décision relative au marché n°V0B0016RU - Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'études préalables relatives à des opérations d'aménagements sur la commune de Montpellier - Attribution de marché - Autorisation de signature	242
VD2020-327	Décision relative au renouvellement d'adhésion du Parc de Lunaret aux organisations de conservation in situ des espèces animales menacées - Exercice 2020 - Modification de la décision n°VD2020-068 en date du 19/02/2020	245
VD2020-333	Décision relative à l'avenant de transfert n°1 au marché de denrées alimentaires 7D0017 - Lots L, M, N et P	247
VD2020-335	Subvention de la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie (DRAC Occitanie) dans le cadre du Plan Local d'Education Artistique et Culturelle (PLEAC) - Propositions Artistiques et Culturelles dans les Ecoles (PACE) 2021 - Dépôt de la demande	249
VD2020-340	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "b.a BACH" pour le 11 octobre 2020	251

PARTIE II – SOMMAIRE

N° Décisions	TITRES	PAGES
VD2020-341	Décision relative à l'attribution du marché "transports de personnes pour les agents de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole en situation de handicap" n°G9D0026RH	253
VD2020-343	Décision relative à un avenant de prolongation du marché n°5D0048 ' Prestations de service traiteurs ' - Autorisation	255
VD2020-344	Décision relative à un marché public n°V8D0049AI "Construction du Groupe Scolaire Port Marianne - marché de travaux" Avenant 1 Lot 1	257
VD2020-346	Attribution du marché en procédure adaptée ouverte n° V0D00014ST Surveillance d'expositions et accompagnement de manifestations Autorisation de signature	259
VD2020-347	Décision relative à l'avenant n°1 marché de prestations de mise en place des salles et service de restauration des centres de loisirs et nettoyage des locaux - Accord-cadre n° 7D0015 - Autorisation de signature	261
VD2020-348	Décision relative à la convention de participation aux équipements publics de la ZAC de la Restanque entre la Ville de Montpellier / la SCCV 440 Près d'Arènes/la SA3M pour les Parcelles OP 34-81-86 Autorisation de signature	263
VD2020-349	Décision modificative relative à la convention de participation aux équipements publics de la ZAC de la Restanque entre la Ville de Montpellier / la société COGEDIM /la SA3M pour la parcelle OO31 Autorisation de signature	265
VD2020-350	Décision modificative relative à la convention de participation aux équipements publics de la ZAC de la Restanque entre la Ville de Montpellier / la société SCCV LE LANTISSARGUES /la SA3M Pour la parcelle O N29 à 33 - Autorisation de signature	267
VD2020-351	Décision relative à l'attribution du marché V0B00035EM "achat d'outillages, de consommables et de produits d'atelier et de chantier " - Autorisation de signature	269
VD2020-352	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "Chœur Symphonique de Montpellier" pour le 9 septembre 2020.	271
VD2020-353	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "Comité 34 Parkinson" pour les 9, 23 septembre, et le 7 octobre 2020.	273
VD2020-354	Décision d'ester en justice "Cour d'Appel de Montpellier - Chambre Correctionnelle - HAMOU Frédéric Antoine"	275

PARTIE II – SOMMAIRE

N° Décisions	TITRES	PAGES
VD2020-355	Décision d'ester en justice "Requête n°2003263-1 TA - DHIVERT Frédéric"	277
VD2020-356	Décision relative au marché n°V0D0012UV - Nettoyement des Halles - Attribution	279
VD2020-358	Décision relative au marché subséquent n°V0D0022UV - Location, pose et dépose de Décorations lumineuses et Illuminations de Noël 2020 - Attribution	281
VD2020-359	Décision relative à la convention de mise à disposition et de partage des coûts entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier de locaux à la base de canoë kayak de La Valette	283
VD2020-360	Décision relative à la convention de mise à disposition et de partage des coûts entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier CENTRE NAUTIQUE NEPTUNE	285
VD2020-361	Décision relative à la convention de mise à disposition et de partage des coûts entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier PISCINE ALFRED NAKACHE	287
VD2020-362	Décision relative à la convention de mise à disposition et de partage des coûts d'électricité, de gaz et d'eau entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier STADE DE LA MOSSON - MONDIAL 1998	289
VD2020-363	Décision relative au marché n°V9B0004EM - Maintenance des moyens de levages sur véhicules - Avenant n°1 - Autorisation de signature	291
VD2020-366	Décision d'ester en justice "Requête n°2002872-1 TA - SCI AUBERT"	293
VD2020-367	Décision d'ester en justice "Requête n°2003264-1 TA - Fabienne TICHIT"	295
VD2020-368	Décision relative aux conditions d'intervention des Educateurs Territoriaux entre l'Académie de Montpellier et la Ville de Montpellier 2020 - 2021	297
VD2020-369	Décision relative à la modification d'adresse de la Maison pour Tous Albertine Sarrazin	299
VD2020-371	Décision relative au marché n°V0D0003TM - Sécurisation et rénovation des espaces sportifs et éducatifs - Attribution	303
VD2020-372	Décision relative au marché n°V9B0107UV - Création, entretien et maintenance de patrimoine électrique extérieur – Attribution	305
VD2020-374	Décision relative à un avenant n°1 au marché public n°V9B0079AI "Création de locaux supplémentaires en lieu et place des logements de fonction Ecole Heidelberg"- Rémunération définitive de la maîtrise d'œuvre	307

PARTIE II – SOMMAIRE

N° Décisions	TITRES	PAGES
VD2020-375	Décision relative à un marché public n°5D0072 Maintenance et nettoyage des toitures et chenaux des bâtiments communaux Avenant n°2 Prolongation du marché jusqu'au 09 mars 2021	309
VD2020-376	Décision relative à l'attribution de l'accord cadre n°V0B0056EM "Achat de boissons" - Lots n°1 et 2 Autorisation de signature	311
VD2020-378	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "Chœur Universitaire de Montpellier Méditerranée" pour le 7 octobre 2020	313
VD2020-380	Décision relative au marché n°V0B0041MG - Maintenance des gros utilitaires (fourgons, plateaux, bennes) et poids lourds - Attribution	315
VD2020-381	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "CIMM" pour le 14 octobre 2020.	317
VD2020-382	Décision relative à demande d'autorisation d'urbanisme pour la réfection de l'étanchéité des quatre toitures-terrasses de l'École maternelle Jean de la Fontaine	319
VD2020-383	Décision relative à un marché public n°V8D0049AI " Construction du Groupe Scolaire Port Marianne " lot 2 - Avenant 2	321
VD2020-384	Décision relative à un marché public n°V8D0049AI " Construction du Groupe Scolaire Port Marianne " lots 5,7,8,13 et 15 - Avenant 1	323
VD2020-385	Décision relative à un marché public n°V8D0049AI " Construction du Groupe Scolaire Port Marianne " lots 4, 6 et 16 - Avenants n°1	325
VD2020-386	Décision relative au droit de préemption urbain - Propriété de la SCPI PF GRAND PARIS - 205 rue de l'Acropole - parcelle HI 401 - lots n° 965-966-968-956-957-958-962 - exercice du droit de préemption urbain	327
VD2020-387	Décision relative au droit de préemption urbain - Propriété de la SCPI PF GRAND PARIS - 205 rue de l'Acropole - parcelle HI 398 - lots n° 256-257-258-259-260-261-262-263-266-267-268 - exercice du droit de préemption urbain	330
VD2020-389	Décision relative à un emprunt de 15 millions d'euros auprès de la Société Générale - Autorisation de signature	333
VD2020-396	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "Chœur Universitaire de Montpellier Méditerranée" pour le 14 octobre 2020	336



Mission Grand Coeur
Service Patrimoine Historique

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à l'attribution du marché
V0B0026GC relatif à une mission d'architecte
conseil pour la mise en valeur du bâti en secteurs
patrimoniaux

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Maryse FAYE, déléguée à l'Urbanisme durable et la maîtrise foncière ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier une mission d'architecte conseil pour la mise en valeur du bâti en secteurs patrimoniaux pour assurer des permanences d'information du public à la mission Grand Cœur, pré-instruire des demandes d'autorisation de travaux et assurer un suivi des dossiers de demandes de subventions ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commandes, pour une durée de 24 mois maximum ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique : 60 % et prix au regard du total H.T du D.Q.E : 40% ;
- Qu'après analyse, Monsieur Serge Aimetti, architecte, présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer l'accord-cadre relatif à la mission d'architecte conseil pour la mise en valeur du bâti en secteurs patrimoniaux à Monsieur Serge Aimetti, architecte, pour un montant sans minimum et d'un maximum de 89 000 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 24 mois maximum.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de la Ville de Montpellier, chapitre 935.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 1 OCT. 2020
Madame l'Adjointe au Maire

Maryse FAYE



Publiée le : - 1 OCT. 2020

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Unité Assurances

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à l'avenant n°1 au marché
V8B0068JM - Assurance Protection Fonctionnelle
des Agents et des Elus

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de passer les contrats d'assurance
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans le domaine de l'Administration Générale et notamment les Assurances ;

CONSIDERANT :

- que l'article 104 de la loi n°2019-1461 du 27/12/2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique a établi l'obligation, pour toutes les communes de souscrire un contrat d'assurance visant à couvrir le conseil juridique, l'assistance psychologique et les coûts qui en résultent de son obligation de protection à l'égard du maire et des élus municipaux suppléants ou ayant reçu délégation, en application des articles L.2123-34 et L.2123-35 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- que la Ville de Montpellier dispose déjà d'une protection fonctionnelle. Cependant le volet « Assistance psychologique », n'étant pas visé dans le CCTP, n'est pas pris en charge par la compagnie. La compagnie d'assurance CFDP a donc été sollicitée afin d'obtenir le tarif de cette nouvelle prestation rendu obligatoire de par la loi,

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°1 du lot 3 « Protection Fonctionnelle des agents et des élus » du marché V8B0068JM « Souscription des contrats d'assurances permanentes de la Ville de Montpellier » avec le groupement Cabinet MOURET-JOLY (Courtier) et CFDP Assurance (Compagnie), avenant n°1 d'un montant annuel de 260 HT, portant le nouveau montant annuel du marché à 2360.48€ HT.

ARTICLE 2 : Dire que les dépenses seront imputées au budget principal, chapitre 920

ARTICLE 3 : Autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet de signer l'avenant, et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 OCT. 2020
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 19 OCT. 2020

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché n°V0D0002EM
"achat de livres" - Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif au code de la commande publique ;
 - VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint délégué aux Finances.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de livres pour répondre aux besoins des services de la Ville Montpellier ;
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n°V0D0002EM) a été lancée, en date du 11 mai 2020, sous forme d'un Accord Cadre à bons de commande sans minimum et sans maximum et un opérateur économique par lot, sous la forme d'un appel d'offres ouvert soumis aux dispositions des articles R2124-1 et R2124-2 du code, et des articles R2161-2 à R2161-5 du CCP . Cet Accord Cadre est conclu pour une période initiale d'exécution d'un an à compter de sa notification. Il peut être reconduit par périodes successives de 1 an, pour une durée maximale de reconduction de 3 ans ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres pour le **lot n°1 (Achat de livres scolaires)** étaient les suivants : Valeur technique au regard du mémoire technique pour 60% et prix des prestations au regard du rabais pour 40% ;
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du **08/09/2020**, a attribué le **lot n°1** à la société **Papèterie PICHON**, qui a proposé l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres pour le **lot n°2 (Achat de livres, romans, BD)** étaient les suivants : Valeur technique au regard du mémoire technique pour 90% et prix des prestations au regard du rabais pour 10% ;

- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du **08/09/2020**, a attribué le **lot n°2** au **Groupe SAURAMPS**, qui a proposé une offre économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

DECIDE

Article n°1 : D'autoriser la signature du marché « **Achat de livres scolaires et autres – Ville de Montpellier** » (**n°V0D0002EM**) » accord-cadre à bons de commandes sans minimum, sans maximum, pour le **lot n°1** à la société **Papèterie PICHON** pour un montant annuel de commandes estimé à **129 200 € HT avec rabais proposé à 24 %**,

pour le **lot n°2** au **Groupe SAURAMPS** pour un montant annuel de commandes estimé à **72 800 € HT avec rabais proposé à 9 %**.

C'est un Accord Cadre qui est conclu pour une période initiale d'exécution d'un an à compter de sa notification. Il peut être reconduit par périodes successives de 1 an, pour une durée maximale de reconduction de 3 ans ;

Article n°2 : De dire que la dépense sera imputée sur les budgets fonctionnement, tous chapitres ;

Article n°3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer ce marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Articles n°4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente Décision.

Montpellier, le 19 OCT. 2020

Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN

Publiée le : 19 OCT. 2020

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Ouest & Sud**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la Clôture du Mandat d'études
Ville / SA3M
relatif au secteur des Hauts de la Croix d'Argent
Autorisation de signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération n°V2020-005 du 4 juillet 2020 établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget. La signature de ces décisions, comme de toutes les autres pièces, peut librement être subdéléguée par le Maire à des adjoints ou conseillers municipaux ;
- VU l'arrêté n°VAR2020-009 du 24 juillet 2020 donnant délégation à Madame Maryse Faye, Adjointe au Maire déléguée à l'urbanisme et à l'aménagement fonciers ;
- VU le code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L.300-3 ;
- VU la décision du Maire n° 2015/0482 en date du 19/11/2015, concluant le marché de mandat d'études entre la Ville de Montpellier et la SA3M modifié par les avenants 1 (2017), 2 (2018) et 3(2019) ;
- VU la délibération du conseil municipal n°2018/241 en date du 28 novembre 2018 relative au lancement d'un projet de renouvellement urbain et de lancement d'une procédure de ZAC, objectifs et modalités d'association du public ;
- VU la délibération du conseil municipal n° 2019/255 du 18 juillet 2019 approuvant le bilan de la concertation du projet de renouvellement urbain du secteur des Hauts de la Croix d'Argent ;
- VU la délibération du conseil municipal n° 2019/256 du 18 juillet 2019 approuvant les termes de la concession d'aménagement confiant à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) le projet de renouvellement urbain du secteur des Hauts de la Croix d'Argent ;

- VU la décision du Maire n° 2019-651 en date 21/01/2020 relative à l'avenant de transfert dans la concession d'aménagement de l'accord-cadre à marchés subséquents pour les missions d'architecte-urbaniste coordonnateur en vue du réaménagement du quartier des Hauts de la Croix d'Argent ;
- VU la décision du Maire n° 2020-057 en date 02/03/2020 relative à l'avenant de transfert dans la concession d'aménagement du marché de l'étude acoustique ;
- VU la décision du Maire n° 2020-059 en date 02/03/2020 relative à l'avenant de transfert dans la concession d'aménagement du marché de l'étude circulation ;

Considérant :

- Que dans le cadre de sa politique de Renouvellement urbain, de réinvestissement des quartiers existants et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier a décidé de procéder au réaménagement d'un périmètre situé dans le quartier Croix d'Argent, entre l'avenue de Toulouse, l'avenue Villeneuve d'Angoulême, la rue Jacques Bounin et la rue François Mireur-boulevard Pedro de Luna ;
- Que pour préciser les conditions de réalisation de cette opération, la Ville de Montpellier a engagé un programme d'études et d'expertises techniques pour affiner la faisabilité technique, administrative et financière de ce projet avant de désigner un architecte-urbaniste en chef de l'opération ;
- Que la SA3M a effectué les missions de coordination et de pilotage des études et de la démarche dans le cadre du mandat qui lui a été confié ;
- Que l'ensemble des contrats et marchés prévus au mandat sont clôturés, à l'exception de l'accord-cadre à marchés subséquents pour les missions d'architecte-urbaniste coordonnateur pour l'aménagement en vue du réaménagement du quartier des Hauts de la Croix d'Argent, de l'étude acoustique et de l'étude circulation qui ont été transférés à la concession d'aménagement confiée à la SA3M ;
- Que le bilan de clôture de ce mandat d'études fait apparaître un solde de trésorerie positif de 62 192.06€ au bénéfice de la Ville de Montpellier, se décomposant de la manière suivante :
 - 6 547,89 € dus par la SA3M faisant l'objet de la situation de dépenses SA3M n°7 transmise avec le présent protocole ;
 - 55 644.17 € dus par SA3M sur l'avance de trésorerie consentie par la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : De clore le marché de mandat d'études entre la Ville de Montpellier et la SA3M, selon les termes du document de reddition des comptes annexé à la présente décision ;

ARTICLE 2 : D'accepter les comptes du mandat et de donner quitus de sa mission à la SA3M ;

ARTICLE 3 : De dire que le solde de trésorerie du mandat, soit 62 192.06 €, sera réglé par la SA3M à la Ville de Montpellier et d'émettre les titres de recettes correspondant à ce montant ;

ARTICLE 4 : D'autoriser Monsieur le Maire, ou, à défaut, Madame l'adjointe déléguée à signer la clôture du mandat d'études des hauts de la Croix d'Argent et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 1 OCT. 2020
Madame l'Adjointe au Maire

Maryse FAYE



Publiée le : - 1 OCT. 2020
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative au marché n°V9D0060AI
Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour
l'instruction de l'accessibilité
Attribution

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU le décret relatif aux marchés publics OU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Emilie CABELLO en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Emilie CABELLO dans le domaine de l'accessibilité universelle ;

- Considérant :

- qu'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'instruction à l'accessibilité est nécessaire;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique sous la forme d'un marché à bons de commande sans minimum ni maximum passé en application des articles R2162-1 à R2162-6, et R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique pour une durée de 12 mois (reconductible par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans) ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur technique au regard du mémoire technique 60%
 - ° Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif 40%
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 08 septembre 2020 à : Montpellier

- classé les offres et choisi l'entreprise BUREAU VERITAS CONSTRUCTION (450 rue Baden Powell – ZAC Blaise Pascal – Immeuble Optimum 34000 Montpellier) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché V9D0060AI « Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'instruction de l'accessibilité » à l'entreprise BUREAU VERITAS CONSTRUCTION pour un montant estimatif de 134 800,00 € HT sur la base d'un accord-cadre sans minimum ni maximum.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 12 mois (reconductible par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans).

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, tous chapitres confondus.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 5 OCT. 2020
Madame l'Adjointe au Maire

Emilie CABELLO



Publiée le : - 5 OCT. 2020
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Ressources Communes

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative au marché n° V0B0037ST "Mise
en lieu de dépôt des animaux placés par le Maire
de la Ville de Montpellier" - Autorisation de
signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération n° 2020-005 du 4 juillet 2020 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Monsieur Eddine ARIZTEGUI, Adjoint au bien-être animal.

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier souhaite procéder à la mise en lieu de dépôt des animaux placés par le Maire ;
- Qu'une procédure adaptée ouverte a été lancée en date du 04 juin 2020 conformément aux dispositions de l'article R2123-1 ainsi que des articles R2162-2 à R2162-5 du Code de la Commande Publique ;
- Que les prestations feront l'objet d'un accord cadre à bons de commande sans minimum, et avec un seuil maximum de 88 000,00 Euros H.T. sur la durée totale du marché. Cet accord cadre est passé à prix unitaires en application des articles R2162-1 à R2162-6 ainsi que des articles R2162-13 et R2162-14 sur la mise en œuvre des accords-cadres ;
- Que l'accord cadre est conclu pour une période de 48 mois à compter de la notification ;

- Que la société le Centre Canin du Pilier des Masques sis 299 Chemin de Prédaiïau – 34400 Entre-Vignes a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse selon les critères de jugement des offres suivants :
 - Valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique : 60 %
 - Montant des prestations : 40 %

Décide en conséquence :

Article 1 : D'attribuer le marché sous la forme d'accord cadre à bons de commande sans minimum et avec un seuil maximum de 88 000,00 Euros H.T. sur la durée totale du marché au Centre Canin du Pilier des Masques sis 299 Chemin de Prédaiïau – 34400 Entre-Vignes.

Le marché prendra effet à compter de sa date de notification pour une durée de 48 mois.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de la Ville - Chapitre : 931 ;

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05/10/2020

Monsieur l'Adjoint au Maire


Eddine ARIZTEGUI



Publiée le : - 6 OCT. 2020

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Ingénierie Partenariale

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative au renouvellement de l'adhésion
à l'Association des Maires de France- Exercice
2020**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération V2020-005 établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michel ASLANIAN en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN dans le domaine des Finances ;

- Considérant :

- Que, créée en 1907 et reconnue d'utilité publique dès 1933, l'Association des Maires de France est aux côtés des Maires et des Présidents d'intercommunalité pour défendre les libertés locales, appuyer les élus dans la gestion au quotidien et préserver les intérêts des collectivités et de leurs groupements ;
- Que l'Association des Maires de l'Hérault représente sur le plan départemental l'Association des Maires de France ;
- Que la fonction de l'AMF 34 est donc de faire remonter les attentes, voire les revendications des communes de l'Hérault et que, pour cela, il est donc nécessaire de disposer d'un réseau départemental permettant de recueillir les avis des Maires de toute la France ;
- Qu'il est proposé au titre de l'année 2019 l'adhésion à l'Association de Maires de France et des Présidents d'Intercommunalité et celle des Maires du Département de l'Hérault, par le versement d'une cotisation d'un montant de 43 320 € TTC.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver le versement de la cotisation telle que définie ci-dessus pour un montant de 43 320 € TTC.

ARTICLE 2 : De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2020 au chapitre 930 ;

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, toute personne ayant délégation, à signer tout document relatif cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 OCT. 2020
Monsieur le Maire


Michaël DELAFOSSE



Publiée le :

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Service Intendance et Maintenance

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'avenant de transfert n°1 au
marché de denrées alimentaires n°V8D0034PA -
Lot n°15**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Marie MASSART en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Marie MASSART dans le domaine « Politique alimentaire, agriculture urbaine » ;
- VU la décision n°VD2019-75 attribuant le lot n°15 du marché de denrées alimentaires n°V8D0034PA à l'entreprise GOZOKI, pour un montant minimum annuel de 12 000 euros HT et un montant maximum annuel de 48 000 euros HT et pour une durée de 4 années (montant et durée toutes reconductions confondues).

Considérant :

- Que l'entreprise GOZOKI est titulaire du lot n°15 « Tielles surgelées » du marché de denrées alimentaires n°V8D0034PA ;
- Que l'entreprise GOZOKI a cessé ses activités de vente et les a transférées à l'entreprise ID Services à compter du 31 /12/2019 ;
- Que l'entreprise ID Services s'est engagée à reprendre la commercialisation des produits en négoce de GOZOKI. ID SERVICES continuera à servir le même produit qui sera fabriqué par le groupe GOZOKI et à poursuivre dans les conditions contractuelles initiales les marchés publics en cours d'exécution ;

DECIDE

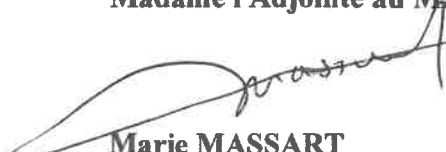
ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au lot n°15 du marché de denrées alimentaires n°V8D0034PA par lequel l'entreprise ID Services, nouveau titulaire du marché, s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations résultant du marché initial.

ARTICLE 2 : De dire que les clauses et conditions du marché initial, et notamment la durée du marché, demeurent inchangées et applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 5/10/20
Madame l'Adjointe au Maire


Marie MASSART



Publiée le : 0202 '100 9 -

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Est & Nord

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative au marché n°V0B0016RU -
Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la
réalisation d'études préalables relatives à des
opérations d'aménagements sur la commune de
Montpellier - Attribution de marché -
Autorisation de signature

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire, en date du 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil de la Ville de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Maryse FAYE dans le domaine « Urbanisme durable et maîtrise foncière » du 24 juillet 2020 ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de procéder à la réalisation d'études préalables relatives à des opérations d'aménagement sur des secteurs de la ville de Montpellier ;

- qu'une procédure adaptée ouverte a été lancée conformément aux articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du code de la commande publique sous la forme d'un marché accord-cadre avec minimum et maximum en application des articles L.2125-1 1°p, R.2162-1 à R.2162-12 du code de la commande publique, pour une durée initiale de 2 ans à compter de sa notification ;
- que l'accord-cadre donnera lieu à la conclusion de marchés subséquents qui seront des marchés à bons de commande avec minimum et maximum en application des articles L.2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif : 20 %
 - Valeur technique au regard du mémoire technique : 80 %
- qu'après analyse, le groupement EXM ARCHITECTES / LA STRADA, dont EXM ARCHITECTES est le mandataire, 3 rue Bonnard – 34 000 MONTPELLIER, présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot 1 ;
- qu'après analyse, le bureau d'étude paysage ESKIS, 10 rue des Amaryllis – 34 070 MONTPELLIER, présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot 2 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le lot 1 du marché n°V0B0016RU – Mission D'assistance A Maitrise D'ouvrage Pour La Réalisation D'études Préalables Relatives A Des Operations D'aménagements Sur La Commune De Montpellier au groupement EXM ARCHITECTES / LA STRADA, dont EXM ARCHITECTES est le mandataire, sur la base d'un accord-cadre à bons de commande avec un minimum de 10 000€ HT et un maximum de 60 000€ HT, sous réserve que l'attributaire pressenti renvoie les certificats et annexes demandés dans le délai fixé.

Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage. Sa durée est de 2 ans et peut être reconduit 1 fois pour une période de 2 ans.

ARTICLE 2 : D'attribuer le lot 2 du marché n°V0B0016RU – Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'études préalables relatives à des opérations d'aménagements sur la commune de Montpellier au bureau d'étude paysage ESKIS, sur la base d'un accord-cadre à bons de commande avec un minimum de 2 000€ HT et un maximum de 20 000€ HT, sous réserve que l'attributaire pressenti renvoie les certificats et annexes demandés dans le délai fixé.

Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage. Sa durée est de 2 ans et peut être reconduit 1 fois pour une période de 2 ans.

ARTICLE 3 : De dire que les dépenses seront imputées sur le budget 2020 de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Publiée le : 25 SEP. 2020

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction du Parc de Lunaret
Service Administration (Parc de Lunaret)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative au renouvellement d'adhésion
du Parc de Lunaret aux organisations de
conservation in situ des espèces animales
menacées - Exercice 2020 - Modification de la
décision n°VD2020-068 en date du 19/02/2020**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre,
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Eddine ARIZTEGUI en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eddine ARIZTEGUI dans le domaine du bien-être animal ;
- **VU** la Directive européenne 1999/22/CE du 29 mars 1999, appelée « Directive zoo », transposée dans l'Arrêté ministériel du 25 mars 2004, chapitre 6, article 53, qui rappelle le rôle des parcs zoologiques en matière de conservation des espèces menacées, de sensibilisation du public et de recherche scientifique ;
- **VU** la décision modifiée n° VD2020-068 du 19 février 2020 ;

- CONSIDERANT :

- que les parcs zoologiques sont encouragés non seulement à participer aux programmes d'élevage en captivité d'espèces menacées mais aussi à soutenir concrètement, scientifiquement et financièrement les projets de protection des espèces menacées dans leur habitat naturel au sein de leur pays d'origine (conservation in situ) ;
- que la Ville de Montpellier n'est pas en mesure d'organiser et de financer ce type de projet en son nom propre, l'intermédiaire d'organisations non gouvernementales expérimentées et reconnues en la matière est une bonne alternative ;
- que l'adhésion à ces associations et l'implication dans ces programmes d'élevage est par ailleurs une reconnaissance de l'implication concrète du Parc de Lunaret dans sa mission de conservation et de recherche scientifique ;
- qu'il convient de modifier le montant alloué à l'association CIKANANGA Conservation Breeding Centre en raison d'une erreur matérielle figurant dans la décision modifiée n°VD2020-068 ;
- que les autres dispositions de la décision modifiée n°VD2020-068 demeurent inchangées ;

DECIDE

ARTICLE 1^{ER} : De modifier le montant de l'adhésion à l'association CIKANANGA Conservation Breeding Centre en portant le montant de la cotisation annuelle à la somme de **2000 € TTC** (au lieu de 1500 € TTC) ; les autres dispositions de la décision modifiée n° VD 2020-068 demeurent inchangées ;

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Direction du parc de Lunaret de la Ville de Montpellier, chapitre 933 ;

ARTICLE 3 : De dire que Monsieur l'Adjoint délégué est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **- 1 OCT. 2020**
Monsieur l'Adjoint au Maire,

[Signature]
Eddine ARIZTEGUI

Publiée le : - 1 OCT. 2020
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Service Intendance et Maintenance

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'avenant de transfert n°1 au
marché de denrées alimentaires 7D0017 - Lots L,
M, N et P**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Marie MASSART en qualité d'adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Marie MASSART dans le Domaine « Politique Alimentaire, agriculture urbaine » ;
- VU la décision N° VD/2017/309 attribuant notamment les lots 12 (L), 13 (M), 14 (N) et 16 (P) du marché de denrées alimentaires 7D0017 à l'entreprise AGRIVIVA PRODUCTION S.A.S., pour un montant minimum annuel de 40 750 euros HT et un montant maximum annuel de 163 000 euros HT pour l'ensemble des 4 lots et pour une durée de 4 années (montant et durée toutes reconductions confondues).

Considérant :

- Que l'entreprise AGRIVIVA PRODUCTION S.A.S. est titulaire des lots 12, 13, 14 et 16 respectivement « salade 4° gamme », « mélange de crudités 4°gamme », « Légumes 4°gamme » et « produits issus de l'agriculture biologique 4°gamme » du marché de denrées alimentaires n°7D0017 ;
- Que l'entreprise AGRIVIVA PRODUCTION S.A.S a cessé ses activités de vente et les a transférées à l'entreprise AGRIVIVA S.N. à compter du 3 août 2020 ;
- Que l'entreprise AGRIVIVA S.N. s'est engagée à reprendre le site, la marque AGRIVIVA et à poursuivre dans les conditions contractuelles initiales les marchés publics et privés en cours d'exécution ;

DECIDE


ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 aux lots 12, 13, 14 et 16 du marché de denrées alimentaires n° 7D0017 par lequel l'entreprise AGRIVIVA S.N. nouveau titulaire du marché, s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations résultant du marché initial.

ARTICLE 2 : De dire que les clauses et conditions du marché initial, et notamment la durée du marché, demeurent inchangées et applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28/09/20
Madame l'Adjointe au Maire


Marie MASSART



Publiée le : 29 SEP. 2020

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Education
Service Ressources (Education)**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Subvention de la Direction Régionale des Affaires
Culturelles Occitanie (DRAC Occitanie) dans le
cadre du Plan Local d'Education Artistique et
Culturelle
(PLEAC) - Propositions Artistiques et Culturelles
dans les Ecoles (PACE) 2021 -
Dépôt de la demande**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame, DOMBRE-COSTE Fanny, première adjointe, déléguée à la ville éducative, réussite scolaire et administration générale.

CONSIDERANT :

- que dans le cadre de sa politique de réussite éducative et du Plan Local d'Education Artistique et Culturelle (PLEAC), la Ville de Montpellier s'engage à promouvoir la mise en place d'activités éducatives culturelles dans le temps scolaire en partenariat avec la Direction Académique des Services de l'Education Nationale (DASEN) et la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie (DRAC Occitanie).
- que cette démarche concertée dans le domaine de l'éducation artistique et de la culture scientifique vise à garantir la qualité des intervenants et la pertinence de leurs apports, en articulation avec le programme scolaire et les priorités éducatives, ainsi qu'une juste répartition des actions sur les écoles et les quartiers.
- que pour l'année 2021, la DRAC Occitanie propose à la Ville de Montpellier l'attribution d'une subvention de 25 000 € représentant sa contribution à l'ensemble des actions culturelles proposées par les écoles de la Ville de Montpellier.
- que la Ville de Montpellier va déposer une demande de subvention auprès de la DRAC Occitanie pour un montant de 25 000 € qu'elle s'engage à reverser aux associations porteuses des projets des écoles, en plus de sa propre participation.

-que les subventions PACE seront votées sur le budget 2021 de la Ville pour un montant global prévisionnel de 56 000 € (dont 25 000 € Ville, 6 000 € DASEN, 25 000 € DRAC), pour aider les écoles à mener à bien leurs projets

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le dépôt d'une demande de subvention auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie, au titre du Plan Local d'Education Artistique et Culturelle (PLEAC), sur l'exercice 2021, pour un montant de 25 000 €.

ARTICLE 2 : D'inscrire cette recette sur le chapitre 932.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la ville de Montpellier est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le
Monsieur le Maire

15 OCT. 2020



Michael DELAFOSSE

Publiée le : 15 OCT. 2020

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association "b.a
BACH" pour le 11 octobre 2020

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture.

Considérant :

- Que l'association « b.a BACH » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs pour le 11 octobre 2020;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 45€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2019/534 du 19 décembre 2019.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la ville de Montpellier est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **23 OCT. 2020**
Monsieur le Maire



Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 26 OCT. 2020

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Santé et de la Prévention
Unité administrative qualité de vie au travail

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à l'attribution du marché
"transports de personnes pour les agents de la
Ville de Montpellier et de Montpellier
Méditerranée Métropole en situation de
handicap"n°G9D0026RH

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **Vu** le Code de la commande publique
- **Vu** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **Vu** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire
- **Vu** la convention de groupement N° MD2018-574 établie entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole relative aux « Transports de personnes pour les agents de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole en situation d'handicap » dans laquelle la Ville est désignée mandataire.

Considérant :

- qu'il est nécessaire, d'assurer le transport des agents de la Ville et de Montpellier Méditerranée Métropole en situation d'handicap ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique sous la forme d'un marché à bons de commandes en application des articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique sans minimum ni maximum pour une durée de 12 mois à compter de sa notification. L'accord-cadre peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique au regard du mémoire technique : 70%
 - Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 30%

- Que la Commission d'appel d'offre dans sa séance du 8 septembre 2020 a classé l'offre et choisi l'entreprise SO'LIFES EURL 80, Place Georges FRECHE 34000 Montpellier présentant une offre économiquement avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché de transports de personnes pour les agents de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole à l'entreprise SO'LIFES EURL.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur les budgets de la Métropole et de la Ville de Montpellier, tous chapitres confondus.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 1 OCT 2020
Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN



Publiée le : - 1 OCT. 2020
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à un avenant de prolongation du
marché n°5D0048 ' Prestations de service
traiteurs ' - Autorisation

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif au code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint Délégué aux Finances ;
- VU la décision n°2016 / 0348 attribuant le marché n°5D0048 « Prestations de service traiteurs »

Considérant :

- Que la redéfinition nécessaire et complexe du besoin (avec l'assistance de l'ADEME) a fait prendre du retard au lancement d'une nouvelle procédure. Il est nécessaire de prolonger le présent accord cadre pour une durée de 4 mois.

Ce marché en groupement de commandes étant utilisé par les services de la Ville de Montpellier et ceux de Montpellier Méditerranée Métropole, il est nécessaire de prolonger le marché actuel jusqu'à l'aboutissement de la procédure en cours afin d'assurer la continuité du Service Public.

Le marché prendra donc fin le 30 avril 2021.

DECIDE

- **ARTICLE N°1** : D'autoriser la signature de l'avenant de prolongation, du marché N°5D0048 « Prestations de service traiteurs » passé pour un groupement de commandes entre la ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.
 - Pour le *lot 1 (prestations traiteurs avec et sans service pour des prestations de 1 à 200 personnes)* attribué aux sociétés LM Traiteur, 110 allée Jean François lesueur, 34070 MONTPELLIER, La Table de Cana, 515 rue de l'Industrie 34070 MONTPELLIER, Arts et saveurs, 134 Montée des Picadous, 34980 MONTFERRIER sur LEZ, La Bulle Bleue, 285 rue du Mas Prunet, 34070 MONTPELLIER, Husser, 1 rue Patrice Lumumba, 340780 MONTPELLIER et Traiteur Pléïade, 33 avenue Vincent d'Indy, 30100 ALES, pour un montant estimatif de 35 000 € HT, jusqu'au 30 avril 2021 ;
 - pour le *lot 2 (prestations traiteurs avec et sans service pour des prestations pour 201 personnes et plus)* attribué aux sociétés La Table de Cana, LM Traiteur, Arts et Saveurs et Husser pour un montant estimatif de 35 000 € HT, jusqu'au 30 avril 2021 ;
 - pour le *lot 3 (Prestations de préparation de plateaux-repas froids ou chauds et pizzas pour 4 à 1 000 personnes)* attribué aux sociétés La Table de Cana, Cabiron, 350 et 439 avenue Maréchal Leclerc, 34070 MONTPELLIER, La Brasserie le M, 500 avenue de Vanières, 34070 MONTPELLIER, pour un montant estimatif de 17 000 € HT, jusqu'au 30 avril 2021.
- **ARTICLE N°2** : De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, tous chapitres.
- **ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant de prolongation et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- **ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le
Monsieur l'Adjoint au Maire

- 1 OCT 2020

Michel ASLANIAN



Publiée le : - 1 OCT. 2020

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à un marché public
n°V8D0049AI
"Construction du Groupe Scolaire Port Marianne
- marché de travaux"
Avenant 1 Lot 1**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE 1^{ière} Adjointe au Maire déléguée à la Ville éducative, à la réussite scolaire et à l'administration générale ;
- VU la décision n°VD2019-006 du 4 février 2019 relative à l'attribution du lot 1 « terrassement – gros œuvre » du marché « Construction du Groupe Scolaire Port Marianne » n°V8D0049AI à la société DEMATHIEU BARD Parc Club du Millénaire Bât 18 1025, rue Henri Becquerel 34000 Montpellier pour un montant de 2 888 000,00 € HT ;

Considérant :

- Que le marché Construction du Groupe Scolaire Port Marianne a été lancé ;
- Que l'avancement du chantier fait apparaître la nécessité de certaines modifications techniques, entraînant des incidences financières ;
- Que conformément à l'article 139-6° du décret 2016-360 du 25 mars 2016 il est nécessaire de signer un avenant n°1 ayant pour objet une augmentation initial du marché ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché V8D0049AI lot 1 avec l'entreprise DEMATHIEU BARD d'un montant de 100 985,00€ HT, portant le nouveau marché à 2 988 985,00€ HT, soit une plus-value qui s'élève à 3,50 % du marché initial.

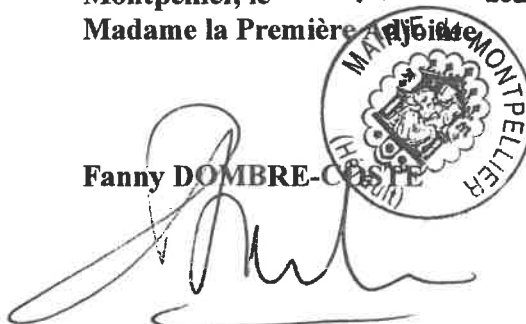
ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, chapitre 902.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **19 OCT. 2020**
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : **19 OCT. 2020**

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Ressources Communes

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Attribution du marché en
procédure adaptée ouverte n° V0D00014ST
Surveillance d'expositions et accompagnement de
manifestations
Autorisation de signature

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- Vu le Code de la commande publique ;
- Vu la délibération n° 2020-005 du 4 juillet 2020 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Monsieur Sébastien COTE, Adjoint à la Protection de la Population, à la Tranquillité publique et aux Affaires militaires.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier un accord cadre à bons de commande portant sur la surveillance d'expositions et accompagnement de manifestations pour la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure adaptée ouverte a été lancée en date du 20 Juillet 2020 conformément aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 3° du code de la Commande Publique ;
- Que les prestations feront l'objet d'un accord cadre à bons de commande sans minimum, ni maximum sur la durée totale du marché. Cet accord cadre est passé à prix unitaires en application des articles L.2125-1 1° et R2162-1 à R2162-6 ainsi que des articles R2162-13 et R2162-14 sur la mise en œuvre des accords-cadres ;
- Que le montant estimé pour la durée initiale est de 200 000,00 Euros H.T ; avec une estimation globale sur une durée totale de 4 ans de 800 000,00 Euros H.T.

- Que le marché est conclu pour une période initiale de 12 mois à compter de la notification du marché. Ce marché pourra faire l'objet de 3 reconductions tacites possibles par périodes successives d'un an ;
- Que la société PROTECTION SECURITE INCENDIE GRAND SUD sise 209 Rue Pina Bausch – 34080 Montpellier a présenté l'offre économiquement la plus favorable selon les critères de jugement des offres suivants :

- Valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique : 60 %
- Montant des prestations : 40 %

DECIDE

Article 1 : D'attribuer l'accord cadre portant sur la surveillance d'expositions et accompagnement de manifestations sans minimum ni maximum à la société PROTECTION SECURITE INCENDIE GRAND SUD sise 209 Rue Pina Bausch – 34080 Montpellier conclu pour une période initiale de 12 mois à compter de la notification du marché. Ce marché pourra faire l'objet de 3 reconductions tacites possibles par périodes successives d'un an ;

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de la Ville - Chapitre : 931 ;

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le – 5 OCT. 2020

Monsieur l'Adjoint au Maire

M. Sébastien COTE

Adjoint au Maire

Délégué à la protection de la

population à la tranquillité
publique et aux affaires militaires



Publiée le : – 5 OCT. 2020

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative à l'avenant n°1 marché de
prestations de mise en place des salles et service
de restauration des centres de loisirs et nettoyage
des locaux - Accord-cadre n° 7D0015 -
Autorisation de signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE Adjointe au Maire déléguée à la Ville éducative, à la réussite scolaire et à l'administration générale;
- VU la décision n°VD2018-127 du 28 mars 2018 relative à l'attribution du marché n°7D0015 concernant la prestation de mise en place des salles et service de restauration des centres de loisirs, nettoyage des locaux, à la société Hygie-Sphère, sise 809 rue Favre de St Castor CS 50756, 34187 Montpellier Cedex 4, pour un montant maximum annuel de 200 000 € HT ;

CONSIDERANT

- qu'il s'agit d'étendre aux écoles qui ne sont pas expressément identifiées comme centre de loisirs (alsh), et donc hors vacances scolaires, les prestations prévues au marché afin d'assurer la continuité du service public de l'enseignement (ouverture des écoles), et ce en raison de la pandémie de COVID 19 qui nécessite temporairement, de pouvoir solliciter le titulaire du marché compte tenu de l'absentéisme des agents d'entretien et de restauration scolaire (isolements, maladies,...). Le service connaît en effet de graves difficultés pour assurer la poursuite de ses missions en respectant le protocole sanitaire. Il est précisé que des procédures de recrutement sont initiées pour pallier à cette difficulté de manière plus pérenne.
- que cette modification relève du cas prévu à l'article R 2194-5 du code de la commande publique qui admet qu'un contrat peut être modifié, quelle que soit l'importance de cette modification, afin de faire face à

une situation qu'un acheteur diligent ne pouvait anticiper. C'est bien le cas des conséquences de la crise sanitaire actuelle.

DECIDE

ARTICLE 1 : l'article 1 du CCTP du marché est modifié comme suit :

A la place de :

« Les stipulations du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) concernent l'exécution de prestations de service pour la mise en place des salles de restauration, la chauffe des repas et le service dans les restaurants des centres de loisirs ainsi que l'entretien des salles de restauration, offices, sanitaires, salles de loisirs, durant les vacances scolaires. La ville se réserve la possibilité de demander des prestations en dehors de ces périodes sur bon de commande, selon le taux horaire indiqué au Bordereau de Prix Unitaire (B.P.U). De plus, la ville se réserve le droit d'élargir le marché à d'autres sites. Une description de ces sites, et des besoins correspondants sont définis en annexes 4 et 5 ».

Lire :

« Les stipulations du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) concernent l'exécution de prestations de service pour la mise en place des salles de restauration, la chauffe des repas et le service dans les restaurants des centres de loisirs ainsi que l'entretien des salles de restauration, offices, sanitaires, salles de loisirs, durant les vacances scolaires. La ville se réserve la possibilité de demander des prestations en dehors de ces périodes (soit hors vacances scolaires) sur bon de commande, selon le taux horaire indiqué au Bordereau de Prix Unitaire (B.P.U). De plus, la ville se réserve le droit d'élargir le marché à d'autres sites (en l'espèce, écoles qui ne sont pas référencées comme centres de loisirs). Une description de ces sites, et des besoins correspondants sont définis en annexes 4, 5 et 6 ».

ARTICLE 2 : compte tenu des perspectives de recrutement envisagées, l'estimation financière du besoin permet de considérer que le montant maximum du marché (200 000 € HT) ne devrait pas être dépassé.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer cet avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le 23/09/2020
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 23/09/2020

Notifiée le : 23/09/2020

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Ouest & Sud

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la convention de participation
aux équipements publics de la ZAC de la
Restanque entre la Ville de Montpellier / la SCCV
440 Près d'Arènes/la SA3M pour les Parcelles OP
34-81-86**

Autorisation de signature

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment de signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Maryse FAYE en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté donnant délégation à Madame Maryse FAYE dans le domaine de l'urbanisme durable et la maîtrise foncière ;
- VU la délibération n°2009/64 du Conseil municipal en date du 30 mars 2009 approuvant le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque ;
- VU la délibération n°2012/273 du Conseil municipal du 25 juin 2012 approuvant les termes de la concession d'aménagement confiant à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) l'aménagement de la ZAC de la Restanque ; modifié par les avenants 1 (en 2014), 2 (en 2018) et 3 (en 2019) ;
- VU la modification des statuts de la SAAM devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par assemblée générale extraordinaire du 24 mai 2016 ;
- VU la délibération n° 2019-480 du Conseil municipal en date du 19 décembre 2019 approuvant le programme des équipements publics et le dossier de réalisation de la ZAC de la Restanque ;

CONSIDERANT :

- que la société SCCV 440 Près d'Arènes, constructeur, souhaite réaliser la construction d'un ensemble immobilier de 6 521.70 m² de SDP composé de 84 logements collectif correspond à 5 196.10 m² de surface de plancher (SDP) accompagnés de 990.20 m² SDP de locaux d'activités et de 335.40 m² SDP de commerces, situé 430 avenue des Près d'Arènes, dans le périmètre de la ZAC de la Restanque sur les parcelles OP 34, 81 et 86 ;

- qu'il y a lieu d'établir, en vue de la joindre à une demande de permis de construire, une convention de participation entre la Ville de Montpellier, la société SCCV440 Près d'Arènes et la SA3M afin de préciser les conditions de participation financière au coût de l'équipement de la Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque, les parcelles cadastrées OP 34, 81 et 86 objet du programme de construction, celles-ci n'étant pas propriété de l'aménageur de la ZAC ;

- Les éléments suivants relatifs au projet de construction envisagé, résumés comme suit :

- Surface de plancher (SDP) envisagée : 6521,70 m² SDP au total dont : 5 196,10 m² SDP de logements dont 2789,40 m² SDP en accession libre, 841,30 m² SDP en accession abordable et 1565,40 m² SDP en locatif social et 990.20 m² SDP pour les locaux d'activités et 335.40 m² SDP pour le commerce.
- Calcul du montant estimé de la participation :

Base de calcul : 317 €/m² SDP pour les logements libres, 165€/m² pour les logements abordables et 120€/ma pour le logement social et 100€/m² SDP pour les locaux commerciaux et d'activités (valeur juin 2020) :

$$(2\,789,40\text{ m}^2 \times 317\text{ €}) + (841,30\text{ m}^2 \times 165\text{ €}) + (1\,565,40\text{ m}^2 \times 120\text{ €}) + (1\,325,60\text{ m}^2 \times 100\text{ €}) = 1\,343\,462,30\text{ €}.$$

DECIDE

ARTICLE 1 : La conclusion de la convention de participation aux coûts des équipements publics de la ZAC de la Restanque entre la Ville de Montpellier, la société SCCV Près d'Arènes et la SA3M en application de l'article 311-4 du code de l'urbanisme telle qu'annexée à la présente décision.

ARTICLE 2 : Le montant total de cette participation s'élève à 1 343 462.30 € au regard des surfaces de planchers prévisionnelles.

ARTICLE 3 : D'autoriser le versement du montant de la participation directement au bénéfice de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) conformément à l'article 4 de la convention de participation.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 OCT. 2020

Madame l'Adjointe au Maire


Maryse FAYE



Publiée le :
Notifiée le : 21 OCT. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Ouest & Sud

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision modificative relative à la convention de participation aux équipements publics de la ZAC de la Restanque entre la Ville de Montpellier / la société COGEDIM /la SA3M pour la parcelle 0031

Autorisation de signature

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment de signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Maryse FAYE en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté donnant délégation à Madame Maryse Faye dans le domaine de l'urbanisme et l'aménagement fonciers ;
- VU la délibération n°2009/64 du Conseil municipal en date du 30 mars 2009 approuvant le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque ;
- VU la délibération n°2012/273 du Conseil municipal du 25 juin 2012 approuvant les termes de la concession d'aménagement confiant à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) l'aménagement de la ZAC de la Restanque ; modifié par les avenants 1 (en 2014), 2 en (2018) et 3 (2019) ;
- VU la modification des statuts de la SAAM devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par assemblée générale extraordinaire du 24 mai 2016 ;
- VU la délibération n° 2019-480 du Conseil municipal en date du 19 décembre 2019 approuvant le programme des équipements publics et le dossier de réalisation de la ZAC de la Restanque ;

- VU la décision du Maire VD2019-530 du 24 octobre 2019 relative à la convention de participation aux équipements publics de la ZAC de la Restanque entre la Ville de Montpellier/la société COGEDIM et la SA3M sur la parcelle OO31.

CONSIDERANT:

- que la convention de participation objet de la décision VD2019-530 doit faire l'objet d'une modification suite au dépôt d'un permis de construire modificatif qui permet une constructibilité plus importante liée à la modification n° 13 du PLU soit 378 m² de surface de plancher supplémentaire ;

- que les éléments suivants relatifs au projet de construction sont désormais les suivants :

- surface de plancher (SDP) envisagée 2 225 m² SDP de logements en accession libre, 918 m² en accession abordable, 1 840 m² SDP en logements sociaux et 717m² SDP de commerces et activités ;
- Calcul du montant estimé de la participation :

Base de calcul : 317€/m² SDP pour les logements libres ; 165€/m² SDP pour les logements en accession abordable ; 120€/m² SDP pour les logements sociaux et 100€/m² DSP pour les locaux commerciaux et d'activités (valeur juin 2020) :

$2225 \text{ m}^2 \times 317\text{€} + (918 \text{ m}^2 \times 165\text{€}) + (1840 \text{ m}^2 \times 120\text{€}) + (728 \text{ m}^2 \times 100\text{€}) = 1\,149\,295 \text{ €}$;

- qu'il résulte une augmentation du montant de participation de 45 580€ ;

- que les article 1.2, 3.1, 3.2 et 4 sont modifiés conformément à l'avenant n°1 à la convention de participation ci-joint en annexe ;

- que les autres termes de la décision du Maire VD2019-530 restent inchangés.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver les termes de l'avenant n° 1 à la convention de participation annexé à la présente décision ;

ARTICLE 2 : D'approuver l'augmentation du montant de participation de 45 580 € au regard des surfaces de planchers prévisionnelles ;

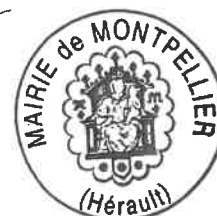
ARTICLE 3 : D'autoriser le versement du montant de la participation directement au bénéfice de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) conformément à l'article 4 de la convention de participation ;

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision

21 OCT. 2020
Montpellier, le
Madame l'Adjointe au Maire

Maryse FAYE



Publiée le : 21 OCT. 2020
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Ouest & Sud

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision modificative relative à la convention de
participation aux équipements publics de la ZAC
de la Restanque entre la Ville de Montpellier / la
société SCCV LE LANTISSARGUES /la SA3M
Pour la parcelle O N29 à 33 - Autorisation de
signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment de signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Maryse FAYE en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté donnant délégation à Madame Maryse FAYE dans le domaine de l'urbanisme durable et la maîtrise foncière ;
- VU la délibération n° 2009/64 du Conseil municipal en date du 30 mars 2009 approuvant le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque ;
- VU la délibération n° 2012/273 du Conseil municipal du 25 juin 2012 approuvant les termes de la concession d'aménagement confiant à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) l'aménagement de la ZAC de la Restanque ; modifié par les avenants 1 (en 2014), 2 (en 2018) et 3 (en 2019) ;
- VU la modification des statuts de la SAAM devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par assemblée générale extraordinaire du 24 mai 2016 ;
- VU la délibération n° 2019-480 du Conseil municipal en date du 19 décembre 2019 approuvant le programme des équipements publics et le dossier de réalisation de la ZAC de la Restanque ;

- VU la décision du Maire VD2019-641 du 19 décembre 2019 relative à la convention de participation aux équipements publics de la ZAC de la Restanque entre la Ville de Montpellier/la société SCCV Le Lantissargues et la SA3M sur la parcelle ON 29 à 33.

CONSIDÉRANT :

- que les surfaces du projet de la SCCV Le Lantissargues sur les parcelles ON29 à ON33 ont été modifiées, résultant d'une amélioration de la forme urbaine permise par la modification du PLU de Montpellier n°13 ;
- qu'il y a donc lieu d'ajuster en conséquence la convention de participation qui doit être jointe à la demande de permis de construire de la SSCV Le Lantissargues ;
- Les éléments relatifs au projet de construction projeté ont ainsi été modifiés comme suit :
 - Surface de plancher (SDP) envisagée de 9 388 m² de logement en accession libre (contre 9100 initialement) et 3 145 m² SDP pour les locaux commerciaux, activités et les associations à vocation sociale (contre 2 890 m² initialement) ;
 - Calcul du montant estimé de la participation :
Base de calcul : 220€/m² SDP pour les logements libres et 150€/m² DSP pour les locaux commerciaux, les activités et les associations à vocation sociale ;
 $(9\,388\text{ m}^2 \times 220\text{ €}) + (3\,145\text{ m}^2 \times 150\text{ €}) = 2\,537\,110\text{ €}$;
- que les article 1.2, 3.1, 3.2, 4 et 6 sont modifiés conformément à la nouvelle convention de participation ci-jointe en annexe ;
- que les autres termes de la décision du Maire n°VD2019-641 restent inchangés.

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'approuver les termes de la nouvelle convention de participation annexée à la présente décision.

ARTICLE 2 : D'approuver le montant de de participation qui s'élève à 2 537 110 € au regard des surfaces de planchers prévisionnelles.

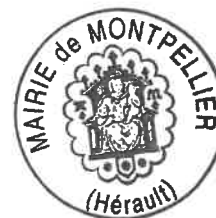
ARTICLE 3 : D'autoriser le versement du montant de la participation directement au bénéfice de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) conformément à l'article 4 de la convention de participation.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principal Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **21 OCT. 2020**
Madame l'Adjointe au Maire


Maryse FAYE



Publiée le : **21 OCT. 2020**
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'attribution du marché
V0B00035EM "achat d'outillages, de
consommables et de produits d'atelier et de
chantier " - Autorisation de signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif au code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint délégué aux Finances.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat d'outillages, de consommables et de produits d'atelier et de chantier conformément aux besoins exprimés par les services de la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n°V0B00035EM) a été lancée en date du 04 juin 2020, sous la forme d'un Accord Cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 54 000 € HT, pour le lot n°1, d'un Accord Cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 24 000 € HT, pour le lot n°2, d'un Accord Cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 10 000 € HT, pour le lot n°3, pour une durée d'exécution de deux ans à compter de sa notification ;

- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres, pour *le lot n°1 (outillages divers d'atelier et de chantier)*, étaient les suivants : l'analyse de la valeur technique au regard du mémoire technique pour **40%** et le prix des prestations pour **60%** ;
- Qu'après analyse, **pour le lot n°1** l'entreprise **Quincaillerie Angles**, boulevard des Balquières, BP 3356, 12033 RODEZ, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres, pour *le lot n°2 (Consommables et produits d'atelier et de chantier)*, étaient les suivants : l'analyse de la valeur technique au regard du mémoire technique pour **40%** et le prix des prestations pour **60%** ;
- Qu'après analyse, **pour le lot n°2** l'entreprise **Quincaillerie Angles**, boulevard des Balquières, BP 3356, 12033 RODEZ, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres, pour *le lot n°3 (outillages, consommables et produits de peintre)*, étaient les suivants : l'analyse de la valeur technique au regard du mémoire technique pour **40%** et le prix des prestations pour **60%** ;
- Qu'après analyse, **pour le lot n°3** l'entreprise **CAP 34**, 2650 avenue de Maurin, 34070 MONTPELLIER, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse ;

DECIDE

Article 1 - D'attribuer le marché « Achat d'outillages, de consommables et de produits d'atelier et de chantier » n°V0B00035EM :

- Pour le lot n°1 à l'entreprise **Quincaillerie Angles** pour un montant total maximum de commandes de **54 000 € HT** ;
- Pour le lot n°2 à l'entreprise **Quincaillerie Angles** pour un montant total maximum de commandes de **24 000 € HT** ;
- Pour le lot n°3 à l'entreprise **CAP 34** pour un montant total maximum de commandes de **10 000 € HT** ;

C'est un Accord Cadre unique conclu pour une période d'exécution de deux ans à compter de sa notification.

Article 2 - De dire que la dépense sera imputée sur les budgets fonctionnement et investissement de la Ville, tous chapitres;

Article 3 - D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer ces marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 - Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **19 OCT. 2020**
Monsieur l'Adjoint au Maire


Michel ASLANIAN



Publiée le : **19 OCT. 2020**
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association
"Chœur Symphonique de Montpellier" pour le 9
septembre 2020.

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture.

Considérant :

- Que l'association « Chœur Symphonique de Montpellier » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs pour le 9 septembre 2020;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2019/534 du 19 décembre 2019.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 7 OCT. 2020
Monsieur le Maire



Michaël DELAFOSSE



Publiée le :
Notifiée le : - 7 OCT. 2020

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association
"Comité 34 Parkinson" pour les 9, 23 septembre,
et le 7 octobre 2020.

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture.

Considérant :

- Que l'association « Comité 34 France Parkinson » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs pour les 9, 23 septembre et 7 octobre 2020.
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Que cette dernière est conclue à titre gratuit, compte tenu du caractère caritatif de l'association, et conformément à la délibération V2019/534 du 19 décembre 2019.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

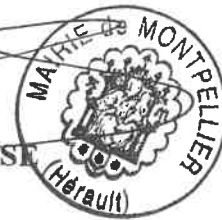
ARTICLE 4 : Monsieur le directeur Général des Services de la ville de Montpellier est chargé de l'exécution de la présente décision.

30 SEP, 2020

Montpellier, le
Monsieur le Maire



Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 30 SEP, 2020

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Cour d'Appel de
Montpellier - Chambre Correctionnelle -
HAMOU Frédéric Antoine"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **Vu** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle.
- **VU** l'arrêté municipal portant délégation de signature à Madame Fanny Dombre-Coste, Première Adjointe au Maire déléguée à la Ville éducative, à la Réussite scolaire et à l'Administration générale ;

Considérant :

-La citation à partie civile devant la chambre des appels correctionnels de la Cour d'Appel de Montpellier pour voir statuer sur l'appel du jugement du Tribunal Correctionnel de Montpellier du 20 avril 2017 formé par Monsieur HAMOU Frédéric Antoine dans un dossier d'exécution irrégulière de travaux modifiant l'état d'un immeuble dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable.

-Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant la Chambre des Appels Correctionnels de la Cour D'Appel de Montpellier consécutivement à l'appel formé par Monsieur Frédéric Antoine HAMOU ;

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ;

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930;

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 29 SEP. 2020
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 29 SEP. 2020

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°2003263-1
TA - DHIVERT Frédéric"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter, au nom de la commune, des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny Dombre-Coste, Première Adjointe au Maire déléguée à la Ville éducative, à la réussite scolaire et à l'Administration générale ;

Considérant

-la requête n°2003263-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 24 juillet 2020 par Monsieur et Madame Frédéric DHIVERT contre l'arrêté en date du 27 février 2020 n° PC3417219V0291 par lequel le Maire de la commune de Montpellier a accordé un permis de construire à la SCCV les Jonquilles valant permis de démolir du bâtiment existant et construction d'un immeuble rue des Jonquilles.

-qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier le 24 juillet 2020 suite au dépôt de la requête n°2003263-1 par Monsieur et Madame Frédéric DHIVERT.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 29 SEP. 2020
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le :

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public
Service Gestion des Moyens Communs

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Décision relative au marché n°V0D0012UV - Nettoiemment des Halles - Attribution

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU le décret relatif au code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Roger - Yannick CHARTIER, Adjoint Délégué au Maire ;

Considérant :

- Qu'il a lieu d'assurer les prestations de nettoyage des 4 Halles de la Ville ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique sous la forme d'un marché allotis pour une durée de 4 ans ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique au regard du mémoire technique : 70%
 - Prix des prestations au regard du total du prix global et forfaitaire mentionné à l'acte d'engagement et du montant du détail quantitatif estimatif : 30%
- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 8 septembre 2020 a classé les offres et choisi :
 - Pour le lot n°1 : l'entreprise NEWS SERVICES, 264 rue de Garrigote, 30320 MARGUERITTES, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
 - Pour le lot n°2 : l'entreprise LITTORAL SERVICES, Zone industrielle des eaux blanches, 34200 SETE, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
 - Pour le lot n°3 : l'entreprise ANTIGONE SERVICE, PA la Garrigue- BP 21, 34171 CASTELNAU LE LEZ, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
 - Pour le lot n°4 : l'entreprise LITTORAL SERVICES, Zone industrielle des eaux blanches, 34200 SETE, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché « Nettoyement des Halles » :

- Pour le Lot 1 « Halles 4 saisons », à l'entreprise NEWS SERVICES pour un montant de 324 000,00 € HT pour les prestations forfaitaires et pour un seuil maximum pour les prestations du bordereau de prix unitaires de 36 000 € H.T.
- Pour le Lot 2 « Halles Castellane », à l'entreprise LITTORAL SERVICES pour un montant de 201 581,28 € HT pour les prestations forfaitaires et pour un seuil maximum pour les prestations du bordereau des prix unitaires de 30 000 € H.T.
- Pour le Lot 3 « Halles Jacques Cœur », à l'entreprise ANTIGONE SERVICE pour un montant de 58 961,76 € HT pour les prestations forfaitaires et pour un seuil maximum pour les prestations du bordereau des prix unitaires de 27 000 € H.T.
- Lot 4 « Halles Laissac », à l'entreprise LITTORAL SERVICES pour un montant de 201 581,28 € HT pour les prestations forfaitaires et pour un seuil maximum pour les prestations du bordereau des prix unitaires de 23 000 € H.T.

Pour l'ensemble des lots, le marché prend effet à compter de la notification. Sa durée est de 4 ans.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **21 OCT. 2020**
Monsieur l'Adjoint au Maire

Roger-Yannick CHARTIER



Publiée le : **21 OCT. 2020**
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public
Service Gestion des Moyens Communs

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché subséquent
n°V0D0022UV - Location, pose et dépose de
Décorations lumineuses et Illuminations de
Noël 2020 - Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif aux marchés publics ;
- VU le Code des marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Roger-Yannick CHARTIER en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Roger-Yannick CHARTIER dans le domaine « Commerces de proximité, artisanat et tourisme » ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il y a lieu d'installer sur le domaine public, à l'occasion des fêtes de fin d'année 2020, des décorations lumineuses et illumination de Noël sur certains sites de la Ville ;
- qu'une procédure d'appel d'offre ouvert a été lancée conformément aux dispositions des articles 25-I.1° et 67 à 68 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre mono subséquent sans minimum, ni maximum et un opérateur économique pour une durée d'un an reconductible trois fois à compter de la notification ;

- que l'accord-cadre n°8D0005801000 intitulé « LOCATION, POSE ET DEPOSE DE DECORATIONS LUMINEUSES ET ILLUMINATIONS DE NOEL » a été attribué au groupement BLACHERE ILLUMINATIONS/CITEOS TRAVESSET ;

- que le marché subséquent N°V0D0022UV intitulé « LOCATION, POSE ET DEPOSE DE DECORATIONS LUMINEUSES ET ILLUMINATIONS DE NOEL 2020 » issu de l'accord-cadre 8D000580100 a été lancé le 14 septembre 2020 ;

- qu'après analyse, l'offre du groupement BLACHERE ILLUMINATIONS/CITEOS TRAVESSET, Zone Industrielle, 84400 APT, est une offre économiquement avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n°V0D0022UV « LOCATION, POSE ET DEPOSE DE DECORATIONS LUMINEUSES ET ILLUMINATIONS DE NOEL 2020 » au groupement BLACHERE ILLUMINATIONS/CITEOS TRAVESSET, pour un montant de 400 912 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée s'étend de la notification jusqu'à la dépose du dernier décor.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 OCT. 2020
Monsieur l'Adjoint au Maire

Roger-Yannick CHARTIER



Publiée le : 21 OCT. 2020
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire – Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sports et Jeunesse
Service Sports

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative à la convention de mise à
disposition et de partage des coûts entre
Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de
Montpellier de locaux à la base de canoë kayak de
La Valette**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Hervé MARTIN, Adjoint au Maire, délégué à la Ville Sportive ;

CONSIDÉRANT :

- que le transfert d'équipements à Montpellier Méditerranée Métropole a modifié les modalités de gestion et d'utilisation de ces équipements ;
- que l'utilisation partielle des équipements par la Ville pour son activité ou ses besoins propres nécessite une mise à disposition par Montpellier Méditerranée Métropole à la Ville de Montpellier d'un bâtiment situé au sein de la base de canoë kayak de la Valette, nécessaire au développement des activités sportives.

D E C I D E

ARTICLE 1 : De renouveler avec Montpellier Méditerranée Métropole, la convention de mise à disposition à titre gratuit et le remboursement de l'ensemble des coûts d'usage de l'équipement dûment justifié, à compter du 1er janvier 2021 et pour une durée de 3 ans.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16 OCT. 2020
Monsieur le Maire


Michael DELAFOSSE



Publiée le : 16 OCT. 2020

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Sports et Jeunesse
Service Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la convention de mise à
disposition et de partage des coûts entre
Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de
Montpellier**

CENTRE NAUTIQUE NEPTUNE

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Hervé MARTIN en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Hervé MARTIN dans le domaine de la Ville Sportive ;
- **Considérant :**
 - que le transfert d'équipements à Montpellier Méditerranée Métropole a modifié les modalités de gestion et d'utilisation de ces équipements ;
 - que l'utilisation partielle des équipements par la Ville pour son activité ou ses besoins propres nécessite une convention pour le partage des coûts d'électricité en l'absence de réseau d'électricité distinct entre le Centre Nautique Neptune transféré à Montpellier Méditerranée Métropole et les terrains de tennis adjacents (propriété de la Ville).

DECIDE

ARTICLE 1 : de renouveler avec Montpellier Méditerranée Métropole, la convention de partage des charges d'électricité du fait de l'absence de réseaux séparés, à compter du 1er janvier 2021 et pour une durée de 3 ans.

ARTICLE 2 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le **15 OCT. 2020**
Monsieur l'Adjoint au Maire


Hervé MARTIN



Publiée le : 16 OCT. 2020

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Sports et Jeunesse
Service Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la convention de mise à
disposition et de partage des coûts entre
Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de
Montpellier**

PISCINE ALFRED NAKACHE

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Hervé MARTIN en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Hervé MARTIN dans le domaine de la Ville Sportive ;
- **Considérant :**
 - que Montpellier Méditerranée Métropole a procédé à l'acquisition de la piscine Nakache sise à l'intérieur du complexe sportif Léon Cazals, propriété de la Ville de Montpellier,
 - que les réseaux de la piscine sont en commun avec les réseaux communaux, et qu'il y a donc lieu de définir les modalités de répartition des coûts.

DECIDE

ARTICLE 1 : de renouveler avec Montpellier Méditerranée Métropole, la convention de partage des charges d'électricité et de chauffage, du fait de l'absence de réseaux de fluides séparés, à compter du 1er janvier 2021 et pour une durée de 3 ans.

ARTICLE 2 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;

Montpellier, le
Monsieur l'Adjoint au Maire



Hervé MARTIN



Publiée le : 16 OCT. 2020

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Sports et Jeunesse
Service Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la convention de mise à
disposition et de partage des coûts d'électricité, de
gaz et d'eau
entre Montpellier Méditerranée Métropole et la
Ville de Montpellier**

STADE DE LA MOSSON - MONDIAL 1998

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Hervé MARTIN en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Hervé MARTIN dans le domaine de la Ville Sportive ;

Considérant :

- que le transfert d'équipements à Montpellier Méditerranée Métropole a modifié les modalités de gestion et d'utilisation de ces équipements ;
- que l'utilisation partielle des équipements par la Ville pour son activité ou ses besoins propres nécessite une convention pour le partage des coûts en l'absence de réseaux distincts d'électricité, de gaz et d'eau entre les installations du Stade de la Mosson transféré Montpellier Méditerranée Métropole et les terrains annexes de la Mosson (propriété de la Ville) ;
- qu'un compteur divisionnaire pour l'eau, posé à la limite de propriété entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, permettra d'établir les consommations de chaque collectivité ;

DECIDE

ARTICLE 1 : de renouveler avec Montpellier Méditerranée Métropole, la convention de partage des charges d'électricité, de gaz et d'eau en l'absence de réseaux séparés, à compter du 1er janvier 2021 et pour une durée de 3 ans.

ARTICLE 2 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le **15 OCT. 2020**
Monsieur l'Adjoint au Maire


Hervé MARTIN



Publiée le : 16 OCT. 2020

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché n°V9B0004EM -
Maintenance des moyens de levages sur véhicules
- Avenant n°1 - Autorisation de signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 4 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Agnès SAURAT en qualité d'adjointe au Maire ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès SAURAT dans le domaine « Patrimoine municipal et sobriété publique » ;
- VU le marché n°V9B0004EM « Maintenance des moyens de levages sur véhicules », accord-cadre à bons de commande sans minimum avec un maximum de 40 000€ HT, d'une durée de 6 mois reconductibles 2 fois 6 mois, prenant fin au 20/10/2020 ;
- VU la décision n° VD2019-153 attribuant ce marché à la société HYDRAU SERVICE, sise ZAE La Biste, 134 rue Jean-Baptiste Calvignac, BP22 34 671 Baillargues Cedex ;

CONSIDÉRANT :

- que la redéfinition nécessaire et complexe du besoin a fait prendre du retard au lancement d'une nouvelle procédure.
- qu'il est nécessaire de prolonger le présent accord cadre pour une durée 4 mois,
- qu'il est donc nécessaire d'augmenter le seuil de 10 000 € HT, ce qui porte le montant maximum à 50 000 € HT.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature d'un avenant n°1 d'augmentation de 10 000€ HT à l'accord-cadre n°V9B0004EM « Maintenance des moyens de levages sur véhicules » attribué à la société HYDRAU SERVICE, sise à Baillargues Cedex. Les prestations feront l'objet d'un marché à bons de commande sans minimum mais avec un maximum de 50 000 € HT.

ARTICLE 2 : D'autoriser la prolongation du marché de 4 mois ce qui porte la fin du marché au 20/02/2020.

ARTICLE 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **29 OCT. 2020**

Madame l'Adjointe au Maire

Agnès SAURAT



Publiée le : **29 OCT. 2020**

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision d'ester en justice "Requête n°2002872-1
TA - SCI AUBERT"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter, au nom de la commune, des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle ;
- VU l'arrêté municipal portant délégation de signature à Madame Fanny Dombre-Coste, Première Adjointe au Maire déléguée à la Ville éducative, à la réussite scolaire et à l'Administration générale.

- Considérant

- la requête n°2002872-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 17 juillet 2020 par la SCI AUBERT contre l'arrêté n°PC 3417219V0264 du 24 février 2020 portant permis de construire d'un collectif de 53 logements 85 allée Jacques Halévy.
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n° 2002872-1 le 17 juillet 2020 par la SCI Aubert.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **19 OCT. 2020**
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : **19 OCT. 2020**

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision d'ester en justice "Requête n°2003264-1
TA - Fabienne TICHIT"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter, au nom de la commune, des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle ;
- VU l'arrêté portant délégation de signature à Madame Fanny Dombre-Coste, Première Adjointe au Maire déléguée à la Ville éducative, à la réussite scolaire et à l'Administration générale.

Considérant

- la requête n°2003264-1 déposée le 24 juillet 2020 par Madame Fabienne TICHIT près le Tribunal Administratif de Montpellier contre l'arrêté du Maire n° PC 3417218V0325 délivré le 20 février 2020 à la SAS URBIS REALISATIONS pour la construction d'un collectif de 72 logements impasse des briquetiers.
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2003264-1 le 24 juillet 2020 par Madame TICHIT.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **20 OCT. 2020**
Madame la Première Adjointe


Fanny DOMBRE-COC


Publiée le : 21 OCT. 2020

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Sports et Jeunesse
Service Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative aux conditions d'intervention
des Éducateurs Territoriaux entre l'Académie de
Montpellier et la Ville de Montpellier 2020 - 2021**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Hervé MARTIN en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Hervé MARTIN dans le domaine de la Ville Sportive ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il est nécessaire de préciser les conditions d'intervention des Educateurs Territoriaux de la Ville dans le temps scolaire en Education Physique et Sportive pour l'année 2020 – 2021 ;
- que l'intervention des Educateurs Territoriaux, apporte un concours à l'enseignement de l'Education Physique et Sportive et des domaines du socle commun de connaissances, de compétences et de culture à travers l'enseignement des activités physiques et sportives ;
- que l'intervention des Educateurs Territoriaux se fera pendant les séances conduites selon un programme préalablement défini par l'Education Nationale en accord avec les éducateurs de la Ville de Montpellier, sur des classes de cycle III des écoles de la Ville.

D E C I D E

ARTICLE 1 : De renouveler la convention de partenariat définissant les conditions d'intervention des Educateurs Territoriaux de la Ville dans le temps scolaire en Education Physique et Sportive pour l'année 2020 – 2021.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **23 OCT. 2020**
Monsieur le Maire


Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 23 OCT. 2020

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Finances
Service Gestion Comptable**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Décision relative à la modification d'adresse de la Maison pour Tous Albertine Sarrazin

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN 10ème Adjoint délégué aux Finances, à l'évaluation des politiques publiques, aux Ressources Humaines et au Dialogue ;
- VU la délibération n° 2020-005 du 4 juillet 2020 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- VU le décret n° 2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- VU le décret n° 2008-227 du 05 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- VU l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales ;
- VU l'arrêté 03 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- VU le décret n° 2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale ;
- VU le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001, relatif aux conditions et modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics ;
- VU le décret n° 2007-23 du 05 janvier 2007, portant sur les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n° 91-573 du 19 juin 1991 ;
- VU la décision n° 2010/0549 du 29 décembre 2010 relative à la création de régies d'avances et de recettes pour l'activité des Maison Pour Tous ;
- VU la décision n° 2011/0010 du 21 janvier 2011 relative à la modification du nom d'une régie d'avances et de recettes ;
- VU la décision n° 2011/0045 du 08 février 2011 modifiant la décision 2010/0549 du 29 décembre 2010 ;

- VU la décision n° 2011/0208 du 20 mai 2011, relative à la modification des régies d'avances et de recettes pour l'activité des Maisons Pour Tous ;
- VU la décision n° 2011/313 du 21 juillet 2011, relative à la modification des régies d'avances et de recettes pour l'activité des Maisons Pour Tous permettant l'encaissement pour le compte de tiers ;
- VU la décision n° 2013/244 du 9 septembre 2013 relative à la modification des régies d'avances et de recettes pour l'activité des Maisons Pour Tous augmentant le montant de l'encaisse ;
- VU la décision n° VD/201/054 relative à l'ajout de la vente des cartes été jeunes ;
- VU la décision n° VD2018-075 relative à l'ajout de la Maison pour Tous Feuillade ;
- VU la décision n° VD2020-264 relative à la libération d'une avance complémentaire ;
- VU l'avis conforme de Madame la Trésorière Municipale en date 29 juillet 2020 ;

Considérant :

- Qu'il convient, de modifier l'adresse de la Maison pour tous Albertine Sarrazin à la suite de son déménagement provisoire lié à des travaux de rénovation.

Décide en conséquence :

ARTICLE 1 : Sont maintenues les régies d'avances et de recettes auprès de la Direction de la Proximité et la Citoyenneté (DPC).

ARTICLE 2 : Les régies d'avances et de recettes des Maisons Pour Tous, auprès de la Direction de la Proximité et Citoyenneté, sont les suivantes :

Maison Pour Tous	Adresses
Georges Brassens	Place Jacques Brel
Léo Lagrange	155, rue de Bologne
Marie Curie	13, allée Antonin Chauliac
Paul Emile Victor	1247, avenue du professeur Louis Ravas
Fanfonne-Guillierme	Rue des Avants Monts
François Villon	4 rue des Aconits
André Chamson	105, rue Gustave Eiffel
Antoine de Saint Exupéry	130, allée du Briol
Marcel Pagnol	64, route de Lavérune
Michel Colucci	205, rue de Cheng Du
Albert Camus	118, allée Bonafos
Jean Pierre Caillens	Place de la Tibériade
L'Escoutaïre	67, rue des razeteurs
Boris Vian	14, rue de l'Amethyste
Mélina Mercouri	842, rue de la vieille poste
Albert Dubout	1071, avenue de la Justice de Castelnaud
Rosa-Lee-Parks	Place centrale ZAC Malbosc
George Sand	25 bis, avenue saint André de Novigens
Frédéric Chopin	1, rue du marché aux bestiaux
Voltaire	1, square Jean Monnet
Joseph Ricôme	7, rue Pagès
Albertine Sarrazin	12, rue Ronsard
Louis Feuillade	410, avenue de Barcelone

ARTICLE 3 : Les régies sont installées dans les locaux des Maisons Pour Tous à Montpellier (34000).

ARTICLE 4 : les régies encaissent les produits suivants :

- La participation des associations et des usagers aux activités organisées par la MPT (activités à l'année ou activités ponctuelles) ;
- La participation des associations et des usagers à la mise à disposition de salles. Le cas échéant, les recettes générées par l'utilisation par le public des appareils mis à disposition (point phone, photocopieurs, ...);
- Les cartes animation Sports ;
- Les cartes été jeunes ;

- Les recettes issues de la billetterie du cinéma de la Maison pour Tous Louis Feuillade ;
- La billetterie susceptible d'être mise en place dans l'ensemble des Maisons Pour Tous.

ARTICLE 5 : Les recettes désignées à l'Article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire,
- Chèques bancaires,
- Carte bancaire,
- Chèques vacances,
- Virements,
- Paiement internet,

Elles sont perçues contre remise de factures ou cartes d'abonnement.

ARTICLE 6 : Dans le cadre de la régie prolongée, le régisseur dispose d'un délai de 6 mois pour procéder à l'encaissement des recettes désignées à l'article 4.

ARTICLE 7 : La régie paie les dépenses suivantes :

- Dépenses de faible montant liées aux ateliers et animations organisés par la MPT, ou aux animations auxquelles elle participe (fournitures et petit matériel, nourriture, boisson),
- Dépenses de faible montant liées à l'organisation et au fonctionnement de la MPT : photocopie, petit matériel pour travaux, papeterie, journaux, livres, disques, cassettes vidéo, droguerie, nettoyage, frais postaux, pellicules photos et développement lors de voyages, fêtes ou expositions, location de véhicule et dépenses afférentes, pharmacie,
- Les remboursements aux adhérents,
- Paiement des acomptes relatifs aux prestations d'artistes,
- Frais de déplacement, d'hébergement et de restauration d'invités liés à l'activité du cinéma,
- Frais d'entretien ou de réparation urgente liés à l'activité du cinéma,
- Paiement des taxes cinématographiques,
- Paiement des locations de films (factures inférieures à 30€).

ARTICLE 8 : Les dépenses désignées à l'article 7 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- Numéraire,
- Chèques,
- Virements bancaires.

ARTICLE 9 : un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public. Ce compte permet :

- L'encaissement des recettes désignées à l'Article 4,
- De recevoir l'avance destinée aux dépenses de la régie,
- Au régisseur d'acquitter les dépenses prévues à l'Article 7.

ARTICLE 10 : L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

ARTICLE 11 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 4 500 € pour l'ensemble des Maisons Pour Tous sauf pour :

- Maison Pour Tous Marcel PAGNOL
- Maison Pour Tous l'ESCOUTAIRE
- Maison Pour Tous Léo LAGRANGE
- Maison Pour Tous André CHAMSON
- Maison Pour Tous Albert CAMUS
- Maison Pour Tous VOLTAIRE

Pour lesquelles le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 15 000 €.

Il peut être accordé une avance complémentaire dont le montant est au maximum égal au montant de l'avance initiale.

ARTICLE 12 : Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 1500 €, sauf pour la Maison Pour Tous Louis Feuillade pour laquelle le montant maximum de l'avance à consentir est fixé à 5 000 €.

L'avance complémentaire correspond au double du montant initial de l'avance consentie.

ARTICLE 13 : Un fond de caisse d'un montant de 100 € est mis à disposition du régisseur.

ARTICLE 14 : Le régisseur est tenu de verser à la Trésorière Municipale le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 11 et au minimum une fois par mois.

ARTICLE 15 : Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses et de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

ARTICLE 16 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 17 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 18 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 OCT. 2020
Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN



Publiée le : 15 OCT. 2020

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Travaux et Maintenance
Service Administration et Comptabilité

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché n°V0D0003TM -
Sécurisation et rénovation des espaces sportifs et
éducatifs - Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Hervé MARTIN, Adjoint délégué à la Ville sportive.

CONSIDÉRANT :

- qu'il y a lieu de procéder à des travaux de sécurisation et rénovation des espaces sportifs et éducatifs.
- qu'une procédure d'appel d'offres ouvert soumis aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique a été lancée sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum et sans maximum en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-6, et R. 2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique., pour une période initiale d'exécution d'un an à compter de sa notification reconductible 3 fois, soit une durée maximum de 4 ans.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique 60%
 - Prix des prestations au regard du DQE 40%

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 8 septembre 2020 a choisi l'offre de l'entreprise SAS Sport Environnement sise, 415 rue des Compagnons à Castelnau le Lez, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°V0D0003TM « Sécurisation et rénovation des espaces sportifs et éducatifs » à l'entreprise SAS Sport Environnement pour un montant estimatif de 652 160,90 € HT sur la base d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum.

Le marché prend effet à compter de la notification. Sa durée est d'un an reconductible 3 fois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29 OCT. 2020
Monsieur l'Adjoint au Maire


Hervé MARTIN



Publiée le : 29 OCT. 2020

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public
Service Gestion des Moyens Communs

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative au marché n°V9B0107UV -
Création, entretien et maintenance de patrimoine
électrique extérieur - Attribution

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération du 4 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Roger-Yannick CHARTIER en qualité d'Adjoint au Maire ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, dans le domaine « des Commerces de proximité, de l'artisanat et du tourisme » ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il est nécessaire de réaliser des travaux de création, d'entretien et de maintenance du patrimoine électrique extérieur;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre sans minimum et avec un maximum de 89 000 € HT pour la durée du marché soit 2 ans;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

<i>Critères</i>	<i>Pondération</i>
1-Valeur technique au regard du mémoire technique	40%
2-Prix des prestations au regard Détail Estimatif Quantitatif	60%

- qu'après analyse, l'entreprise CITEOS – SAS TRAVESSET, 242 avenue du progrès, 34820 TEYRAN, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché « Création, entretien et maintenance de patrimoine électrique extérieur » à l'entreprise CITEOS – SAS TRAVESSET, pour un montant maximum de 89 000 € HT pour la durée du marché soit 2 ans.

Le marché prend effet à compter de la date de notification.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de la Ville de Montpellier, chapitre 936 et 906.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **21 OCT. 2020**
Monsieur l'Adjoint au Maire

Roger-Yannick CHARTIER



Publiée le : **21 OCT. 2020**
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative à un avenant n°1 au marché
public n°V9B0079AI
"Création de locaux supplémentaires en lieu et
place des logements de fonction Ecole
Heidelberg"-
Rémunération définitive de la maîtrise d'œuvre**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de 1^{ère} Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans le domaine « Ville éducative, réussite scolaire et administration générale ;
- VU la décision n°VD2019-594 du 16 décembre 2019 relative à l'attribution du marché « Mission de maîtrise d'œuvre – création de nouveaux locaux à destination de l'école Heidelberg en lieu et place des anciens logements de fonction » n°V9B0079AI au groupement solidaire conjoint Thomas GRENIER Architecte / ACEEC / Etudes C. Maligne/ 2M-ENERGIES porté par le mandataire Thomas GRENIER architecte pour un forfait de rémunération provisoire s'élevant à 49 500€ HT (montant base + mission complémentaire SYN) sur la base du taux de rémunération (t) fixé à 9,9 % ;

Considérant :

- Que le marché V9B0079AI « Mission de maîtrise d'œuvre – création de nouveaux locaux à destination de l'école Heidelberg en lieu et place des anciens logements de fonction » a été lancé ;

- Que le montant prévisionnel des travaux a été estimé à 500 000€ HT ;
- Qu'à l'issue de l'APD, le coût prévisionnel C des travaux a fait l'objet d'une nouvelle estimation par le maître d'œuvre d'un montant 558 129,30€ HT en raison des modifications de programme entraînant une augmentation de 5 754,80€ HT du forfait de rémunération ;
- Que conformément à l'article R2194-5 du Code de la Commande Publique il est nécessaire de signer un avenant n°1 ayant pour objet d'approuver l'avant-projet définitif, fixer le coût prévisionnel des travaux C et la rémunération définitive du maître d'œuvre ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché V8D0049AI du groupement solidaire conjoint Thomas GRENIER Architecte / ACEEC / Etudes C. Maligne/ 2M-ENERGIES porté par le mandataire Thomas GRENIER architecte d'un montant de 5 754,80€ HT, portant le forfait de rémunération définitif à 55 254,80€ HT ;

Soit une augmentation de 11,62% du forfait de rémunération ;

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier ;

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 NOV. 2020
Madame la Première Adjointe


Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 10 NOV. 2020

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à un marché public n°5D0072
Maintenance et nettoyage des toitures et chenaux
des bâtiments communaux
Avenant n°2 Prolongation du marché jusqu'au 09
mars 2021

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès SAURAT en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès SAURAT dans le domaine « Patrimoine municipal et sobriété énergétique » ;
- VU la décision n°2016/0361 en date du 03/11/2016 attribuant le marché 5D0072 « Maintenance et nettoyage des toitures et chenaux des bâtiments communaux » à l'entreprise Languedoc Toitures (adresse : ancienne Gare – Route de la Gare – 34670 BAILLARGUES) pour un montant sans minimum ni maximum pour une durée d'un an reconductible par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans ;
- VU la décision n°VD2020-244 en date du 26 juin 2020 autorisant la signature d'un avenant n°1 au marché ayant pour objet la modification d'index de révision du contrat et la modification de la clause de durée du marché fixée au CCAP et stipulant que le marché est conclu à compter du 10/11/2016 et non du 29/10/2016 prenant fin le 09/11/2020 ;

Considérant :

- Qu'au vu des délais de consultation, le prochain marché ne pourra être notifié avant le 09/11/2020 ;
- Qu'en conséquence, il est nécessaire de prolonger la durée de ce marché de quatre mois, soit jusqu'au 09/03/2021 afin d'assurer la continuité des prestations durant le temps d'achèvement de passation du nouveau contrat en cours de procédure ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature d'un avenant n°2 au marché n°5D0072 « Maintenance et nettoyage des toitures et chenaux des bâtiments communaux » avec l'entreprise Languedoc Toitures prolongeant la durée du marché de 4 mois soit jusqu'au 09/03/2021.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant/ le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 NOV. 2020
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès SAURAT



Publiée le : 03 NOV. 2020
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à l'attribution de l'accord cadre
n°V0B0056EM "Achat de boissons" - Lots n°1 et
2
Autorisation de signature

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michel ASLANIAN en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN dans le domaine des Finances ;
- **Considérant :**
 - Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de boissons répondant aux besoins des services de la Ville de Montpellier ;
 - Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n°V0B0056EM) a été lancée en date du 09 septembre 2020 sous forme d'un Accord Cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum pour une durée d'exécution de 18 mois à compter de sa notification ;
 - Que les critères d'analyse, pour le jugement des offres, pour le lot n°1 « boissons alcoolisées » étaient les suivants : 60 % pour le prix et 40% pour la valeur technique ;

- Qu'après analyse, la société FGL PROMO BOISSONS, 455 rue de l'Industrie, Parc Mûre, 34070 MONTPELLIER, pour le lot n°1, a présenté une offre économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse.
- Que les critères d'analyse, pour le jugement des offres, pour le lot n°2 « boissons non alcoolisées » étaient les suivants : 60 % pour le prix et 40% pour la valeur technique ;
- Qu'après analyse, la société FGL PROMO BOISSONS, 455 rue de l'Industrie, Parc Mûre, 34070 MONTPELLIER, pour le lot n°2, a présenté une offre économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer l'accord-cadre « Achat de Boissons » n°V0B0056EM pour :

- * le lot n°1 « boissons alcoolisées » à l'entreprise FGL PROMO BOISSONS, pour un montant total maximum de commandes de 30 000 € H.T, pour une période maximale d'exécution de 18 mois à compter de sa notification ;
- * le lot n°2 « boissons non alcoolisées » à l'entreprise FGL PROMO BOISSONS pour un montant total maximum de commandes de 55 000 € H.T, pour une période maximale d'exécution de 18 mois à compter de sa notification.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, tous chapitres.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **21 OCT. 2020**
Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN



Publiée le : **21 OCT. 2020**

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association
"Chœur Universitaire de Montpellier
Méditerranée" pour le 7 octobre 2020

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté donnant délégation à Madame Agnès ROBIN dans le domaine de la Culture.

Considérant :

- Que l'association « Chœur Universitaire de Montpellier Méditerranée » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs pour le 7 octobre 2020;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2019/534 du 19 décembre 2019.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 30 OCT. 2020
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès ROBIN



Publiée le : 02 NOV. 2020

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative au marché n°V0B0041MG -
Maintenance des gros utilitaires (fourgons,
plateaux, bennes) et poids lourds - Attribution

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil Municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès SAURAT dans le domaine « Patrimoine municipal et sobriété énergétique » ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire pour la Ville de Montpellier dans le cadre des activités de maintenance du parc automobile, de disposer d'un marché de maintenance pour les gros utilitaires type fourgons, plateaux, bennes et poids-lourds ;
- qu'une procédure adaptée a été passée en application de l'article R2123-1 du code de la Commande Publique et des articles R2162-1 à R2162-6 et des articles R2162-13 et R2162-14 du code susvisé ;
- qu'il s'agit d'un marché de services non alloti, accord-cadre à bons de commandes sans minimum et avec maximum de 88 000 euros HT passé avec un opérateur économique, conclu pour une période initiale de 6 mois, reconductible deux fois trois mois par tacite reconduction, soit une durée totale de 12 mois dans la limite du montant maximum, à compter de la notification de l'accord-cadre ;
- que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - 1 : Critère valeur technique au regard du mémoire technique : pondération 50%.
 - 2 : Critère du prix prestations au regard du détail quantitatif estimatif : pondération 50% ;

- qu'après analyse, l'offre variante (convoyage des véhicules par les services de la Ville) du candidat Montpellier Poids Lourds SAS, sise ZI de la Lauze, 34 430 Saint Jean de Védas, présente une offre économiquement avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°V0B0041MG « Maintenance des gros utilitaires (fourgons, plateaux, bennes) et poids-lourds » à la société Montpellier Poids Lourds SAS, sise ZI de la Lauze, 34 430 Saint Jean de Védas. Le marché est conclu pour un montant maximum de 88 000€ HT pour la durée totale du marché, soit 12 mois à compter de sa notification.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur budget de fonctionnement de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès SAURAT



Publiée le : 23 OCT. 2020

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association
"CIMM" pour le 14 octobre 2020.

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN dans le domaine de la Culture ;

Considérant :

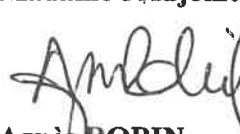
- Que l'association « CIMM » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs pour le 14 octobre 2020 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 60€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2019/534 du 19 décembre 2019.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 22 OCT. 2020
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès ROBIN



Publiée le : 22 OCT. 2020

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Travaux et Maintenance
Service Administration et Comptabilité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à demande d'autorisation
d'urbanisme pour la réfection de l'étanchéité des
quatre toitures-terrasses de l'École maternelle
Jean de la Fontaine

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil municipal, relative à l'élection de Madame, Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'adjointe au Maire de Montpellier ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de procéder, sans limite, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame, Fanny DOMBRE-COSTE, déléguée à la « Ville éducative, à la Réussite scolaire et à l'Administration générale » ;

CONSIDERANT :

- que dans le cadre de sa maintenance des établissements scolaires et afin d'assurer leur pérennité, la Ville de Montpellier envisage des travaux de réfection à l'identique de l'étanchéité sur les quatre toitures-terrasses de l'école maternelle Jean de la Fontaine sise 27, quai des Tanneurs Montpellier.
- que ces travaux permettront une meilleure étanchéité et une isolation thermique plus efficace de ces toitures. Ils seront effectués par l'entreprise titulaire du marché à bons de commande. Leur réalisation nécessite le dépôt d'une déclaration préalable auprès des services compétents ;
- que le coût des travaux concernant l'école maternelle Jean de la Fontaine s'élève à 78 570 € HT.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser le dépôt d'une déclaration préalable auprès des services compétents ;

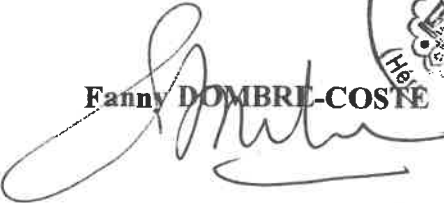
ARTICLE 2 : De dire que la dépense est inscrite au budget primitif de la ville 2020, section investissement, chapitre 902 ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 NOV, 2020

Madame la Première Adjointe


Fanny DOMBRIE-COSTE

Publiée le : 02 NOV, 2020

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Education
Service Ressources (Education)**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à un marché public
n°V8D0049AI
" Construction du Groupe Scolaire Port
Marianne " lot 2 -
Avenant 2**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE 1^{ière} Adjointe au Maire déléguée à la Ville éducative, à la réussite scolaire et à l'administration générale ;
- VU la décision n°VD2019-006 du 4 février 2019 relative à l'attribution du lot 2 « Etanchéité » du marché « Construction du Groupe Scolaire Port Marianne » n°V8D0049AI à la société SOPREMA « Zone Ecoparc 70, rue de la Farigoulette 34 130 Saint-Aunès » pour un montant de 350 000,00€ HT ;
- Vu la décision n°V8D0049AI du 23 juin 2020 relative à la passation d'un avenant n°1 d'un montant de 8 313,92€ HT portant le montant du marché à 358 313,92€ HT ;
- Vu l'avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres du 6 octobre 2020 à la passation d'un avenant n°2 dans la mesure où l'augmentation cumulée des deux avenants excède 5% ;

Considérant :

- Que le marché n°V8D0049AI - Construction du Groupe Scolaire Port Marianne a été lancé ;
- Que l'avancement du chantier fait apparaître la nécessité de certaines modifications techniques, entraînant des incidences financières ;

- Que conformément à l'article 139-3° du décret 2016-360 du 25 mars 2016 il est nécessaire de signer un avenant n°2 ayant pour objet une augmentation du montant initial du marché ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché V8D0049AI lot 2 avec l'entreprise SOPREMA augmentant le montant initial du marché.

Le montant de l'avenant n°2 est de 15 880,00€ HT, portant le nouveau marché à 374 193,92€ HT soit une plus-value totale (avenants n°1 et 2 compris) de 6,91% du contrat initial.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 NOV. 2020
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 02 NOV. 2020

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à un marché public
n°V8D0049AI
" Construction du Groupe Scolaire Port
Marianne " lots 5,7,8,13 et 15 -
Avenant 1

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de 1^{ère} Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines « Ville éducative, réussite scolaire et administration générale » ;
- VU la décision n°VD2019-006 du 4 février 2019 relative à l'attribution du lot 5 : menuiseries extérieures du marché « Construction du Groupe Scolaire Port Marianne » n°V8D0049AI à la société LABASTERE 34 196, rue de la Gariguette ZAC St Antoine 34130 SAINT AUNES pour un montant de 480 084,40 € HT ;
- VU la décision n°VD2019-006 du 4 février 2019 relative à l'attribution du lot 7 : cloisons-isolations du marché « Construction du Groupe Scolaire Port Marianne » n°V8D0049AI à la société Ets JF CORTINA 22, rue Nelson Mandela 34070 MONTPELLIER pour un montant de 97 655,00 € HT ;
- VU la décision n°VD2019-006 du 4 février 2019 relative à l'attribution du lot 8 : faux-plafonds du marché « Construction du Groupe Scolaire Port Marianne » n°V8D0049AI à la société CUARTERO Espace Commercial de Fréjorgues Est 250, rue de la Jasse 34130 MAUGUIO pour un montant de 211 997,00 € HT ;
- VU la décision n°VD2019-006 du 4 février 2019 relative à l'attribution du lot 13 : chauffage-ventilation-chaufferie du marché « Construction du Groupe Scolaire Port Marianne » n°V8D0049AI à la société SERCLIM ZAC Garosud 85, rue E. Julien 34070 MONTPELLIER pour un montant de 451 650,00 € HT ;

- VU la décision n°VD2019-006 du 4 février 2019 relative à l'attribution du lot 15 : électricité courants forts et faibles du marché « Construction du Groupe Scolaire Port Marianne » n°V8D0049AI à la société ENERGYS Campus du Golf Bat 11 8, rue du Vergers 34130 MUDALSON pour un montant de 354 446,65€ HT ;

Considérant :

- Que le marché n°V8D0049AI - Construction du Groupe Scolaire Port Marianne a été lancé ;
- Que l'avancement du chantier fait apparaître la nécessité de certaines modifications techniques, entraînant des incidences financières ;
- Que conformément à l'article 139-3 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 il est nécessaire de signer un avenant n°1 ayant pour objet une augmentation du montant initial du marché pour les lots suivants : 5, 7, 8, 13 et 15 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché V8D0049AI pour les lots suivants :

- Lot 5 « menuiseries extérieures » avec l'entreprise LABASTERE 34, augmentant le montant du marché de 6 120,12€ HT soit une augmentation de 1,27% portant le nouveau montant du marché à 486 204,52 € HT ;

Lot 7 « cloisons – isolation » avec l'entreprise Ets JF CORDINA augmentant le montant du marché de 411,75€ HT soit une augmentation de 0,42% portant le nouveau montant du marché à 98 066,75 € HT ;

Lot 8 « faux-plafonds » avec l'entreprise CUARTERO augmentant le montant du marché de 5 234,00€ HT soit une augmentation de 2,47% portant le montant du marché à 217 231,00 € HT.

Lot 13 « chauffage – ventilation – plomberie » avec l'entreprise SERCLIM augmentant le montant du marché de 4 310,26 € HT soit une augmentation de 0,95% portant le montant du marché à 455 960,26 € HT.

Lot 15 « électricité courants forts et faibles » avec l'entreprise ENERGYS augmentant le montant du marché de 8 899,61 € HT soit une augmentation de 2,49% portant le montant du marché à 366 346,26 € HT.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 NOV. 2020

Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COEN



Publiée le : 02 NOV. 2020

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Education
Service Ressources (Education)**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à un marché public
n°V8D0049AI
" Construction du Groupe Scolaire Port
Marianne " lots 4, 6 et 16 - Avenants n°1**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de 1^{ère} Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines « Ville éducative, réussite scolaire et administration générale » ;
- VU la décision n°VD2019-006 du 4 février 2019 relative à l'attribution du lot 4 : métallerie du marché « Construction du Groupe Scolaire Port Marianne » n°V8D0049AI à la société PEA « Parc Aftalion 7, rue François Perrou 34670 Baillargues pour un montant de 275 023,00 € HT;
- VU la décision n°VD2019-006 du 4 février 2019 relative à l'attribution du lot 6 : menuiseries intérieures – mobilier du marché « Construction du Groupe Scolaire Port Marianne » n°V8D0049AI à la société LACLAU Ets 13, rue Charles Richet 34500 Béziers pour un montant de 390 329,00 € HT ;
- VU la décision n°VD2019-006 du 4 février 2019 relative à l'attribution du lot 16 : VRD du marché « Construction du Groupe Scolaire Port Marianne » n°V8D0049AI à la société COLAS Parc de la Lauze 10, rue Saint Exupéry 34430 Saint Jean de Védas pour un montant de 177 216,16 € HT ;

CONSIDERANT :

- Que le marché Construction du Groupe Scolaire Port Marianne a été lancé ;
- Que l'avancement du chantier fait apparaître la nécessité de certaines modifications techniques, n'entraînant pas d'incidences financières ;

- Que conformément à l'article 139-3 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 il est nécessaire de signer un avenant n°1 ayant pour objet une modification des postes du marché pour les lots 4, 6 et 16 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature d'un avenant n°1 pour des travaux supplémentaires et modificatifs ne présentant aucune incidence financière au marché V8D0049AI pour les lots suivants :

- Lot 4 « Métallerie » avec la société PEA,
- Lot 6 « Menuiseries intérieures - mobilier » avec l'entreprise LACLAU Ets,
- Lot 16 « VRD » avec l'entreprise COLAS,

ARTICLE 2 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 NOV. 2020

Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 02 NOV. 2020

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative au droit de préemption urbain -
Propriété de la SCPI PF GRAND PARIS - 205
rue de l'Acropole - parcelle HI 401 - lots n° 965-
966-968-956-957-958-962 - exercice du droit de
préemption urbain

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de la Métropole, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1^{er} alinéa de l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme ;
- VU la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU les délégations permanentes consenties par le Conseil municipal au Maire notamment celles
 - d'exercer, au nom de la commune, le droit de préemption définis par l'article L.214-1 du Code de l'urbanisme ;
 - d'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L.213-3 de ce même Code ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Maryse FAYE en qualité d'Adjointe au Maire ;
- VU l'arrêté portant délégation à Madame Maryse FAYE, dans le domaine de « l'Urbanisme durable et à la Maîtrise foncière » ;
- VU les articles L.210-1 à L. 213-18 et R. 213-4 à R. 213-26 du code de l'urbanisme;
- VU le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;

- VU la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal;
- VU la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé;
- VU la Déclaration d'Intention d'Aliéner en date du 30 juillet 2020, envoyée par Maître Olaf DECHIN, Notaire à Paris, reçue par la ville de Montpellier le 05 août 2020, concernant la vente par la SCPI PF GRAND PARIS, de lots de copropriété n° 965,966, 968, 956, 957, 958 et 962, composés de locaux professionnels et de parkings, situés 205 rue de l'Acropole à Montpellier, cadastrée HI401 au prix de 829 344,56 € auquel il faut ajouter la charge augmentative du prix de 5 068,58 € en cas de non application de l'article 257bis du Code Général des Impôts ;
- VU le constat dressé le 29 septembre 2020 la suite de la visite des lieux effectuée par les services de la Ville Montpellier conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,
- VU l'estimation des services fiscaux du 02 octobre 2020,

CONSIDÉRANT :

- que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- que par décision du 4 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur une partie du territoire communal ;
- que le 30 juillet 2020, la SCPI PF GRAND PARIS a déposé une déclaration d'intention d'aliéner concernant des locaux à usage de locaux professionnels et de parkings, constituant les lots de copropriété n°965, 966, 968, 956, 957, 958 et 962, composés de locaux professionnels et de parkings, situés 205 rue de l'Acropole à Montpellier, cadastrée HI401 au prix de 829 344,56 €,
- que conformément à l'article L213-2 du code de l'urbanisme, une visite du bien a été effectuée le 29 septembre 2020,
- que la propriété de la SCPI PF GRAND PARIS est comprise dans un secteur où le droit de préemption urbain a été délégué à la Ville,
- que la Ville de Montpellier recherche une offre complémentaire de locaux, pour répondre à ses missions de services publics,
- que ces lots de copropriété situés dans le quartier Antigone, entre l'Hôtel de Ville et le siège de la Métropole, dont une partie de leurs services sont mutualisés, permettront d'implanter certains services publics, dont l'accès sera facilité grâce à la situation géographique de ces locaux, en rez-de-chaussée de l'immeuble,
- que l'acquisition de ces lots de copropriété composés de locaux professionnels situés en pied d'immeuble et de parkings, est nécessaire pour répondre à ce besoin de locaux et permettre l'implantation d'équipements collectifs pour la mise en place de services publics, conformément à l'article L300-1 du code de l'urbanisme.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'exercer le droit de préemption sur la propriété de la SCPI PF GRAND PARIS, située 205 Rue de l'Acropole et cadastrée section HI 401, portant sur les lots de copropriété n°965,966, 968, 956, 957, 958 et 962, composés de locaux professionnels et de parkings, au prix de 829 344,56 €.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition est fixé au prix proposé dans la DIA soit 829 344,56€ auquel il faut ajouter la charge augmentative de 5 068,58€ en cas de non application de l'article 257 bis du CGI, frais d'acquisition en sus à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : De prélever les sommes nécessaires à cette acquisition sur le budget de la Ville, chapitre 905.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 OCT 2020
Monsieur le Maire



Michaël DELAFOSSE (Hérault)

Publiée le : 27 OCT. 2020

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative au droit de préemption urbain -
Propriété de la SCPI PF GRAND PARIS - 205
rue de l'Acropole - parcelle HI 398 - lots n° 256-
257-258-259-260-261-262-263-266-267-268 -
exercice du droit de préemption urbain

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de la Métropole, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1^{er} alinéa de l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme ;
- VU la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil municipal au Maire notamment celles :
 - d'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même Code ;
 - d'exercer au nom de la commune le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du Code de l'urbanisme ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Maryse FAYE en qualité d'Adjointe au Maire ;
- VU l'arrêté portant délégation à Madame Maryse FAYE, dans le domaine de « l'Urbanisme durable et à la Maîtrise foncière » ;
- VU les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme ;
- VU le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 ;

- VU la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé ;
- VU la Déclaration d'Intention d'Aliéner en date du 30 juillet 2020, envoyée par Maître Olaf DECHIN, Notaire à Paris, reçue par la ville de Montpellier le 05 août 2020, concernant la vente par la SCPI PF GRAND PARIS, de lots de copropriété n° 256-257-258-259-260-261-262-263-266-267-268, composés de locaux professionnels et de parkings, situés 145 rue de l'Acropole à Montpellier, cadastrée HI398 au prix de 830 655,44€ auquel il faut ajouter la charge augmentative du prix de 5 068,58 € en cas de non application de l'article 257bis du Code Général des Impôts ;
- VU le constat dressé le 29 septembre 2020 la suite de la visite des lieux effectuée par les services de la Ville Montpellier conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,
- VU l'estimation des services fiscaux du 02 octobre 2020 ;

CONSIDÉRANT :

- que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- que par décision du 4 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur une partie du territoire communal ;
- que le 30 juillet 2020, la SCPI PF GRAND PARIS a déposé une déclaration d'intention d'aliéner concernant des locaux à usage de locaux professionnels et de parkings, constituant les lots de copropriété n°256-257-258-259-260-261-262-263-266-267-268, situés 145 rue de l'Acropole, cadastré section : HI 398 au prix de 830 655,44 € ;
- que conformément à l'article L213-2 du code de l'urbanisme, une visite du bien a été effectuée le 29 septembre 2020 ;
- que la propriété de la SCPI PF GRAND PARIS est comprise dans un secteur où le droit de préemption urbain a été délégué à la Ville ;
- que la Ville de Montpellier recherche une offre complémentaire de locaux, pour répondre à ses missions de services publics ;
- que ces lots de copropriété situés dans le quartier Antigone, entre l'Hôtel de Ville et le siège de la Métropole, dont une partie de leurs services sont mutualisés, permettront d'implanter certains services publics, dont l'accès sera facilité grâce à la situation géographique de ces locaux, en rez-de-chaussée de l'immeuble ;
- que l'acquisition de ces lots de copropriété composés de locaux professionnels situés en pied d'immeuble et de parkings, est nécessaire pour répondre à ce besoin de locaux et permettre l'implantation d'équipements collectifs pour la mise en place de services publics, conformément à l'article L300-1 du code de l'urbanisme.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'exercer le droit de préemption sur la propriété de la SCPI PF GRAND PARIS, située 145 Rue de l'Acropole et cadastrée section HI 398, portant sur les lots de copropriété n°256-257-258-259-260-261-262-263-266-267-268 au prix de 830 655,44 €,

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition est fixé au prix proposé dans la DIA soit 830 655,44 € auquel il faut ajouter la charge augmentative de 5 068,58€ en cas de non application de l'article 257 bis du CGI, frais d'acquisition en sus à la charge de l'acquéreur,

ARTICLE 3 : De prélever les sommes nécessaires à cette acquisition sur le budget de la Ville, chapitre 905,

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le
Monsieur le Maire

Michael DELAFOSSE



Publiée le :

27 OCT. 2020

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Finances
Service Expertise Financière**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à un emprunt de 15 millions
d'euros auprès de la Société Générale -
Autorisation de signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de procéder, à la réalisation des emprunts à court, moyen ou long terme destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts. Les contrats pourront intégrer les caractéristiques suivantes : la faculté de changer les taux, de modifier l'index relatif au calcul du ou des taux d'intérêts, de recourir à des tirages échelonnés dans le temps avec la faculté de remboursement anticipé et (ou) de consolidation, d'allonger la durée du prêt, de procéder à un différé d'amortissement limité à 5 ans maximum, de modifier la périodicité et le profil du remboursement, de réaliser les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L.1618-2 et à l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michel ASLANIAN en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN dans les domaines « Finances, Evaluation des politiques publiques, Ressources humaines et Dialogue social » ;
- VU l'offre de financement proposée par la Société Générale et le projet de contrat ci-annexé,

- CONSIDERANT :

- Que pour financer les investissements de la Ville de Montpellier, il convient de conclure un contrat d'emprunt,
- Qu'à l'issue de l'analyse des offres, dont le tableau ci-joint récapitule l'ensemble des conditions, la proposition de la Société Générale répond correctement à la demande :

DECIDE

ARTICLE 1 : De contracter auprès de la Société Générale, dont le siège est situé 29 Boulevard Haussmann, 75009 Paris, un emprunt d'un montant total de 15 000 000 Euros (Quinze millions d'euros) dont les caractéristiques sont précisées dans les articles suivants.

ARTICLE 2 : Le prêt est consenti jusqu'au 15/11/2042 et s'amortira sur 20 ans à compter de la date de consolidation fixée au 15/11/2022.

ARTICLE 3 : Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes:

O Phase de mobilisation revolving : oui

Nominal :	15 000 000 €
Début :	Date de signature du contrat
Fin :	15/11/2022
Intérêts:	Euribor* 1, 3, 6 mois (selon la date de décaissement) + 0.40 %
Commission de non utilisation :	De la signature du contrat jusqu'à la consolidation, une commission de 0.05% l'an est perçue semestriellement ou à la fin de la phase de mobilisation à terme échu sur l'encours moyen non utilisé.
	* floorés à zéro.

O Phase de consolidation :

D'un commun accord entre la Société Générale et Montpellier Méditerranée Métropole, il est décidé de procéder à la mise en place d'un tirage de consolidation à « Taux Variable de Marché » sur le contrat « Taux de Marché » selon les conditions présentées ci – dessous :

Montant :	15 000 000 euros
Date de départ :	15/11/2022
Maturité :	15/11/2042 (durée 20 ans)
Amortissement :	Trimestriel – Linéaire
Périodicité :	Trimestrielle
Base de calcul :	Exact/360
Taux d'intérêts :	Chaque périodicité du 15/11/2022 au 15/11/2042 : Euribor 3 mois + 0.32%
	L'Euribor 3 mois est fixé à J-2 début de période. Indice flooré à 0.

O Soutle de rupture des conditions financières :

Une soulte de rupture des conditions financières sera due par le client (i) dans un certain nombre de cas et (ii) selon des modalités précises, ceux-ci étant définis dans la proposition commerciale transmise dans le cadre de la présente consultation bancaire.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative à la convention de financement ci-dessus, et à procéder ultérieurement auprès de la Société Générale aux diverses opérations prévues dans la convention et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 OCT. 2020
Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLAN (Maire)



Publiée le : 28 OCT. 2020
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association
"Chœur Universitaire de Montpellier
Méditerranée" pour le 14 octobre 2020

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture.

Considérant :

- Que l'association « Chœur Universitaire de Montpellier Méditerranée » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs pour le 14 octobre 2020 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2019/534 du 19 décembre 2019.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 03 NOV. 2020
Madame l'Adjointe au Maire



Agnès ROBIN

Publiée le : 04 NOV. 2020
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

